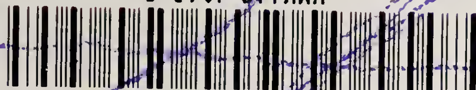
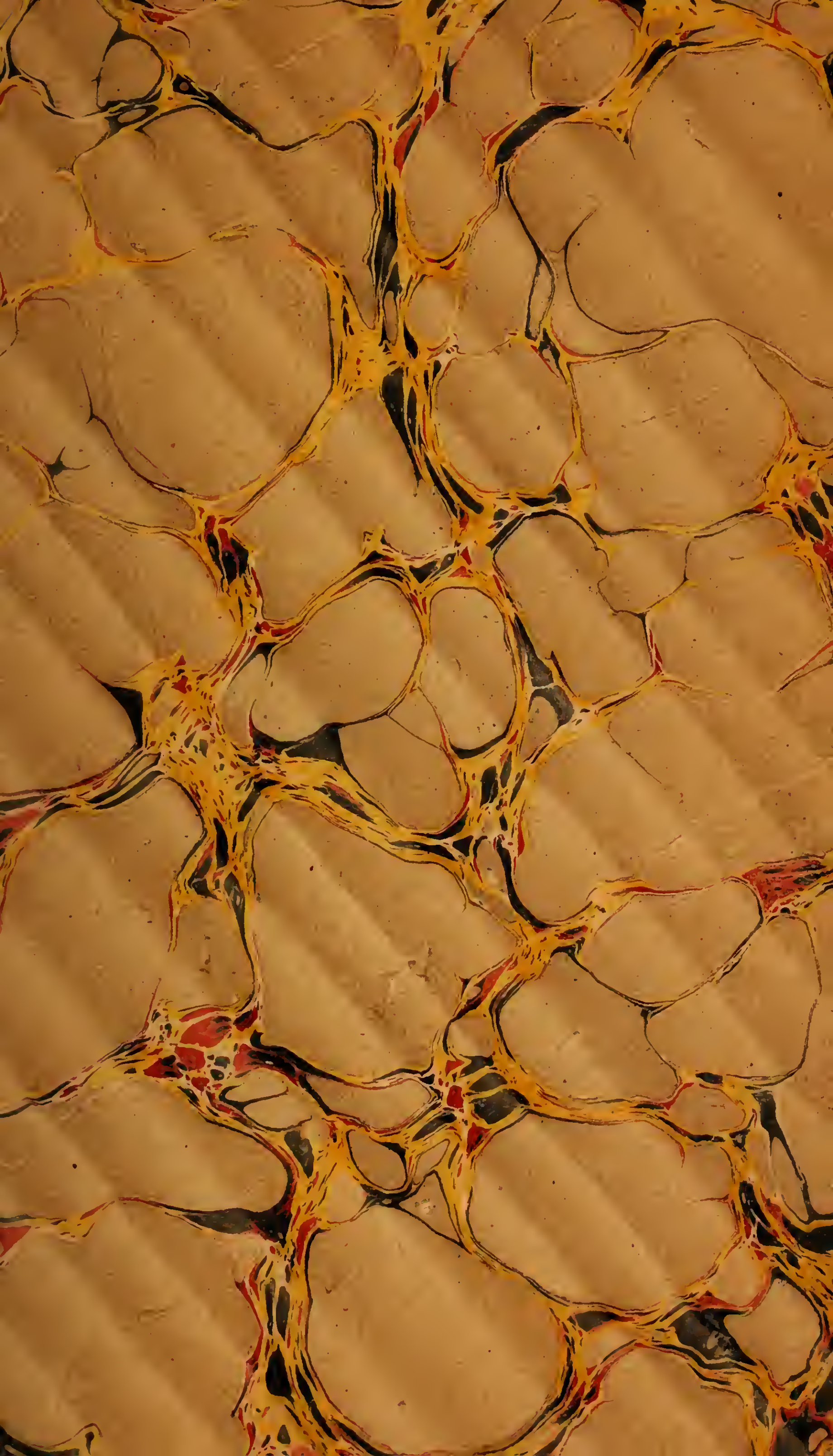

PETIT SÉMINAIRE de MONTRÉAL


U d'/of OTTAWA
39003002989001



HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871

I

VERSAILLES
CERF ET FILS, IMPRIMEURS
RUE DUPLESSIS, 59

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871

PAR

L. DUSSIEUX

Professeur honoraire à l'École militaire de Saint-Cyr
Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'Instruction publique

---

TROISIÈME ÉDITION

REVUE ET COMPLÉTÉE D'APRÈS LES DOCUMENTS ET PUBLICATIONS PARUS DEPUIS 1874

TOME PREMIER



PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

90, RUE BONAPARTE, 90

1881

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Ancien professeur à l'école militaire de Saint-Cyr, où j'avais enseigné à des milliers d'élèves l'histoire glorieuse des Guébriant, des Condé, des Turenne, des Vauban et celle des grandes armées de la première République et du premier Empire, j'ai été navré en voyant tomber une à une toutes mes croyances dans des désastres sans nom, et je n'ai pu m'empêcher de rechercher les causes de cette catastrophe.

Ce travail était peut-être moins difficile pour moi que pour d'autres : je connaissais

l'armée française, ses qualités héréditaires, et ses imperfections qu'il est facile de réformer; j'avais étudié avec soin l'armée prussienne pendant les cinq mois de son séjour à Versailles; j'avais recueilli ce que m'avaient dit depuis un an des centaines d'officiers dont j'ai eu l'honneur d'être le maître, leurs souvenirs, leurs douleurs, leurs espoirs; j'avais lu à peu près tout ce qui a été écrit sur cette guerre; il ne me restait plus en quelque sorte qu'à résumer mes impressions, celles des autres et mes propres études.

C'est ce que j'ai fait.

Voilà l'origine de ce livre. Mon vœu le plus ardent est qu'il fasse passer dans l'âme du lecteur les sentiments qui sont dans la mienne : la honte et la douleur de notre défaite; le mépris pour ceux qui l'ont causée; la reconnaissance pour ceux qui se sont bien conduits et qui ont, dans ce naufrage, maintenu intactes nos vieilles traditions d'honneur militaire; l'horreur des misérables qui ont profité des malheurs de la patrie pour la déchirer et l'avilir; enfin, la ferme volonté de se réformer, de changer d'idées, de croire à autre chose qu'à l'argent, de s'instruire,

de s'instruire surtout, et de se ceindre les reins pour se préparer à une nouvelle destinée. Ce que je croyais être la vérité, je l'ai dit loyalement, sans parti pris : car, ou il faut se taire, ou il faut dire librement sa pensée, et faire connaître les causes réelles de nos malheurs, afin d'en prévenir à jamais le retour.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE LA

GUERRE DE 1870-1871

Digitus Dei est hic.

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE AVANT LA GUERRE

Depuis quelques années, les esprits sérieux observaient que, si l'industrie, le commerce, l'agriculture et la richesse publique faisaient d'incontestables progrès, certaines causes de décadence se développaient encore plus largement. On constatait que les croyances religieuses, le sens moral, le patriotisme, l'autorité du père de famille, le respect de la loi, s'affaiblissaient chez les uns ou disparaissaient chez les autres. On remarquait que

l'administration perdait de son activité, pour se noyer dans la « paperasserie » ; que l'esprit militaire et la discipline disparaissaient peu à peu de l'armée, dont l'ancienne vigueur était affaiblie par l'exonération, par des changements perpétuels dans son organisation et par le peu d'instruction des officiers, et surtout des généraux ; enfin, on constatait que plus on parlait de progrès, plus notre pays perdait en moralité, en intelligence, en énergie et en instruction.

Quelqu'un disait un jour, pendant les plus belles années de l'Empire : « Le niveau de l'intelligence tombe chez nous de jour en jour ; nous vivons de nos épargnes et de nos restes ; aucun développement ultérieur venant de nous-mêmes ne s'annonce nulle part. »

Comment en aurait-il été autrement avec un enseignement secondaire, organisé depuis longues années sur de mauvaises méthodes et un système déplorable d'examen, et quand l'enseignement supérieur comptait de jour en jour un moins grand nombre d'élèves ? Comme on le verra dans les chapitres suivants de cette histoire, ce sont les ministres, les généraux, les sommités de tout ordre qui ont fait défaut au pays ; il n'y a eu partout que des insuffisants. Ce qui a certainement produit cette faiblesse générale, ce manque d'hommes, c'est bien certainement la suppression

graduelle, mais complète, des hautes études, qui seules développent l'esprit critique, le bon sens, et conservent les méthodes.

La décadence était hâtée par les journaux, la littérature, le théâtre, les romans, et par ces écrits sans nom que la presse dite populaire distribuait chaque jour au public. Les idées les plus folles se produisaient ouvertement et étaient acceptées en raison même de leur excentricité. Depuis quarante ans qu'on ne cessait de prêcher à une nation étourdie et peu instruite les doctrines du saint-simonisme, du fouriérisme et du socialisme, les théories de la fraternité et de la paix universelles, toutes les idées du positivisme, du matérialisme et de l'athéisme, il s'était produit dans les esprits un véritable chaos.

L'infatuation, ce triste mélange d'ignorance et de présomption, prenait des proportions dangereuses dans tous les rangs de la société, au pouvoir, dans l'armée, dans la presse ; et, par les journaux, la nation s'en imprégnait chaque jour davantage. L'ignorance se double bien vite de vanité, et l'homme infatué se croit d'autant plus capable de grandes choses qu'il est plus impuissant à les accomplir.

Le luxe le plus extravagant et le plus éhonté s'affichait partout. Pour l'entretenir, tout moyen était bon ; il fallait avoir de l'argent ; le procédé

n'inquiétait plus ; le but seul, en gagner beaucoup, vite et toujours, importait.

Quelque triste que soit ce tableau, il n'est pas encore complet. Je le termine cependant en disant que la corruption était assez profonde, sinon partout, du moins chez un trop grand nombre, pour qu'un étranger, moins corrompu que nous peut-être, mais à coup sûr plus pervers, ait osé parler de la pourriture de notre pays. Il est douloureux, certes, de rappeler de telles paroles ; il faut avoir cependant le courage de le faire, et si l'on constate qu'elles ont quelque chose de vrai[1], il faut avoir la force de faire son examen de conscience, de se réformer et de prendre les résolutions viriles que le salut du pays exige, sous peine de catastrophes ultérieures plus grandes encore que celles qui viennent de nous frapper.

Le gouvernement, auteur en partie de cette décadence, n'était pas le seul coupable. Le pays presque tout entier, exclusivement préoccupé de ses intérêts matériels et de son bien-être, la presse, la littérature, étaient ses complices. En politique, peu d'hommes voyaient avec plus de justesse que

[1] Il est certain que le gouvernement impérial, en faisant de Paris une ville de luxe et de plaisirs, avait créé un foyer de corruption. Mais il ne faut pas oublier que ce foyer était entretenu par les riches désœuvrés de l'Europe, qui venaient tous s'y vautrer, quitte à déclamer, à leur retour chez eux, contre une démoralisation qu'ils avaient encouragée et payée.

nos gouvernants. Le plus grand nombre avait applaudi à la guerre et à l'unité de l'Italie, sans en prévoir les conséquences. On avait pris parti pour les Prussiens contre l'Autriche et applaudi à la victoire de la Prusse, pays de progrès et de lumières, disait-on, contre l'Autriche, pays clérical, féodal et arriéré. Pendant que la presse de l'opposition faussait ainsi le jugement de ses lecteurs, l'Empereur trouvait que, dans cette guerre, « le progrès était avec la Prusse. » Il pensait aussi que la Prusse était mal délimitée [1], et il ne s'opposait pas à ce qu'elle augmentât son homogénéité : il s'applaudissait de voir les traités de 1815 détruits, et s'imaginait que ce serait à son profit, M. de Bismarck lui montrant de loin la Belgique [2].

Jusqu'alors aucun gouvernement français n'avait eu une politique si peu clairvoyante et si peu

[1] L'Empereur répétait volontiers les phrases débitées par l'ambassadeur prussien : « La Prusse a une configuration malheureuse, impossible ; — elle est en l'air ; — elle manque de ventre du côté de Cassel et de Nassau ; — elle a l'épaule démise du côté du Hanovre. »

On professait en Sorbonne des doctrines non moins étranges : « Le Rhin n'est pas la limite de la France. » Le professeur traçait au tableau la vraie frontière de la France, c'est-à-dire la ligne qui sépare les langues française et allemande. L'ethnographie remplaçait les raisons militaires, et la science géographique officielle mettait dès 1866 l'Alsace et la Lorraine septentrionale en Allemagne. (Voir *la Liberté* du 27 décembre 1866 et la *Revue nationale* de février 1867, article du capitaine Bureau.)

[2] Lettre de l'Empereur à M. Drouyn de Lhuys, du 11 juin 1866, et circulaire du ministre, du 16 septembre 1866.

française. L'Empereur était Italien en Italie, Roumain en Roumanie, Arabe en Algérie, Prussien en Allemagne, Mexicain au Mexique ; il ne fut jamais Français, au sens étroit et profond du mot.

Il faut lire les discours du prince de Bismarck au Parlement allemand pour se faire une idée exacte de la faiblesse de la politique impériale.

J'ai réussi, dit le prince[1], non seulement pendant le temps très court que j'ai passé à Paris en qualité de ministre plénipotentiaire[2], mais aussi pendant la difficile période de la crise polonaise dans laquelle la France nous était opposée, à entretenir dans ce pays des relations telles, que le gouvernement français se montra déjà amical dans la question danoise et enleva ainsi aux autres puissances l'envie de nous laisser soutenir seuls la lutte contre le Danemark.

Ce qui plus est, dans la lutte austro-allemande, qui menaçait déjà d'éclater en 1865 et éclata réellement en 1866, la réserve de la France n'aurait pas duré aussi longtemps qu'elle a duré par bonheur pour nous, si je ne m'étais pas efforcé par tous les moyens possibles d'entretenir de bonnes relations avec ce pays ; et il en est résulté des rapports bienveillants entre le gouvernement prussien et l'empereur Napoléon, qui aimait mieux alors avoir des traités avec nous qu'avec d'autres, mais qui ne pensait pas, il est vrai, que la guerre de 1866 pût prendre la tournure qu'elle prit en réalité.

Napoléon III croyait que nous serions battus et qu'il nous protègerait ensuite avec bienveillance, mais non pas sans quelque compensation. Mais, selon moi, ç'a été un bonheur, au point de vue politique, qu'il ait continué jusqu'à la bataille de Sadowa, c'est-à-dire jusqu'au moment

[1] Discours au Reichstag, février 1879.
[2] En 1862.

où il a été désillusionné touchant les forces militaires relatives de l'Allemagne et de la France, de se montrer bienveillant envers nous, et surtout bienveillant envers moi personnellement.

Après Sadowa, l'Empereur était complètement le maître de la situation. Joué par la Prusse, il perdit volontairement la partie. L'homme le mieux informé sur la question, M. de Bismarck, a dit au Landtag prussien [1] : « Je ne voulais pas que l'apparition de la France sur le théâtre de la guerre nous exposât à perdre nos succès. Bien que la France eût alors peu de troupes, l'addition de quelques régiments français eût suffi à faire des nombreuses troupes de l'Allemagne du Sud, qui avaient un matériel excellent, mais sans organisation, une très-bonne armée, qui nous aurait aussitôt forcés de couvrir Berlin et de renoncer à tous nos succès en Bohême. »

Pendant son ambassade, M. de Bismarck avait promptement jugé Napoléon III ; il envoya au roi de Prusse son opinion ainsi formulée : « C'est une grande incapacité méconnue, » et dès lors il se hâta de précipiter les événements, ne voulant pas laisser échapper l'occasion qui se présentait à lui de fonder la puissance de son pays.

Le gaspillage des finances, le Mexique, Sadowa,

[1] Discours du 16 janvier 1874 reproduit dans *les Débats* du 20 janvier.

l'affaire du Luxembourg, les échecs réitérés de la politique impériale, avaient grandi l'opposition. Le parti révolutionnaire, qui depuis quelques années déjà se réorganisait dans l'ombre et attendait le moment de recommencer ses attaques contre la société, reparut au grand jour. Le gouvernement personnel[1], débordé, chercha à ramener à lui l'opinion publique en donnant au pays des libertés qui ne devaient servir qu'à le renverser.

Il fit voter (mars 1868) par le Corps législatif et le Sénat, toujours dociles, deux lois qui accordaient la liberté de la presse et le droit de réunion. La Révolution se servit aussitôt des armes qu'on lui donnait avec tant d'imprudence, pour saper, dans les journaux et les clubs, toutes les bases de la société : codes, lois, propriété, mariage, famille, capital, gouvernement, police, religion, morale. Le gouvernement laissa tout dire et écrire avec une telle patience, ou plutôt avec une telle indifférence, qu'on est en droit de croire que cette évolution politique avait pour but de donner à l'Empire ébranlé l'appui des classes ouvrières, auxquelles il avait déjà accordé la loi sur les coalitions, et de se servir des masses populaires pour dominer et effrayer la bourgeoisie, dont l'opposition augmen-

[1] « La France avait alors un gouvernement personnel, où, comme on l'a dit, il n'y avait plus personne. » (*Revue des Deux-Mondes*, 1875, 1er juin, p. 702.)

tait sans cesse. Fatal calcul, qui n'a eu d'autre résultat que de donner au parti révolutionnaire plus de force qu'à aucune époque de notre histoire, et dont la première victime allait être bientôt l'Empire lui-même. C'est en effet la destinée du césarisme, c'est-à-dire de l'absolutisme teint de passions populaires, ou « tigré de rouge », d'être débordé et étouffé par la populace sur laquelle il s'appuie.

Dès le 3 novembre, les premières émeutes commencèrent par des rassemblements autour de la tombe de Baudin, député à l'Assemblée législative, tué sur les barricades à l'époque du coup d'État de 1851. La mollesse de la justice dans la punition de ces désordres enhardit les ennemis du gouvernement, en leur donnant la mesure de sa faiblesse et de leur force.

La presse révolutionnaire, pour enlever à l'Empereur l'appui de l'armée, ne cessait de jeter parmi les soldats les idées d'indiscipline, de désordre et de désertion ; elle préparait ainsi les défaites de 1870, en détruisant dans la troupe le respect, l'obéissance et jusqu'au patriotisme[1].

[1] Un soldat en garnison à Rodez et faisant partie de la *Charbonnerie française*, société secrète et internationale, écrivait à un de ses affidés de Marseille, le 2 août 1870, *en pleine guerre*, une lettre infâme, dont voici quelques passages :

« Sitôt que j'ai reçu vos lettres, j'ai communiqué ces heureuses nouvelles à mes amis. Nous sommes sortis ensemble, nous étions

En 1869, le 23 mai, on procéda aux élections du nouveau Corps législatif. Paris vota en masse pour l'opposition et nomma des députés républicains, et avec eux M. Thiers, l'homme le plus personnellement désagréable à l'Empereur. De nouvelles émeutes éclatèrent à Paris et même en province, à Saint-Étienne.

une vingtaine, nous sommes allés souper ensemble, nous avons rempli nos verres et nous avons bu à l'indépendance des peuples, à Marat, à Robespierre, *à nos frères les Prussiens!*

« Après notre joyeux repas, je suis monté sur la table, et là, d'une voix animée par le patriotisme, j'ai entonné l'*Union* (chanson incendiaire); tous allaient au refrain. On m'a demandé quel était ce chant. J'ai répondu que c'était le chant des Montagnards, le cri de révolte des enfants courageux de l'antique Phocée. On a applaudi à tout rompre. Comme un fait exprès, on a demandé quel était l'auteur de ce chant si beau; j'ai répondu que c'était un de mes chers amis et j'ai montré ta lettre. Nous nous sommes tous levés et nous avons bu à ta santé, à la santé du vieux soldat de l'indépendance. Notre chant de l'*Union* est répété dans toute la caserne, tous le savent; et le soir les amis vont par groupes et le chantent dans tous les cafés ; ils sont applaudis et l'on crie toujours *bis !*

« Cher ami, presque tout le régiment est de notre côté, je te l'assure!

« Les caporaux et bien des sergents aussi, mais les officiers zut !!! *En Prusse on leur témoignera l'amitié que l'on a pour eux !*

« Cher ami, je ne pars pas encore de Rodez. Je faisais partie du premier détachement, mais on m'a rayé; le premier détachement part mercredi prochain. Je partirai avec le second, je ne sais quand.

« Mais, si la Révolution marche à grands pas, j'espère bientôt vous revoir.

« S'il faut partir... je partirai; mais je crois que *je ne tuerai guère de Prussiens, mais bien des... hum ! hum !* »

(Extrait du compte rendu du procès de plusieurs membres de la Charbonnerie française, à Die, en 1873. — Voir le *Figaro* du 1er avril 1873 et la *Gazette des Tribunaux* de cette époque.)

C'est au milieu de ces troubles, dont on avait perdu l'habitude pendant dix-huit ans, qu'eut lieu l'ouverture du Corps législatif (12 juillet 1869). L'Empereur accordait de nouvelles libertés ; le Corps législatif et le Sénat acquéraient de nombreux privilèges ; on essayait de fonder l'empire constitutionnel. Plus l'opposition gagnait de terrain, et plus la Révolution se développait, plus le gouvernement se désarmait.

M. Rouher, l'homme de la résistance, quitta le ministère (17 juillet 1869), et quelques mois après (3 janvier 1870), M. Émile Ollivier devint le chef d'un nouveau cabinet, composé de membres de l'opposition modérée. M. Émile Ollivier avait été un républicain ardent en 1848, et depuis un des cinq de l'opposition. Par conviction ou par ambition, mais à coup sûr sans les qualités nécessaires pour réussir, il entreprenait de sauver l'Empire absolu en le transformant en Empire libéral et constitutionnel. Il devait échouer ; mais auparavant, sous prétexte de réformer, il désorganisa totalement le gouvernement, l'administration, l'armée, et quand l'Empire tomba à Sedan, il faut bien le dire, il était en pleine dissolution.

Les débuts du ministère Ollivier ne furent pas heureux. Dès le 10 janvier, le prince Pierre Bonaparte tuait chez lui, à Auteuil, M. Victor Noir, qui venait, au nom de M. Pascal Grousset, le provoquer en

duel à propos d'articles de journaux, dans lesquels le prince et ses adversaires s'étaient insultés grossièrement. Ce meurtre, dont les circonstances étaient présentées très différemment par le prince et par M. de Fonvielle, qui accompagnait Victor Noir, fut l'occasion d'une émeute qui éclata le jour de l'enterrement de Victor Noir à Neuilly (12 janvier), et fut suivi d'un procès devant la haute cour de justice, laquelle acquitta le prince (27 mars). Ce procès avait été pour le parti révolutionnaire un prétexte à manifestations et à déclamations; il eut un retentissement considérable et fâcheux.

Un député journaliste, devenu populaire par la violence de son opposition, M. Henri de Rochefort, fut condamné et arrêté le 7 février; ce fut le signal de nouveaux troubles à Belleville, dès lors quartier général de la Révolution. Ces désordres furent encore réprimés mollement. Cependant la violence des clubs n'avait plus de limite; le parti révolutionnaire devenait le maître de la situation; sa victoire n'était plus qu'une affaire de temps. L'opinion publique commençait à s'inquiéter des progrès que les Rouges faisaient tous les jours, lorsqu'eut lieu, le 8 mai 1870, le vote du plébiscite destiné à faire sanctionner les modifications apportées à la Constitution par les lois politiques votées depuis 1860. Sept millions et demi de voix adoptèrent le plébiscite et donnèrent à l'Empire un appui qui lui était

devenu nécessaire. Mais, en votant ainsi, des millions de citoyens se prononçaient simplement contre la Révolution qu'ils redoutaient, et leur adhésion à la nouvelle constitution était plus apparente que réelle.

Quoi qu'il en soit, l'Empire libéral semblait établi sur une large et forte base, et il est probable qu'avec un peu de sagesse et d'habileté le gouvernement impérial pouvait durer encore un certain temps, surtout s'il se décidait à défendre sérieusement le pays contre les révolutionnaires. Mais les événements allaient bientôt donner un dénoûment inattendu à la situation.

CHAPITRE II

DÉCLARATION DE GUERRE A LA PRUSSE

L'Espagne avait fait une nouvelle révolution en septembre 1868. Le général Prim et l'amiral Topete s'étaient soulevés contre la reine Isabelle II, avaient vaincu ses troupes à Alcolea (28 septembre) et l'avaient forcée à quitter l'Espagne. Le gouvernement provisoire ayant convoqué les Cortès, l'Assemblée prononça la déchéance d'Isabelle, vota une constitution libérale et décida que la forme du gouvernement continuerait à être la monarchie. En attendant qu'elle eût trouvé un roi qui voulût accepter le lourd fardeau de la couronne d'Espagne, elle donna le titre de « Régent de la monarchie » au maréchal Serrano.

Le duc de Montpensier et sa femme l'infante Louise, sœur de la reine Isabelle, avaient des chances sérieuses de monter sur le trône, et il

paraît que tel était le désir du général Prim. Parmi les obstacles que rencontra la candidature du duc de Montpensier, le plus sérieux fut l'opposition de Napoléon III à l'avènement d'un prince d'Orléans. Le duc de Montpensier échoua, et Prim chercha dès lors un roi à l'étranger. « Ainsi, a dit M. Thiers devant la commission d'enquête, la maison Bonaparte a suscité la cause de la guerre dans un intérêt dynastique, sans se douter de ce qui allait en résulter. »

Après avoir été refusée par plusieurs princes, la couronne espagnole fut enfin acceptée, du consentement du roi de Prusse, par le prince Léopold de Hohenzollern, d'une branche catholique n'appartenant que de loin à la famille royale de Prusse.

Le gouvernement français, pris au dépourvu, ne put opposer en temps utile son veto à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince allemand, acceptation qu'il ne connut que quand elle fut publique, le 5 juillet [1].

La France s'émut vivement. On voyait la Prusse, déjà toute-puissante en Allemagne, et nous pressant sur le Rhin, établir son influence en Espagne; en cas de guerre avec l'Allemagne, on pouvait être

[1] Cependant la candidature du prince Léopold remontait au mois de mars 1869, et le cabinet des Tuileries la connaissait. Avec plus de soin et de finesse, il aurait pu suivre la piste de cette menée et ne pas être aussi complètement surpris en juillet 1870.

attaqué de tous côtés. Pour répondre à l'interpellation d'un député, le duc de Gramont, ministre des Affaires étrangères, monta à la tribune, le 6 juillet, et déclara, dans un langage hautain et peu diplomatique, qu'il était vrai que le prince de Hohenzollern avait accepté la couronne d'Espagne, et qu'il ne connaissait pas encore les détails vrais d'une négociation qui nous avait été cachée; que, sans vouloir nous mêler des affaires intérieures de l'Espagne, nous ne pouvions souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, pût déranger à notre détriment l'équilibre des forces de l'Europe et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. « Pour empêcher cette éventualité de se réaliser, ajoutait le ministre, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol. S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse. »

L'effet de cette déclaration fut immense. Sa forme inusitée permettait de croire que le gouvernement français « avait sauté avec une violence imprudente sur la première occasion qui se présentait pour faire la guerre à la Prusse [1] ». L'opinion publique, à Paris, soutint généralement cette politique brusque-

[1] Expression de M. de Metternich dans une dépêche adressée à son gouvernement.

ment agressive. On croyait qu'on allait prendre une revanche de Sadowa, et on tombait en plein dans le piège que M. de Bismarck tendait à notre gouvernement. La Prusse, en effet, était décidée à compléter les résultats de Sadowa, c'est-à-dire à réunir à la confédération du Nord la Bavière, le Wurtemberg et Bade, ce qu'elle ne pouvait obtenir que par une guerre victorieuse contre la France. Elle était prête à entrer en campagne et savait que la France ne l'était pas ; elle voulait surtout nous amener à déclarer nous-mêmes la guerre, afin de paraître réduite encore une fois à se défendre contre l'insatiable ambition de la France.

Dès le premier jour, le cabinet français, se trompant complètement, entra dans le jeu de la Prusse, entassa fautes sur fautes, et, en un mois, fit passer la France de la paix la plus profonde à l'invasion, à la défaite de ses armées et à la chute de l'Empire.

L'Angleterre et l'Autriche blâmèrent vivement la déclaration du duc de Gramont, qui risquait de compromettre la paix de l'Europe. La conduite du général Prim fut condamnée par les mêmes puissances, et l'Angleterre s'associa au gouvernement français pour résoudre diplomatiquement le différend.

La France déclara à l'Espagne qu'elle s'opposait à l'avènement du prince Léopold. L'Angleterre,

l'Autriche et l'Italie appuyèrent cette résolution, et le général Prim fut obligé d'abandonner son candidat, en y mettant une seule condition : c'est que le prince se retirerait de lui-même. L'Angleterre qui négociait pour nous et conduisait l'affaire avec habileté, après avoir obtenu la renonciation de Prim, obtint le désistement du prince Léopold. Le 12 juillet, le prince Antoine de Hohenzollern, père de Léopold, notifia au cabinet de Madrid la renonciation de son fils, et le roi de Prusse, en l'annonçant à M. Benedetti, notre ambassadeur à Berlin, lui déclarait qu'il avait donné à cette renonciation son acquiescement comme souverain et comme chef de la famille. Le même jour, l'ambassadeur d'Espagne faisait connaître à M. de Gramont la renonciation du prince Léopold.

Pour tout esprit impartial, la question était terminée. Grâce à l'intervention de l'Angleterre et à la modération personnelle du roi de Prusse, l'intrigue ourdie à Berlin avait échoué. Elle avait, il est vrai, deux foyers : Madrid et Berlin. Il y avait deux meneurs : l'un apparent, Prim, l'autre caché, M. de Bismarck; mais l'Angleterre avait eu la sagesse de ne voir que Madrid et le général Prim, et de laisser de côté Berlin et M. de Bismarck. Pour le moment, les projets de M. de Bismarck étaient déjoués par la défaite de son complice, le général Prim. Que ses mauvais desseins contre la France existassent en-

core, c'était évident, mais ils avaient échoué en cette occasion. C'était un succès dont le gouvernement français aurait dû se contenter provisoirement. Dès lors il fallait mettre le temps à profit, chercher des alliés et se préparer sérieusement à la guerre pour être en mesure de vaincre la Prusse, œuvre difficile, dont le gouvernement, malgré les informations les plus exactes qu'il recevait de ses agents en Allemagne, n'avait jamais soupçonné la gravité.

Au lieu d'adopter cette ligne de conduite, que commandaient l'état de nos forces militaires et la plus vulgaire prudence, on voulut régler complètement la question à Madrid et à Berlin, au risque d'avoir la guerre immédiatement.

Il y avait dans le gouvernement français, à la Cour, dans les Chambres et dans la presse, un parti qui voulait la guerre. L'Impératrice, qui le dirigeait, disait que cette guerre serait « sa guerre ». Son entourage avait l'ambition de prendre une revanche éclatante de l'échec moral que la politique française avait subi à Sadowa ; il espérait, à l'aide d'une victoire sur la Prusse, consolider l'Empire.

Napoléon III hésitait, comme toujours, entre ceux qui voulaient la guerre et les partisans de la paix. Il inclinait à la paix ; mais, souffrant depuis longtemps, il était devenu plus incertain que jamais. « Sa volonté était malade, » a dit Sainte-Beuve, et

ceux qui voulaient la guerre exploitaient audacieusement cette situation d'un souverain tout-puissant en apparence, très-faible ou nul en réalité. Le parti de la guerre n'hésita pas à commettre, à l'insu de l'Empereur, un acte bien grave. Napoléon III et le conseil des ministres avaient trouvé, le 6 juillet, que la déclaration de M. de Gramont était trop raide; la rédaction en avait été atténuée, et cependant M. de Gramont vint lire à la tribune le texte primitif, le texte non modifié de cet acte.

Les ministres pacifiques, MM. Emile Ollivier et Chevandier de Valdrôme, jugeaient avec raison qu'après la renonciation du prince Léopold l'incident était terminé, et terminé à la satisfaction de la France. L'Empereur fut de cet avis, et pendant une demi-heure la paix fut décidée à Saint-Cloud. Mais l'Impératrice revint à la charge et finit par l'emporter.

A peine le prince Léopold eut-il renoncé à la couronne d'Espagne, que M. de Gramont reprit l'affaire avec la Prusse et fit demander au roi Guillaume de s'engager à ne pas relever plus tard la candidature du prince Léopold. On voulait obtenir un désaveu complet, public, des menées qui venaient d'échouer. C'était la Prusse qui avait engagé la querelle à Madrid, et elle avait échoué devant l'intervention diplomatique de l'Angleterre. Maintenant c'est nous qui commençons une nouvelle que-

relle avec la Prusse, qui changeons volontairement la question espagnole en une question allemande, au bénéfice de la politique de M. de Bismarck, et avec la certitude de trouver la guerre au bout de cette impasse.

Ce désir bien évident de vouloir la guerre, en provoquant une affaire prussienne, blessa profondément le cabinet de Londres, qui venait de résoudre à notre satisfaction l'affaire espagnole. L'Autriche blâma le gouvernement impérial, et l'Europe entière rendit la France responsable de la guerre que ses exigences imprévoyantes allaient faire éclater. L'opinion, qui jusqu'alors était avec nous, se prononçait dès lors contre nous.

Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris, exprima à M. de Gramont, le 12 juillet, le mécontentement de son gouvernement et essaya de lui faire comprendre la gravité de la situation.

Je ne dissimulai pas à M. de Gramont, dit lord Lyons dans sa dépêche à lord Granville[1], ni ma surprise ni mon regret de voir le gouvernement français hésiter un instant à considérer la renonciation du prince comme une solution de l'affaire. Je lui rappelai en détail les assurances qu'il m'avait formellement autorisé à donner au gouvernement de la reine, à savoir que, si le prince retirait sa candidature, tout serait fini. Je fis observer en outre à M. de Gramont que la renonciation du prince avait totalement modifié la position de la France. Si la guerre survenait à présent, toute l'Europe dirait que c'était la faute de la France;

[1] Le 12 juillet 1870.

que la France s'est jetée dans une querelle sans cause sérieuse, simplement par orgueil et par ressentiment. Un des avantages de la première position de la France, c'était que la querelle avait pour objet un incident qui touchait très-peu aux passions de l'Allemagne et pas du tout à ses intérêts. A présent, la Prusse peut espérer rallier l'Allemagne pour résister à une attaque qui ne pouvait être attribuée qu'au mauvais vouloir, à la jalousie de la France et à un désir passionné d'humilier ses voisins. En fait, dis-je, la France aura contre elle l'opinion du monde entier, et sa rivale aura tout l'avantage d'être manifestement contrainte à la guerre pour sa défense et pour repousser une agression.

Les sages conseils de lord Lyons furent inutiles. Le parti de la guerre était résolu à ne rien écouter.

Aigri par le malheur, le public français a voulu s'en prendre à quelqu'un, et il a cherché parmi les ministres de l'Empire. Il devait chercher plus haut et suivre sur ce point la constitution de 1852. C'est l'Empereur qui, flottant sans cesse de la paix à la guerre, regrettant la paix quand il s'en voyait tout près, parce qu'elle ne lui donnait pas les satisfactions qu'il espérait de la guerre ; regrettant la guerre quand il la voyait s'avancer, parce qu'il avait l'instinct de son danger ; c'est l'Empereur qui, dans cette journée du 12 juillet, lorsqu'il venait d'acquiescer à la paix, changeant tout à coup de résolution, soit qu'il fût troublé du mécontentement qu'avait et surtout qu'affectait cette coterie de la guerre qu'il prenait pour un parti, soit qu'il s'égarât lui-même à suivre les traditions mal comprises de sa famille ; c'est l'Empereur qui a écrit à M. de Gramont la lettre suivante, dont il a autorisé la publication, sans doute pour disculper son ministre et pour maintenir sa responsabilité souveraine jusqu'à la chute de son règne.

« Mon cher duc,

« En réfléchissant à nos conversations d'aujourd'hui et en relisant la dépêche du prince Antoine, je crois qu'il faut se borner à accentuer davantage la dépêche que

vous avez dû envoyer à Benedetti, en faisant ressortir les points suivants :

« 1° Nous avons eu affaire à la Prusse et non à l'Espagne ;

« 2° La dépêche du prince Antoine, adressée à Prim, est un document non officiel pour nous, que personne n'a été chargé en droit de nous communiquer ;

« 3° Le prince Léopold a accepté la candidature au trône d'Espagne, et c'est le père qui renonce ;

« 4° Il faut donc que Benedetti insiste, comme il en a l'ordre, pour avoir une réponse catégorique par laquelle le roi s'engagerait pour l'avenir à ne pas permettre au prince Léopold (qui n'est pas engagé) de suivre l'exemple de son frère[1] et de partir un beau matin pour l'Espagne ;

« 5° Tant que nous n'aurons pas une communication officielle d'Ems[2], nous ne sommes pas censés avoir eu de réponse à nos justes demandes ;

« 6° Tant que nous n'aurons pas cette réponse, nous continuerons nos armements ;

« 7° Il est donc impossible de faire une communication aux Chambres avant d'être mieux renseignés[3]. »

Ce même jour, le 12, le parti de la guerre fit à la Chambre des manifestations belliqueuses et soutint, d'accord avec la lettre de l'Empereur, qu'il fallait demander des garanties à la Prusse. La rue se mêla de la partie et fit aussi des manifestations spontanées ou payées. Quant au ministère, il refusa de communiquer à la Chambre les dépêches relatives

[1] Le prince de Roumanie.

[2] Où le roi de Prusse prenait les eaux.

[3] Extrait du Rapport présenté à l'Assemblée nationale par M. Saint-Marc Girardin sur les actes du gouvernement de la Défense nationale. Nous avons puisé abondamment dans cet excellent travail.

à la renonciation du prince Léopold, parce qu'elles auraient fortifié le parti de la paix.

M. Benedetti, notre ambassadeur à Berlin, était alors à Ems auprès du roi de Prusse. Il fit connaître au roi les nouvelles demandes de la France, et il en obtint, le 13, une dernière réponse. Le roi de Prusse lui fit dire par un aide de camp qu'il l'autorisait à faire savoir à l'Empereur qu'il approuvait le désistement du prince Léopold, complètement et sans réserve, mais qu'il ne pouvait aller plus loin sans aggraver le mécontentement que cette renonciation allait causer en Allemagne, et qu'on n'obtiendrait rien de plus de lui. M. Benedetti, qui jugeait très sainement la question, prévint son gouvernement de la gravité de la situation en envoyant la réponse du roi à M. de Gramont. Ses avis ne furent pas plus écoutés que ceux de lord Lyons.

Le 13, le parti de la guerre, au Corps législatif, manifesta plus bruyamment que la veille ses ardeurs belliqueuses. Il blâma le ministère sur la modération de sa conduite et lança de virulentes attaques contre la Prusse. Dans les couloirs, on déclarait que MM. Émile Ollivier et Chevandier de Valdrôme étaient des traîtres, des misérables, parce qu'ils se contentaient de la renonciation du prince Léopold.

A ce moment, l'Allemagne commençait à s'irriter

de nos exigences, blâmait le roi de Prusse de sa modération et de sa condescendance. M. de Bismarck, qui était resté jusqu'alors, au moins en apparence, en dehors des négociations, intervint tout à coup et les dirigea. Le moment était opportun, en effet. M. de Bismarck voulait une guerre allemande et non pas une guerre causée par l'incident Prim et Hohenzollern. Il allait mettre à profit nos exigences maladroites, qui soulevaient le sentiment national de l'Allemagne, et nous amener à déclarer la guerre.

M. de Bismarck a-t-il de longue date préparé et conduit cette affaire encore ténébreuse ? a-t-il soulevé la candidature Hohenzollern pour en faire sortir la guerre, ou a-t-il seulement profité de nos fautes et de notre aveuglement dans la seconde partie de cette affaire ? Nul ne peut encore le dire avec certitude. Il faut se contenter actuellement de constater que la question espagnole s'était terminée à notre avantage, et que, si nous avions été prudents, si nous avions su nous contenter de ce succès, M. de Bismarck subissait un échec et était obligé d'attendre ou de provoquer une nouvelle occasion de conflit.

Mais, en présence de la situation qu'on lui fait, M. de Bismarck pousse résolument à la guerre. Il la veut, parce que l'armée prussienne est prête, et, comme il le dit, parce que, tenant la victoire, il ne

la laissera pas échapper. Il la veut, parce que l'Allemagne est irritée contre la France, et que nos fautes la livrent complètement à la politique prussienne. Il trouve un nouveau prétexte de guerre dans le cas où la querelle actuelle viendrait à s'arranger : il déclare à l'ambassadeur d'Angleterre que la Prusse ne peut rester humble et impassible sous l'affront infligé au roi et à la nation par la déclaration de M. de Gramont, et qu'il n'aura plus de communications avec notre ambassadeur tant que l'affront n'aura pas été réparé.

En même temps (le 13 au soir), M. de Bismarck faisait publier par son journal officieux un article sur les négociations d'Ems. On y racontait la demande de garantie présentée au roi par l'ambassadeur de France et le refus du roi de satisfaire à cette exigence ; on y disait que M. Benedetti, à la promenade à Ems, avait accosté le roi de Prusse et l'avait requis de promettre qu'il ne permettrait jamais à un Hohenzollern d'être candidat au trône d'Espagne ; que le roi, offensé de cette audace, s'était tourné vers un de ses officiers et lui avait dit d'informer le comte Benedetti « qu'il n'y avait pas de réponse et qu'il ne pouvait le recevoir de nouveau ». Cette indiscrétion de notre ambassadeur et la réponse insultante du roi étaient d'odieux mensonges, destinés, en soulevant l'indignation des Prussiens et des Français, à mettre le feu aux

poudres. Cet article paraissait à la même heure dans la *Gazette de Cologne*, journal très répandu ; on l'affichait dans les rues de Berlin, et sa substance était envoyée par le télégraphe aux ambassadeurs de la Prusse dans les cours de l'Allemagne du Sud et dans les divers États de l'Europe.

Le 13 au soir, quand la guerre est devenue imminente, inévitable peut-être, grâce à son impéritie, le gouvernement français commence à s'inquiéter de la guerre. Les idées de paix reprennent le dessus, et il s'opère un changement dans la politique du cabinet de Saint-Cloud. M. de Gramont adoucit ses exigences et envoie à M. Benedetti la dépêche suivante : « Faites un dernier effort auprès du roi ; dites-lui que nous nous bornons à lui demander de défendre au prince de Hohenzollern de revenir sur sa renonciation ; qu'il vous dise : « Je le lui défendrai, » et qu'il vous autorise à me l'écrire, ou qu'il charge son ministre ou son ambassadeur de me le faire savoir, cela nous suffira. »

M. de Gramont pria en même temps lord Granville d'insister auprès du roi de Prusse pour obtenir cette concession, qui devait être la dernière, assurait-il.

Rien n'est plus misérable que ces vacillations, que les arrogances précédentes comparées à ce ton presque suppliant, et à ces prières si souvent adressées à l'Angleterre de venir à notre secours et de

nous tirer d'embarras. Pourquoi refuser le 12 ce qu'on demandera le 14 par l'intermédiaire de l'Angleterre ? Le roi de Prusse n'avait-il pas déclaré, le 12, qu'il consentait entièrement et sans réserve au désistement du prince Léopold? On avait refusé d'accepter cette déclaration pour terminer le différend, et le 14, quand on invoquait la médiation de l'Angleterre, cette puissance ne consentait à demander au roi de Prusse de renouveler sa déclaration qu'à la condition que la France renoncerait à sa demande de garantie, c'est-à-dire qu'elle reviendrait à la situation que l'Angleterre lui avait déjà faite le 12. Ces nouvelles démarches furent inutiles. M. de Bismarck rejeta l'offre de la médiation de l'Angleterre et les propositions d'arrangement. Ce même jour, le cabinet de Saint-Cloud hésitait à mobiliser l'armée; les ordres donnés sont retirés le soir, puis redonnés dans la nuit. Pendant la journée du 14, la nouvelle de l'insulte faite à notre ambassadeur s'était répandue dans Paris et soulevait l'indignation des Chambres, des journaux et du public. La manœuvre de M. de Bismarck réussissait complètement et préparait les esprits à la déclaration de guerre du lendemain.

Il faut le répéter, le lendemain, le ministère allait tomber lourdement dans le traquenard ouvert sous ses pieds, et donner à son redoutable adversaire la joie suprême de nous voir déclarer la guerre à

la Prusse et de lui fournir le moyen de mettre à exécution ses desseins : l'abaissement de la France et la domination de la Prusse sur l'Allemagne.

Cependant l'Empereur était averti depuis longtemps par M. Benedetti que toute l'Allemagne s'unirait à la Prusse dans le cas où la guerre éclaterait, surtout si nous étions les premiers à la déclarer. « Jamais nous ne vous ferons la guerre, disait M. de Bismarck au colonel Stoffel[1] ; il faudra que vous veniez nous tirer des coups de fusil chez nous, à bout portant. »

C'est qu'en effet M. de Bismarck savait qu'une déclaration de guerre faite par la France à la Prusse soulèverait les haines de la *Patrie allemande* contre *l'ennemi héréditaire*, contre cette France exécrée[2], et que cette incomparable maladresse, si nous la commettions, rallierait autour de la Prusse les forces de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe et du Hanovre, et leur ferait oublier leur antipathie contre la race prussienne et son hégémonie.

On comprendrait à la rigueur cette conduite, si la France avait eu une armée suffisante et des

[1] Envoyé militaire de la France à Berlin.

[2] Grâce aux violences de Louvois et à celles du premier Empire en Allemagne, pendant la longue occupation militaire de 1806 à 1813. C'est cette haine profonde de toutes les nations allemandes contre la France qui a servi de lien à M. de Bismarck pour les réunir contre nous. On ne s'imaginait pas en France qu'il y avait en Allemagne des gens savants, professeurs, docteurs, qui, en 1870, voulaient prendre leur revanche de Tolbiac.

alliances. Mais, sans armée et sans alliés, il était insensé de se conduire ainsi devant de tels adversaires, et c'est ce qui peut expliquer le retour momentané aux idées pacifiques qui semblent avoir triomphé un moment pendant ces tristes journées.

Mais, le 15, le parti de la guerre avait repris son ascendant. A la Chambre, au Sénat, dans la presse, dans les cafés, partout, on ne parlait plus que de l'insulte faite à notre ambassadeur, et on demandait la guerre. Au Corps législatif, M. Émile Ollivier, vivement pressé par M. Thiers d'expliquer en quoi consistait cette insulte, déclara que le gouvernement considérait comme une insulte de la part du roi d'avoir refusé de recevoir notre ambassadeur, de lui avoir fait dire par un aide de camp qu'il n'avait aucune communication ultérieure à lui faire, et d'avoir fait connaître cette résolution aux cabinets de l'Europe. La commission de la Chambre trouva que c'était une offense qu'on ne pouvait tolérer.

Enfin, le gouvernement annonça que la guerre venait d'être déclarée. Cette résolution fut approuvée par l'unanimité enthousiaste du Sénat et par une grande majorité au Corps législatif, malgré l'opposition énergique et prophétique de M. Thiers. Il faut dire que la Chambre croyait que l'on était en mesure de soutenir la guerre; mais que sa crédulité, trop facile en vérité, avait été trompée à la fois par

le ministre des Affaires étrangères et par le ministre de la Guerre.

Le premier insistait sur l'insulte, évitait de parler de la demande de garantie qui avait rallumé la querelle et laissait soupçonner que nous avions des alliés, ce qui n'était pas vrai, car il n'y avait eu jusqu'alors que des pourparlers avec l'Autriche et l'Italie. Le second avait affirmé qu'on était prêt à entrer en campagne, qu'on avait huit jours d'avance sur la Prusse, qu'on passerait le Rhin trois jours après la déclaration de guerre, que l'armée était prête, et tellement pourvue de tout, « que pendant un an elle n'aurait pas besoin d'un bouton de guêtre, » enfin qu'elle était « archiprête ».

Et cependant on n'était pas prêt. On n'avait que des quantités insuffisantes de chassepots, de canons, de munitions, de projectiles et de chevaux. Les places fortes manquaient absolument de tout [1]. Toutes les ressources avaient été absorbées depuis longtemps pour payer les frais de l'expédition du Mexique; tous les fonds alloués pour l'entretien de notre état militaire avaient été détournés de leur destination et jetés dans ce gouffre, parce qu'on n'osait pas demander au pays le milliard qu'on avait si follement dépensé pour faire gagner quelques millions à M. de Morny et à d'autres familiers.

[1] Voir le Rapport de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, sur les marchés, dans l'*Officiel* du 5 mai 1872.

Les hommes faisaient défaut autant que le matériel de guerre. On avait à peine 270,000 soldats pour entrer en campagne et lutter contre 450,000 Allemands[1]. Mais l'entourage de l'Empereur et notre haut état-major, comme tous les favoris et les ignorants, étaient pleins d'infatuation. Ils croyaient que la bravoure du soldat, le chassepot et les mitrailleuses suffiraient pour vaincre un ennemi qu'ils méprisaient et dont ils ne connaissaient ni le nombre, ni la valeur, ni l'organisation. On se berçait des souvenirs d'Iéna, et on ne parlait que d'aller à Berlin. Les cartes d'Allemagne étaient seules recherchées. Certains journaux débitaient au public les plus folles extravagances, entre autres qu'il suffirait d'un Français pour jeter cinq Prussiens dans le Rhin à coups de crosse. En descendant plus bas, on trouvait des gens avinés et des soldats débraillés qui hurlaient *la Marseillaise* sous prétexte d'affirmer leur patriotisme.

La marine n'était pas plus prête à entrer en campagne que l'armée de terre ; elle n'était pas en état

[1] Après avoir nié longtemps le million d'hommes armés de l'Allemagne, l'opinion, toujours aveugle, est tombée dans une autre erreur : on a cru que nous avions été écrasés au début de la guerre par 7 ou 800,000 hommes. La vérité est que la Prusse n'a commencé les hostilités qu'avec 450,000 soldats. Un général habile pouvait gagner du temps, manœuvrer, laisser arriver les réserves et compléter ses effectifs. La guerre, appuyée sur les Vosges, la Moselle et sur nos grandes places, pouvait être tout autre que ce qu'elle a été.

de transporter un corps de troupes en Danemark, ce qui était indispensable si on voulait l'avoir pour allié.

La France venait de combler la mesure de ses fautes.

« Mais les torts de notre gouvernement ne créent point par contre-coup au gouvernement prussien les mérites de moralité internationale qu'il s'est attribués ; nos fautes ont fait son triomphe, nous ne le savons que trop ; elles ne font pas sa vertu, et nous demandons qu'il soit bien entendu que, lorsque nous disons : le gouvernement français a eu tort, cela ne veut pas dire : le gouvernement prussien a eu raison [1]. »

Nous avons été indignement trompés, ont dit depuis plusieurs députés de la Chambre de 1870. L'un d'eux, M. Lafond de Saint-Mür, l'a écrit en 1876, et sa lettre mérite d'être reproduite :

Savez-vous pourquoi je n'ai pas été au nombre des douze députés qui ont voté contre la guerre de 1870 ?

Nous avons été indignement trompés !

Oui, l'on est venu dire à la Chambre française que la France était outragée ; mais que notre armée était là, nombreuse, préparée, et par conséquent invincible ; que le temps marchait, qu'il fallait se hâter, si l'on ne voulait pas être surpris, et frapper un de ces coups foudroyants dont notre génie semblait jusqu'ici avoir seul le secret.

J'entends encore la voix émue et respectée de l'honora-

[1] Nous avons emprunté à M. Saint-Marc Girardin ces lignes si vraies et si éloquentes.

ble marquis de Talhouet, dans cette séance fameuse du 15 juillet, proposant à la Chambre, au nom de la Commission, de verser son sang et son or pour venger notre injure.

Cette Commission, monsieur, avait appelé devant elle le ministre des Affaires étrangères et le ministre des Armes ; elle les avait interrogés avec une attention redoutable, scruté les causes de la guerre, passé en revue nos flottes et nos armées ; elle nous disait d'une voix unanime, par la bouche de son honorable rapporteur, ces mémorables et patriotiques paroles :

« Le sentiment profond produit par l'examen des documents qui nous ont été soumis est que la France ne pouvait subir l'affront fait à la nation. »

Elle ajoutait : « Qu'inspirées par une sage prévoyance, les deux administrations de la guerre et de la marine se trouvaient en état de faire face avec une promptitude remarquable aux nécessités de la situation. »

J'ai cru, monsieur, comme les membres qui formaient cette Commission, à ces affirmations solennelles.

On nous trompait. L'histoire sévère et inexorable dira sur qui doit peser cette effrayante responsabilité[1].

Le lendemain de cette déplorable séance du 15 juillet, M. Rouher, en présentant à l'Empereur l'adresse du Sénat qui venait de voter la guerre, lui adressa l'allocution suivante :

La dignité de la France est méconnue. Votre Majesté tire l'épée : la patrie est avec vous, frémissante d'indignation et de fierté.

Les écarts d'une ambition surexcitée par un jour de grande fortune devaient tôt ou tard se produire.

Se refusant à des impatiences hâtives, animé de cette calme persévérance qui est la vraie force, l'Empereur a su

[1] Cette lettre a paru dans la *République de la Corrèze* du 23 janvier 1876.

attendre ; mais, depuis quatre années, il a porté à sa plus haute perfection l'armement de nos soldats, élevé à toute sa puissance l'organisation de nos forces militaires.

Grâce à vos soins, la France est prête, Sire, et par son enthousiasme elle prouve que, comme vous, elle était résolue à ne tolérer aucune entreprise téméraire.

Si l'heure des périls est venue, l'heure de la victoire est proche. Bientôt la patrie reconnaissante décernera à ses enfants les honneurs du triomphe. Bientôt, l'Allemagne affranchie de la domination qui l'opprime, la paix rendue à l'Europe par la gloire de nos armes, Votre Majesté qui, il y a deux mois, recevait pour elle et sa dynastie une nouvelle force de la volonté nationale, Votre Majesté se dévouera de nouveau à ce grand œuvre d'amélioration et de réformes dont la réalisation, la France le sait et le génie de l'Empereur le lui garantit, ne subira d'autre retard que celui que vous emploierez à vaincre.

Dix-sept mois auparavant, le 18 janvier 1869, l'Empereur, s'adressant aux grands corps de l'État, leur avait dit :

La loi militaire et les subsides accordés par votre patriotisme ont contribué à affermir la confiance du pays, et, dans le juste sentiment de sa fierté, il a éprouvé une réelle satisfaction, le jour où il a su qu'il était en mesure de faire face à toutes les éventualités.

Les armées de terre et de mer, fortement constituées, sont sur le pied de paix ; l'effectif maintenu sous les drapeaux n'excède pas celui des régimes antérieurs ; mais notre armement perfectionné, nos arsenaux et nos magasins remplis, nos réserves exercées, la garde nationale en voie d'organisation, notre flotte transformée, nos places fortes en bon état, donnent à notre puissance un développement indispensable.

Le but constant de mes efforts est atteint : les ressources militaires de la France sont désormais à la hauteur de ses destinées dans le monde.

Le *Journal officiel*, dans son numéro des

16-17 août de la même année, avait publié l'article qui suit :

L'histoire dira avec quelle activité, quelle persévérance, quelle force de volonté, quelle merveilleuse fécondité de ressources le maréchal Niel, entrant profondément dans la pensée de l'Empereur, est parvenu à résoudre ce problème jusqu'alors réputé insoluble, de doubler les forces militaires de la France, non seulement sans augmenter ses charges en temps de paix, mais en les allégeant pour les familles et en diminuant les dépenses du Trésor.

Rappelons ici ce qui a été fait; le tableau est assez grand pour se passer de commentaires :

Une armée de ligne de 750,000 hommes disponibles pour la guerre ; près de 600,000 hommes de garde nationale mobile; l'instruction dans toutes les branches poussée à un degré inconnu jusqu'ici ; nos règlements militaires remaniés et mis en rapport avec les exigences nouvelles; les conditions de l'existence du soldat et de l'officier largement améliorées ; l'avenir des sous-officiers qui ne veulent pas poursuivre leur carrière militaire, assuré par leur admission aux emplois civils; 1,200,000 fusils fabriqués en moins de dix-huit mois, les places mises en état et armées, les arsenaux remplis, un matériel immense prêt à suffire à toutes les éventualités quelles qu'elles soient, et, en face d'une telle situation, la France confiante dans sa force, garantie solide de la paix.

Tous ces grands résultats obtenus en deux années !

Mieux que personne cependant, l'Empereur savait que toutes ces paroles étaient absolument fausses. Il connaissait exactement la situation de notre armée, et, en mai 1870, il avait fait imprimer une brochure [1] destinée à prouver aux Chambres, qui demandaient sans cesse la réduction des effec-

[1] Réimprimée en 1871 par les soins de M. Amédée Le Faure.

tifs, la nécessité d'augmenter nos forces militaires. Il en signalait l'insuffisance et constatait que la Prusse et l'Allemagne pouvaient mettre 900,000 hommes sur pied [1].

Quant aux alliances, il paraît certain que des négociations avaient eu lieu avec l'Autriche, l'Italie et le Danemark. L'Autriche se serait peut-être engagée dans la lutte; mais la Russie, dès le 23 juillet, menaça le cabinet de Vienne de lui faire la guerre, s'il ne gardait pas la neutralité [2]. Elle empêcha aussi le Danemark de se joindre à la France, et le força de conserver aussi la plus complète neutralité [3].

Aussi, à la fin de la guerre, le nouvel empereur d'Allemagne écrivit-il au Czar : « C'est la Russie qui a tout permis. »

Je n'ai pas à m'occuper ici de rechercher quel devait être le prix des services que la Russie rendait à la Prusse. Il me suffit de constater que Sedan a été pour la Russie ce que Sadowa avait été pour la France, une première défaite. La guerre d'Orient ne tarda pas à le prouver.

[1] Voir sur l'état de la situation militaire en 1870 le discours de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, dans le Rapport à l'Assemblée nationale n° 1831, et le *Dossier de la guerre* par M. Émile de Girardin. Ces documents et tant d'autres attestent d'une manière irréfutable que la France manquait de tout.

[2] *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1875, p. 398.

[3] *Ibidem*, p. 399.

La Russie était donc liée à la Prusse par des engagements dont elle devait être bientôt la dupe, quand, à la veille de Sedan, Napoléon chargea son ambassadeur à Saint-Pétersbourg de demander au Czar son appui. Le général Fleury ne reçut qu'une réponse évasive; il la fit connaître à l'Empereur dans sa dépêche du 30 août 1870.

J'ai eu ce matin un long entretien avec l'empereur Alexandre. Il a écrit tout dernièrement au roi de Prusse : il lui fait comprendre que, dans le cas où la France serait finalement vaincue, une paix basée sur une humiliation ne serait qu'une trêve, et que cette trêve serait dangereuse pour tous les États. Le Roi aurait fait une réponse satisfaisante, dans laquelle serait signalée la grande difficulté pour lui de faire accepter par l'Allemagne l'abandon d'une partie des provinces conquises. Après un échange d'idées et une protestation énergique de ma part, le Czar n'a pas insisté. Visiblement impressionné par mes paroles, il m'a dit avec animation qu'il partageait mon opinion, et qu'il saura bien, le moment venu, parler hautement si cela devenait nécessaire. Si j'insiste sur ces nuances, c'est pour constater une fois de plus combien l'empereur Alexandre est dominé par les influences prussiennes, et combien il paraît utile de venir périodiquement combattre le travail incessant de M. de Bismarck.

Restait l'Italie. Dès la fin de l'année 1868, le cabinet de Florence avait proposé aux cabinets de Vienne et des Tuileries une alliance offensive et défensive contre la Prusse. L'affaire du duché de Luxembourg montrait alors aux moins clairvoyants que la rivalité entre la France et la Prusse devait amener tôt ou tard une formidable guerre.

La révolution de septembre 1868 à Madrid et les convoitises que la politique du cabinet de Berlin laissait déjà deviner déterminèrent l'Italie à s'entendre avec l'Autriche-Hongrie pour parer aux éventualités que l'on prévoyait. Le souvenir de la campagne de 1866, encore très-vivant à Vienne, contribua à faciliter une entente. L'Italie fit alors directement les premières ouvertures à Paris. Elle posait comme condition de sa coopération éventuelle l'évacuation immédiate de Rome par les troupes françaises, et sa liberté d'action, dans certaines circonstances déterminées, pour la prise de possession de sa capitale naturelle [1].

Pour peser davantage sur les décisions de l'Empereur, on faisait valoir cette raison que l'évacuation demandée pouvait faire renaître en Italie des sympathies qui avaient reçu un coup mortel après la bataille de Mentana.

Outre les voies diplomatiques ordinaires suivies par le cabinet italien, un envoyé spécial du roi Victor-Emmanuel s'était rendu à Paris pour entraîner les résolutions de l'Empereur. Il est inutile d'ajouter que Victor-Emmanuel fit personnellement tous ses efforts pour arriver à son but, qui était le couronnement du programme national.

Après avoir beaucoup hésité, Napoléon III finit par décliner les propositions de l'Italie et de l'Autriche, en déclarant qu'il ne pouvait abandonner la cause du Pape.

Plus tard, à la veille de la guerre de 1870, l'Empereur essaya de renouer les négociations; mais le prince de Bismarck, qui avait eu vent de la réponse déclinatoire du cabinet des Tuileries en février 1869, sut prévenir celui-ci et enleva à l'Italie tout motif d'accepter de nouvelles propositions de la France en la mettant à même d'obtenir sans aucun sacrifice ce que Napoléon III, mal conseillé, lui avait refusé au prix d'une alliance.

Voilà la vérité vraie. Cet exposé des faits détruit donc l'assertion que l'Italie, en 1870, avait marchandé son aide quand la France avait déjà déclaré la guerre à la Prusse [2].

[1] Voir à ce sujet le discours du prince Jérôme Napoléon dans l'*Officiel* du 25 novembre 1876.

[2] Cet article du journal *l'Italie* a été évidemment rédigé sur des documents officiels.

Il n'est pas inutile d'ajouter qu'un article de ce traité proposé déclarait respecter la neutralité de la Suisse, avec cette réserve que, si la Suisse prenait parti, l'Italie serait autorisée à profiter de l'occasion pour rectifier sa frontière du côté du Tésin.

En résumé, on commençait la guerre manquant de tout: de généraux, de soldats, de matériel et d'alliés. On ne vit que trop tôt dans quels abîmes la criminelle imprudence de ce gouvernement allait jeter la France.

CHAPITRE III

L'ARMÉE FRANÇAISE ET L'ARMÉE ALLEMANDE

I

L'ARMÉE FRANÇAISE

Avant de raconter l'histoire de cette guerre insensée, il faut entrer dans quelques détails sur l'organisation et l'effectif des deux armées que la folie des uns et l'ambition des autres vont mettre aux prises.

Sur le papier, les forces de la France sont de 1,142,000 hommes, dont 642,000 forment l'armée active et 500,000 appartiennent à la garde mobile, qui valait bien, disait-on, la landwehr. En apparence, nos forces sont égales à celles de l'Allemagne, mais sur le papier seulement.

En effet, la garde mobile n'existe pas; elle a à peine un commencement d'organisation dans quelques départements. Le maréchal Le Bœuf, la regardant comme inutile, n'a pas jugé nécessaire de continuer l'œuvre du maréchal Niel. Reste l'armée active. Sur les 642,000 hommes qui la composent, il faut retrancher tout d'abord les 50,000 hommes de troupes employés en Algérie [1], les 6000 hommes formant le corps d'occupation de Rome, les 80,000 hommes composant les garnisons de l'intérieur, les 24,000 gendarmes et 50,000 non-valeurs [2] : soit un total de 200,000 soldats. Restent 442,000 hommes, sur lesquels il y en a 100,000 dans les dépôts, en y comprenant le contingent de 1869, qui ne sera incorporé cependant qu'au 1er août 1870. Restent 342,000 hommes, sur lesquels 72,000 au moins sont dans la réserve ou en congé, ou appartiennent à la seconde partie du contingent, et ne pourront entrer en campagne au début des hostilités. Restent donc pour commencer la guerre 270,000 hommes [3], qui pourront être rejoints dans un mois environ par 100,000

[1] Une partie fut rappelée et placée sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon.

[2] Compagnies de discipline, compagnies de remonte, soldats hors rang, etc.

[3] On a commencé la guerre avec des régiments d'infanterie ne comptant que 12 ou 1500 hommes, et des régiments de cavalerie de 400 ou 450 hommes.

autres. Mais ces 100,000 soldats ne sont pas venus à l'armée du Rhin, et c'est avec eux que l'on a formé l'armée de Mac-Mahon et plus tard les premières divisions de l'armée de la Loire [1].

Le gouvernement français savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les effectifs de convention de son armée [2], qui jamais n'appelèrent l'attention des Chambres ni celle de la presse, et il connaissait par de nombreux rapports quel était l'état exact des forces réelles de l'Allemagne.

Déjà en 1859, la France, qui n'avait envoyé que le quart de ses effectifs en Italie, ne pouvait lever une seconde armée pour l'opposer, sur le Rhin, à la Prusse, quand cette dernière puissance se leva pour défendre l'Autriche ; ce qui obligea l'Empereur à faire la paix de Villafranca. En 1866, à l'époque de Sadowa, l'armée du Mexique absorbe si complètement toutes nos forces disponibles et toutes nos ressources, qu'on ne peut pas encore envoyer une armée sur le Rhin, et que la Prusse reste libre d'agir à sa volonté [3]. Malgré ces deux avertissements, on n'avait rien changé en réalité

[1] Les votes militaires, au plébiscite du 8 mai, constataient cette faiblesse de nos effectifs et l'avaient fait connaître, dit-on, à la Prusse d'une manière authentique ; mais la Prusse n'avait pas besoin de ces chiffres pour être bien informée.

[2] Cela résulte des déclarations du maréchal Le Bœuf à la commission d'enquête.

[3] L'Algérie, en paralysant 50,000 hommes de troupes, était aussi l'une des causes de notre faiblesse militaire en Europe.

à notre organisation militaire ; on avait essayé de la modifier, comme nous allons le dire, et pour la troisième fois, en onze ans, la France allait faire la guerre dans des conditions déplorables d'infériorité en hommes et en matériel.

Ceci dit, il est impossible de comprendre comment l'Empire a osé déclarer la guerre.

Après Sadowa, il avait fallu de toute nécessité songer à réorganiser notre armée. Aussi l'Empereur[1] avait-il proposé un projet d'après lequel on devait avoir 750,000 soldats et 450,000 réservistes, rapidement mobilisables. Une opposition générale éclata contre ce projet, dans la presse, dans le pays et à la Chambre. La France avait complètement oublié que : « Toute nation qui perdrait de vue l'importance d'une armée de ligne perpétuellement sur pied et qui se confierait à des levées ou des armées nationales, éprouverait le sort des Gaules[2]. »

Il est impossible de lire aujourd'hui, sans que le rouge vous monte au front, les sottises qui furent débitées à la tribune par les députés de l'opposition pendant la discussion de la loi : l'armée était inutile ; en cas de guerre, on décréterait la levée en masse ; les volontaires de 1792 avaient

[1] Voir sa lettre au maréchal Randon, de septembre 1866.
[2] Napoléon Ier, *Précis des guerres de César.*

sauvé la France[1]; la Prusse n'avait certainement pas plus de 300,000 hommes à mettre en ligne; sa landwehr n'avait aucune valeur; on aurait toujours trois mois devant soi pour achever de se préparer, entre la déclaration de guerre et le commencement des hostilités! Les arguments et le patriotisme du maréchal Niel furent étouffés sous cette avalanche d'inepties.

L'opposition générale faite au projet de loi et le désir de ne pas mécontenter l'électeur rural, qui a une horreur particulière pour le service militaire[2], amenèrent une transaction, d'où sortit la loi du 1er février 1868, qui créait une armée active de 640,000 hommes et une garde mobile de 500,000 hommes, et qui finalement nous donnait deux ans plus tard 270,000 combattants pour faire la guerre à la Prusse.

En étudiant l'armée, son organisation et son esprit, on constate qu'elle s'est peu à peu, mais considérablement affaiblie sous l'Empire.

Les causes générales de cette décadence doivent être surtout attribuées à la direction venue d'en haut. L'idée césarienne, qui détruit volontiers tout intermédiaire entre le prince et la plèbe, s'était donné carrière dans l'armée plus que partout

[1] Voir, sur cette question, l'appendice nº 1, *les Volontaires de 1792 et le Service obligatoire*, à la fin du tome II.

[2] Qui alors retombait entièrement sur lui.

ailleurs. L'autorité et par suite la responsabilité des officiers furent fortement atteintes, au grand détriment du bon fonctionnement des institutions militaires. Aux revues, l'Empereur autorisait les soldats et les officiers subalternes à sortir des rangs et à lui remettre directement leurs réclamations. Les généraux et les colonels essayèrent de s'opposer à cette violation flagrante du règlement. L'Empereur exigea qu'ils tolérassent ces actes d'indiscipline, et dit même à un colonel de la Garde qu'il voulait que les soldats fussent heureux surtout dans sa garde. Il fit lever la punition que ce colonel avait infligée à un homme de son régiment qui s'était permis de sortir du rang et de remettre une pétition à l'Empereur [1]. L'incompétence absolue du chef de l'État et de son entourage, qui dirigeaient tout et sans contrôle, et le manque de véritables ministres de la guerre depuis la mort du maréchal de Saint-Arnaud, eurent les plus fâcheuses conséquences, en détraquant tout le mécanisme de l'armée. Plus tard, le maréchal Niel, esprit distingué et dévoué à ses devoirs, disparut au moment où il pouvait rendre des services.

En l'absence de ministres dignes de ce nom,

[1] Il est surtout nécessaire de rétablir dans l'armée la responsabilité, qui en avait complètement disparu pendant l'Empire. L'impunité la plus complète était assurée à toutes les fautes et à tous les abus.

l'inspection générale, qui a été longtemps le grand moyen de conservation des principes dans l'armée, perdit toute valeur et devint une simple formalité se terminant toujours par des félicitations banales et d'inévitables témoignages de satisfaction. Le favoritisme trouva dans ce milieu tous les moyens de se donner libre carrière, et produisit les généraux que nous allons bientôt voir à l'œuvre.

La ruine de la discipline et de l'esprit militaire, qui remonte à la révolution de 1848, s'acheva sous le régime impérial. L'absence de respect pour la loi et pour les chefs, l'affaiblissement du sentiment du devoir, qui se constatent malheureusement dans toute la nation, ne pouvaient manquer de se faire sentir dans l'armée, à tous les degrés de la hiérarchie.

La discipline, minée par les journaux de la démagogie, la bonne tenue habituelle dans le rang[1], l'allure martiale d'autrefois, ont notablement diminué chez le soldat. Les troupes marchent souvent en désordre ; les régiments sont précédés quelquefois d'une musique qui joue des polkas ou des airs de Thérésa, la chanson du *Sapeur*, par exemple. La tenue débraillée et les habitudes de désordre des régiments d'Afrique ont déteint peu à peu sur toute l'armée. L'exercice, les manœuvres, sont

[1] Les jours de revue, la tenue est encore belle ; mais cette tenue des jours solennels n'est pas la règle ordinaire.

négligés. On ne fait plus ces beaux maniements d'armes, qui faisaient dire un jour au bey de Tunis, s'adressant au bataillon de Saint-Cyr qu'il avait rencontré dans le parc de Versailles : « Je vous remercie, messieurs, de m'avoir montré un bataillon qui n'a qu'une main et qu'une âme. » Les troupes sont désœuvrées et peuplent les cabarets, les brasseries et les cafés.

Il y a trop de mercenaires et de remplaçants dans l'armée[1]. L'exonération a détruit l'idée qu'on devait le service militaire à son pays, par le fait même qu'on était citoyen et en état de porter les armes. La bourgeoisie ne veut plus que ses fils soient soldats ni même officiers. Sur le contingent de 1869, il y a eu 42,000 demandes de remplacement. La solidité des régiments est ébranlée par le grand nombre d'hommes envoyés en congé ou placés dans la réserve, et qui ne reviennent au corps que mécontents d'être rappelés et avec un mauvais esprit. C'est qu'en effet toutes les classes de la société ont cessé d'avoir le patriotisme étroit, mais profond, de nos pères. Le pays se croit délivré de toute obligation militaire, du moment qu'il paye l'exonération, ou le remplace-

[1] On a dit à la tribune que 20,000 hommes non remplaçants entraient seulement chaque année dans l'armée, et que sur 32,000 sous-officiers, on comptait 25,000 vieux sergents réengagés en vue de la prime.

ment et l'impôt. Peu lui importe l'armée, et qu'elle soit bonne ou mauvaise ; il aura besoin des ravages de l'invasion pour revenir à des idées plus saines. Il semblait vraiment qu'on ne pouvait être soldat que si on était d'abord un pauvre diable sans argent, bon seulement à être tué. Un pareil système devait conduire à l'abîme.

Les bons sous-officiers étaient devenus assez rares ; leur recrutement était difficile ; à peu d'exceptions près, leur ignorance était grande, et cependant beaucoup devenaient officiers. C'est à peine si les élèves de Saint-Cyr remplissaient le tiers des emplois vacants de sous-lieutenants. De bons esprits croient avec raison, ce nous semble, qu'il faut créer des écoles de sous-officiers [1], et qu'en tout cas il ne faut nommer officiers que des hommes qui fassent preuve d'une instruction générale suffisante.

Vers la fin de l'Empire, les officiers étaient fatigués de leur métier ; ils ne portaient l'uniforme qu'en maugréant ; ils ne faisaient leur service, réduit au minimum, surtout dans la garde, qu'en se plaignant. Presque tous, généraux et officiers, avaient pris l'habitude de ne plus faire sérieusement ce qu'ils avaient à faire ; presque personne dans l'armée ne s'occupait d'études militaires un

[1] C'est ce qui a été fait depuis la guerre.

peu élevées ; c'était s'exposer à être mal noté que de travailler avec application [1]. Le besoin de s'amuser, qui s'était emparé de toute la nation, régnait dans l'armée comme ailleurs. A quoi bon, après tout, servir avec dévouement et apprendre les sciences militaires ? La loi de 1832, qui rend les officiers propriétaires de leur grade, et la loi sur l'ancienneté assurent à tout officier qui a obtenu les épaulettes un peu de bonne heure le grade et la retraite de chef de bataillon ; avec des protections et de la faveur, on est sûr d'arriver plus haut, et dans tous les cas le travail ne sert pas à l'avancement.

Dans de telles conditions il ne faut pas s'étonner si nos officiers sont généralement trop peu instruits, même ceux qui sortent des écoles militaires, et si la plupart de nos généraux sont dépourvus d'instruction tactique et stratégique, aussi bien en théorie qu'en pratique. La guerre d'Afrique les a presque tous habitués à ne compter que sur la baïonnette du soldat et les a gâtés par des succès trop faciles [2]. Il manque dans notre armée une école

[1] On est heureux de constater que ce déplorable esprit a disparu aujourd'hui. Si tout le monde ne travaille pas, au moins n'est-il plus de bon ton de s'en vanter.

[2] « La France a créé la cause première de sa grande défaite en employant trop fréquemment, pendant quinze ans, ses troupes contre de la racaille, telle que les Kabyles, les Chinois, les Garibaldiens, les guerillas du Mexique, etc., et en remportant des victoires à bon marché, malgré la façon molle et négligente dont

militaire supérieure où puissent se former des officiers de toutes les armes, qui deviendraient des généraux instruits et sachant leur métier[1]. Il faut chercher et trouver le moyen de forcer les officiers à travailler toujours les sciences militaires, si difficiles et si changeantes, et régler leur avancement sur leur savoir, tout en tenant compte, bien entendu, de leur caractère et de leurs qualités personnelles : car aujourd'hui il peut se faire qu'un officier ne travaillant pas, n'y étant ni encouragé ni forcé, vaille moins à la fin de sa carrière qu'à ses débuts.

A défaut d'un système où l'étude et l'intelligence auraient été la règle de l'avancement, les grades étaient donnés presque exclusivement à la faveur.

On a lu, depuis, sur les papiers trouvés aux Tuileries, des recommandations faites par l'Impératrice en faveur de certains officiers, et ainsi conçues : « Bon danseur, danseur intrépide. » Sous un pareil régime les officiers qui n'avaient pas de recommandations puissantes n'avançaient pas, ne pouvaient pas avancer. Le découragement s'emparait d'eux. Les uns, sûrs d'arriver quand

les opérations étaient conduites. Les troupes françaises s'étaient habituées à moissonner la gloire sans grands efforts, et leurs lauriers couvraient bien des incapacités. » (*Gambetta et ses armées*, par le capitaine Von der Goltz, 1877, in-12, p. 93).

[1] Cette école existe aujourd'hui (1881).

même, ne faisaient que le strict nécessaire ; les autres, certains de n'arriver à rien, faisaient de même. Le service se désorganisait ; les règlements n'étaient plus exécutés ; la paresse était à l'ordre du jour. En revanche, le luxe, le goût immodéré du confortable et des plaisirs envahissaient l'armée aussi bien que la société civile, et amenaient un relâchement notable dans l'accomplissement du devoir.

Ce tableau est sombre, mais absolument vrai. Les défaites, les surprises, les défaillances et les capitulations dont on va lire le récit exigeaient l'indication précise des causes qui ont produit cet entassement de hontes jusqu'alors inconnues dans notre histoire. Il fallait montrer ce que le gouvernement qui avait tout désorganisé en France avait fait de l'armée.

Un esprit de routine obstinée dominait partout, au ministère, dans les comités ; et cependant on changeait constamment certaines choses, les uniformes, les coiffures, les plumets, et, ce qui était plus grave, le nombre des bataillons, des escadrons et des compagnies, les programmes des écoles, certains règlements d'administration, etc. C'était le mouvement de l'écureuil dans sa cage. On parlait sans cesse de progrès, sans jamais en accomplir un vraiment sérieux et utile, et quand on avait remplacé une tunique par une jaquette, ou un pompon

par une aigrette ridicule, on croyait avoir fait quelque chose.

Pendant que les Prussiens donnaient à leur infanterie une organisation toute nouvelle et appropriée, soit pour les tirailleurs, soit pour les troupes de ligne, à l'action du fusil à tir rapide et des nouveaux canons à longue portée, le comité d'infanterie se contentait de modifier quelque peu, en 1862 et 1868, nos anciennes théories et les évolutions de ligne. Il faisait, en 1868, une nouvelle *Instruction sur les tirailleurs*, et de son côté le maréchal Niel publiait à la même époque des *Observations sommaires pour les combats*. Quelque justes que fussent ces observations, elles étaient insuffisantes en présence des grandes transformations que les nouvelles armes devaient accomplir dans la tactique, et notre armée avait encore en réalité ses anciennes théories lorsque la guerre éclata. Nous arrivions donc devant l'ennemi, en 1870, avec nos vieilles formations de 1791, à peine modifiées, et avec nos déplorables habitudes d'Afrique, contraires à toute tactique savante. Aussi nos généraux furent pris au dépourvu.

Personne n'avait en France l'habitude pratique du service en temps de guerre ; aucune troupe n'y était exercée. En Prusse, la théorie est toujours suivie d'applications sur le terrain ; la troupe et les officiers sont habitués aux grandes manœuvres

annuelles. En France, cette méthode rationnelle est inconnue, car les manœuvres du camp de Châlons ne sont pas sérieuses[1].

Nos généraux, ignorant leur métier, négligeaient de s'éclairer et laissaient les Prussiens choisir leurs positions. Attaqués par une artillerie supérieure en nombre, habituée aux manœuvres, sachant pointer et rectifier promptement le pointage, et composée de pièces à plus longue portée que les nôtres, nos généraux ne savaient même pas mettre leurs canons en position. Au lieu de se mettre en batterie à 2000 ou 2500 mètres, puisque la portée de nos pièces ne permettait pas de les placer plus loin, on se mettait en batterie à 3500 et 4000 mètres, et on envoyait à l'ennemi des obus qui éclataient à 500 ou 1000 mètres en avant des Prussiens.

Pendant que l'ennemi cachait soigneusement son infanterie dans les bois, la nôtre était placée, comme autrefois, derrière nos batteries et à une petite distance, couchée à plat ventre pendant quatre ou cinq heures, et décimée par les obus. Des régiments ont ainsi perdu 500 hommes. Quand on faisait relever les soldats, ils étaient démoralisés, affolés ; et c'est après que notre artillerie était démontée et hors de service, qu'on lançait nos fantassins contre les batteries de l'ennemi et contre

[1] Nos corps d'armée depuis la guerre font aussi de grandes manœuvres annuelles.

son infanterie, qui à ce moment sortait des bois.

Dans les anciennes guerres, on plaçait l'infanterie debout et à petite distance de l'artillerie, parce que, le tir du canon, à cette époque, étant de 5 à 600 mètres, il fallait des troupes de soutien pour défendre les pièces contre une attaque rapide qui n'avait qu'une faible distance à parcourir. Mais aujourd'hui, contre des canons qui portent à 4 et 5000 mètres, et contre une infanterie encore plus éloignée, placer comme autrefois les troupes derrière les pièces, avec un seul changement qui consiste à les mettre à plat ventre pendant le combat d'artillerie, c'est quelque chose d'inouï et qu'auraient de la peine à croire nos généraux de Leipsick, eux qui restaient des journées entières debout et immobiles sous le feu des 1600 canons de l'ennemi[1]. Le maréchal Niel avait aussi imaginé les tranchées-abris, qui rendirent quelques services ; mais elles furent en général plus nuisibles qu'utiles. On se figurait que, placés dans leurs tranchées et armés de leurs chassepots, nos soldats n'auraient

[1] On parle de Rezonville et de Gravelotte comme des plus grandes batailles du siècle. Il ne faudrait pas oublier cependant qu'en 1813, à la bataille de Leipsick, le combat a duré trois jours : le 16, le 18 et le 19 octobre ; que 525,000 hommes étaient en ligne : 350,000 coalisés et 175,000 Français ; que 2200 canons étaient en batterie : 1600 à l'ennemi et 600 à nous ; que 135,000 hommes furent tués, blessés, noyés ou brûlés, dont 85,000 coalisés et 50,000 Français. Cette effroyable tuerie a bien quelque droit à rester la plus grande du siècle.

plus qu'à se tenir sur la défensive et à tuer tout ce qui se présenterait devant eux. Cette théorie commode de combat rendait inutile toute tactique. Attendre remplaçait l'offensive et toute manœuvre. Mais, pendant ce temps, l'ennemi allait manœuvrer et accomplir ses mouvements tournants ou enveloppants.

Notre infanterie avait un excellent fusil, le chassepot, et sa bravoure traditionnelle ; mais ce n'était plus suffisant.

Les guerres d'Afrique, qui ont exercé une influence détestable sur notre armée, influence que de bons esprits signalaient dès 1842, les guerres d'Afrique avaient jeté parmi nos troupes des habitudes de désordre, de coups de main, un manque d'ensemble, qui ne firent que s'accroître au Mexique. La nécessité d'emporter tout avec soi dans une expédition en Algérie avait fait exagérer au delà du possible le poids que porte le fantassin et les bagages de l'officier[1]. Le fantassin français, si

[1] En battant en retraite, le 18 août, nous avons abandonné, à Amanvillers, nos tentes, dans lesquelles les Prussiens, dit la *Gazette du soir de Mayence*, « remarquèrent avec un certain étonnement combien le soldat français prend ses aises en campagne. Tandis que nos guerriers endurcis bivouaquent en plein air, sur la terre froide, on trouva dans les tentes françaises des lits, des chaises, des tapis, des rideaux, des objets de toilette, des eaux et des huiles de senteur et des impedimenta de toutes sortes : ce qui explique pourquoi notre armée se meut beaucoup plus légèrement et plus vite que l'armée française. » Il ne manquait dans nos

leste, si bon marcheur autrefois, était devenu plus lourd que le fantassin allemand, auquel on a fait exécuter des marches remarquables pendant cette campagne. Déjà les Prussiens avaient observé la lenteur de nos marches en Italie, en 1859, et avaient observé que de Magenta à Solferino nous n'avions fait que 8 kilomètres par jour, et ils s'en souvenaient. Le temps des marches de la division Masséna en 1797, du corps de Marmont en 1805 et des troupes de Napoléon pendant la campagne de France en 1814, est-il donc décidément passé pour nos armées ?

La cavalerie, de même que l'infanterie, était organisée comme au temps du premier Empire. Le comité de cavalerie, ne tenant aucun compte des fusils et des canons nouveaux, n'avait pas su voir qu'après la guerre de Bohême et celle des États-Unis, la tactique de la cavalerie était à refaire complètement chez nous ; que les charges par grandes masses étaient devenues presque impossibles ; que la brillante école des Murat, des

camps que des pianos, comme les Prussiens en avaient dans leurs bagages à Iéna.

L'armée française bivouaque constamment, et le plus loin possible des villages : elle a donc besoin de porter avec elle beaucoup de choses, et l'abus des impedimenta a été porté aussi loin que possible, grâce à l'inexécution des règlements. L'armée prussienne, au contraire, ne bivouaque que par exception ; elle a l'habitude excellente de cantonner, qui la dispense précisément de transporter les tentes et leur mobilier.

Montbrun et des Caulaincourt était à peu près finie, et que la tradition de Steingel et de Lassalle devait être plus spécialement suivie et développée. Il n'avait pas tenu compte de la transformation que la cavalerie avait subie en Prusse [1], où elle est employée surtout à faire des reconnaissances au loin, à couvrir l'armée d'un rideau impénétrable à l'ennemi, et à observer, au contraire, tout ce qu'il fait. Le maréchal Niel, qui se préoccupait de toutes ces graves questions avec un intelligent patriotisme, avait voulu changer le règlement pour le service de la cavalerie ; les généraux s'y opposèrent. Il publia en 1866 les *Observations sur le service de la cavalerie en campagne*, très-bon manuel rédigé d'après les principes du général de Brack ; les généraux ne s'en servirent pas. Il en résulta que la cavalerie, sauf de rares exceptions, ne rendit aucun service pour couvrir nos armées et les avertir des mouvements de l'ennemi. Aussi l'on fut attaqué à l'improviste à Wissembourg, à Reichshofen, à Forbach, à Borny. A Rezonville, la division de cavalerie chargée d'éclairer la route de Verdun fut surprise à l'abreuvoir. A Beaumont, les

[1] Les Prussiens avaient pris pour base de l'organisation de leur cavalerie l'excellent livre du général de Brack (*Avant-postes de cavalerie légère*). Les deux généraux de Brack et Curély avaient, sous l'Empire, fait des merveilles avec leurs hussards, éclairant l'armée à 60 et 80 kilomètres. Nous avons le livre, les Prussiens ont la cavalerie.

Prussiens nous surprirent encore et vinrent placer leurs canons à 400 mètres de notre camp, sans avoir été aperçus. A la fin de quelques journées, les généraux firent charger et détruire leur cavalerie pour l'honneur des armes ; mais la bravoure héroïque ne suffit plus aujourd'hui. Pour constituer une cavalerie capable de remplir en temps de guerre la mission d'éclairer l'armée, il faut des régiments composés d'excellents éléments et parfaitement instruits, avec des chefs à la fois prudents et hardis, des officiers et des cavaliers intelligents et habiles, enfin des chevaux très-résistants, c'est-à-dire qu'il faut une organisation nouvelle. Ajoutons cependant qu'à l'armée de la Loire, on fit des reconnaissances sérieuses, on organisa l'espionnage, l'on fit à peu près ce que l'on devait faire, et l'on ne fut pas surpris, au moins aussi souvent qu'au début de la guerre. L'ennemi ne savait plus ce que nous faisions.

Le comité d'artillerie, aussi routinier que les autres, niait la supériorité de l'artillerie prussienne, malgré l'évidence. Le canon d'acier se chargeant par la culasse avait cependant un tir un peu plus rapide, plus juste et d'une portée beaucoup plus longue que le nôtre ; le poids de l'obus était plus considérable, et la fusée de l'obus meilleure. Tout fut nié. On ne voulut pas changer notre canon de 4, dont on vantait la légèreté et les succès

à Solferino. Il fallut reconnaître, mais trop tard, qu'on s'était trompé[1]. On fondait aussi de grandes espérances sur les mitrailleuses, qui, dans quelques cas exceptés où elles ont été terribles[2], ont été généralement moins utiles qu'on ne s'y attendait. Il faut encore dire que l'armée prussienne avait un bien plus grand nombre de canons que la nôtre, qu'elle allait employer son artillerie par grandes masses dès le début de l'action, et que nous ne nous doutions pas de cette nouvelle tactique.

La Chambre se montrait si parcimonieuse pour les dépenses militaires, que le gouvernement n'osait pas lui demander l'argent nécessaire pour les fortifications nouvelles. Il craignait toujours que ses demandes de fonds n'amenassent des explications sur les dépenses du Mexique. Faute d'argent, le génie n'avait pu rien faire pour mettre nos grandes places de la frontière d'Allemagne, Metz, Strasbourg et Belfort[3], en état de résister à un siège et pour les protéger contre un bombardement. Au début de la guerre, les forts de Metz étaient à peine commencés, et rien n'était fait à Strasbourg et à

[1] On avait fini par adopter le canon de 7 du colonel de Reffye. Ce canon en bronze et se chargeant par la culasse fut celui que la Délégation de Tours fit fabriquer en grand nombre pour les armées qu'elle avait levées.

[2] A Saint-Privat, par exemple, où elles ont fauché et détruit la garde prussienne.

[3] On écrit Belfort et on prononce Béfort.

Belfort. En revanche, la même direction inintelligente qui a présidé à toute notre administration militaire avait augmenté les fortifications de Bouchain et de quelques autres places du Nord. Tout se faisait au hasard, sans plan d'ensemble.

L'état-major, en tant que corps organisé pour la guerre, c'est-à-dire pour diriger les mouvements des troupes et recueillir les renseignements nécessaires au commandement, qui doit toujours savoir ce qui se passe chez l'ennemi, l'état-major était à peu près nul. En Prusse, ce corps est le principal ressort de l'armée, et il est organisé précisément pour lui rendre les services que nous venons d'indiquer. En France, les officiers d'état-major sont occupés dans des bureaux à faire des écritures et des correspondances, ou sont attachés à des généraux comme aides de camp. Lorsque la guerre éclate, malgré leur instruction, qui est réelle[1], et leur bonne volonté, nos officiers d'état-major sont incapables de remplir leurs fonctions si difficiles, auxquelles ils n'ont pas été préparés par une longue pratique. Les bureaux et les salons les occupent beaucoup trop. Une des causes principales

[1] On m'a fait observer, tout en admettant une partie de ce que j'ai dit, que c'est le commandement surtout qui a fait défaut, et que les officiers d'état-major ne peuvent transmettre des ordres qu'ils ne reçoivent pas. Notre état-major, ajoute-t-on, eût été parfait, que quelques-uns des généraux qui devaient l'employer ne s'en seraient pas mieux servis, étant incapables de s'en servir.

de nos défaites a été la supériorité des états-majors de l'ennemi et la faiblesse des nôtres. Il nous paraît nécessaire de constituer chez nous, comme en Prusse, un état-major général de l'armée, comprenant l'état-major actuel, modifié dans son recrutement et dans son organisation, et les états-majors de l'artillerie et du génie. C'est là que se formeront les généraux, c'est dans cette pépinière que l'on pourra les trouver.

L'intendance est devenue le bouc émissaire d'Israël, que l'armée a rendu responsable de tous ses revers. Il y a beaucoup de vrai dans les imprécations que l'on a lancées contre l'administration militaire ; mais, si plusieurs intendants n'ont pas fait leur devoir avec l'énergie voulue, d'autres n'ont pu le faire par la faute des généraux. Comment veut-on, en effet, que l'administration envoie ses approvisionnements sur les points où doivent arriver les troupes, quand on refuse quelquefois, quand on néglige presque toujours de les lui faire connaître, ou bien quand, après les lui avoir indiqués, on les change sans la prévenir ou en la prévenant trop tard. D'ailleurs on connaît l'axiome : « Un bon général a toujours un bon intendant ; » et cela s'explique parce qu'on n'est un bon général qu'à la condition de connaître la science des marches et de l'appliquer aux mouvements des convois aussi bien qu'aux mouvements des troupes.

Ajoutons que, là où l'intendance a perdu de son formalisme et de ses habitudes administratives pour se livrer à la partie pratique de ses attributions, ou bien lorsqu'elle a été fortement pressée d'agir par le gouvernement[1], comme à l'armée de la Loire, elle a rendu des services réels.

Ce n'est pas tant l'intendance qui est mauvaise, que le système général de notre administration militaire. Il n'y a qu'en France où l'on croie qu'on fait vivre des armées nombreuses avec des convois réguliers et amenés de très-loin. Pendant la première République et le premier Empire, l'armée vivait sur le pays. L'armée prussienne a conservé cet usage, brutal à coup sûr ; mais la guerre ne peut-être que brutale dans toutes ses parties : il faut que la guerre vive de la guerre.

Arrivés sur un point, les Prussiens y cantonnent leurs troupes et obligent l'habitant à les nourrir. Le cantonnement s'opère par les soins des généraux, qui assignent à leurs divisions tels villages, dont ils se sont donné la peine de connaître la population et les ressources de tout genre, et la répartition des hommes chez l'habitant se fait par les soins de sous-officiers, fort habiles à remplir leurs

[1] M. Gambetta mit en non-activité par retrait d'emploi un intendant divisionnaire pour négligence obstinée dans l'exécution de ses devoirs. Cet exemple sévère, mais fort juste, produisit d'excellents résultats.

fonctions. Quand les troupes sont en trop grand nombre sur un point, on bivouaque, et l'administration militaire fait des distributions qu'elle tire des « colonnes de vivres » que chaque division conduit avec elle, qui en font partie intégrante et qui sont aux ordres du général[1].

L'Afrique nous a été funeste sur ce point comme sur tant d'autres. Nous nous sommes habitués en Algérie à vivre exclusivement sur nos convois et par les soins de l'intendance. Il le fallait bien, puisque le cantonnement y est impossible. D'ailleurs, le système de vivre sur ses convois est praticable en Afrique, parce qu'il ne faut nourrir que des colonnes peu nombreuses. Mais nos généraux ont pris en Algérie l'habitude de ne pas s'inquiéter de la question des subsistances, de s'occuper exclusivement d'eux, de se loger, se coucher et se nourrir le mieux possible, et l'habitude prise en Afrique a été conservée en Europe, au milieu des grandes armées. Le système était mauvais ; on l'avait jugé tel en Crimée et en Italie, mais on ne le changea pas et il existait encore en 1870.

Il y a une réforme profonde à apporter dans l'organisation de notre administration militaire, qui doit, ainsi que les généraux, revenir aux vrais

[1] Les vivres venaient d'Allemagne, ou étaient achetés en France, ou étaient réquisitionnés aux mairies.

principes de l'art de faire vivre les grandes armées en campagne[1].

En même temps que l'initiative et la responsabilité disparaissaient chez les chefs dans la proportion exacte de la disparition de leur connaissance pratique du difficile métier de la guerre, le rôle du général en chef devenait de plus en plus impossible à remplir. C'est lui, en effet, qui règle tout, jusqu'aux plus petits détails. Il lui faut un travail et un temps prodigieux pour donner cette immense quantité d'ordres. C'est une besogne surhumaine, et il faut cependant que le général en chef et son chef d'état-major l'accomplissent, car personne, à aucun degré de la hiérarchie, n'agira et ne fera quoi que ce soit sans un ordre formel, l'initiative ayant totalement disparu dans tous les grades, en même temps que la connaissance du métier.

En Prusse, au contraire, chacun sachant théoriquement et pratiquement ce qu'il a à faire, l'état-major général se contente de donner aux généraux des ordres d'ensemble, et leur laisse le soin de les appliquer sous leur responsabilité, parce qu'il les sait capables de le faire.

La mobilisation de notre armée, c'est-à-dire le passage de l'armée du pied de paix au pied de

[1] Je dois constater que, onze ans après la guerre, il n'y a encore rien de changé dans notre administration militaire.

guerre, par le rappel au régiment des hommes en congé et des hommes de la réserve, ne peut s'effectuer qu'avec beaucoup de lenteur, par le fait d'une mauvaise organisation qu'on aurait dû changer depuis longtemps. Les armées allemandes envahissaient la France, pendant que la nôtre cherchait encore à se former, au milieu d'un désordre dont l'histoire ne connaît pas un autre exemple.

On sait qu'en Prusse tous les corps d'armée sont toujours organisés et qu'il suffit de dix jours pour les mobiliser, parce que ce travail gigantesque est préparé pendant la paix. En France, au moment de faire la guerre, il faut tout organiser, divisions et corps d'armée. Avec notre système antédiluvien des dépôts, il faut, lorsque la guerre éclate, pour compléter un régiment et mettre son effectif sur le pied de guerre, faire venir du dépôt les hommes qui doivent rejoindre les bataillons de guerre. Or tel régiment était en Alsace, qui avait son dépôt à Quimper, aux Pyrénées ou en Algérie. Il faut aussi rappeler les hommes en congé et les réservistes. Pour cela, il faut que ces hommes aillent d'abord de chez eux au dépôt pour s'équiper, et du dépôt ils vont au régiment. Si le dépôt est à Alger, l'homme rappelé va à Alger et revient en Alsace. Il n'y a que chez la nation la plus spirituelle du monde que l'on trouve de pareilles institutions militaires. En effet que de dépenses inu-

tiles en frais de route, que de temps perdu, que de soldats égarés, que de complications, que de causes d'encombrement sur les chemins de fer! On calcule que les hommes en congé ou de la réserve mettaient de vingt à vingt-deux jours pour aller de chez eux au régiment en passant par le dépôt. Les gares, les routes étaient encombrées d'hommes isolés et de traînards qui rejoignaient leur corps, mal disposés, indisciplinés et commettant partout les plus graves désordres. On peut citer, à la fin d'août, une bande de quatre à cinq mille isolés qui voulut mettre au pillage la gare de Reims. Tous ces faits s'étaient déjà produits en 1859, au moment de notre entrée en campagne ; mais on n'avait pas tenu compte de cet avertissement. Enfin, et pour tout dire en un seul mot, c'est la France qui a déclaré la guerre, et c'est elle qui a été surprise en flagrant délit de formation : de sorte que nous combattons d'abord avec nos cadres insuffisamment pourvus de soldats, et plus tard avec des soldats sans cadres.

La France disposait, pour les transports militaires (hommes, matériel, vivres), des lignes de chemins de fer, du matériel et du personnel de six grandes compagnies, qui mettaient chacune à la disposition du gouvernement vingt mille véhicules et vingt-cinq ou trente mille hommes disciplinés, énergiques, intelligents et dévoués. Avec de pa-

reilles ressources bien employées, nous aurions pu effectuer les transports militaires aussi bien qu'en Allemagne ; mais il aurait fallu que ce service eût été organisé avant la guerre, et il ne l'était que très-imparfaitement quand elle éclata.

Le maréchal Niel s'était encore justement préoccupé de l'organisation des chemins de fer au point de vue des transports militaires ; il avait chargé une commission de rédiger un règlement nouveau sur cette grave question. Le maréchal Le Bœuf ne s'en occupa plus; la commission ne travailla plus. Rien n'était organisé en juillet 1870, et chacun fut chargé de se débrouiller comme il le pourrait. « Qu'on se débrouille ! » formule honteuse, coupable, qu'on emploie sans cesse dans ces temps de paresse, d'ignorance et de présomption, et qui conduira le pays à la ruine.

On peut s'étonner à bon droit de voir le maréchal Le Bœuf ne suivre sur aucun point la tradition de son prédécesseur ; réformes ou créations, tout est abandonné. C'est là un des vices de notre administration et de notre caractère : partout et toujours le successeur change ou détruit ce qu'a fait son prédécesseur. Détestable système qu'il faut combattre et supprimer radicalement, si l'on veut avoir des institutions solides, durables et susceptibles de sages et prudentes améliorations.

Pour revenir aux transports militaires, ce qui

paralysa le dévouement de nos compagnies de chemins de fer et engendra le désordre le plus inextricable, c'est que tous, ministres, généraux, intendants, directeurs de l'artillerie et du génie, donnèrent des ordres indépendants les uns des autres, et le plus souvent contradictoires ; c'est que nulle autorité militaire supérieure n'existait dans les grandes gares pour diriger le service et y mettre l'unité nécessaire ; c'est que, si le désordre était grand au départ, il était encore plus grand à l'arrivée des trains. Chacun expédiait, et personne n'était chargé de recevoir ; tout s'amoncelait et s'entassait dans les gares d'arrivée. Les troupes débarquées sur un point ne savaient où se diriger ; on a vu des colonels demander aux chefs de gare s'ils connaissaient leur destination ! Ne sachant où expédier les vivres ou le matériel, on les laisse en gare ; les intendants, trouvant commode de transformer les wagons en magasins, ne veulent pas les laisser décharger ; les voies et les gares s'encombrent, le service est entravé ; les vivres sont ici, les troupes sont ailleurs et meurent de faim. L'opération si simple de faire partir un train et de donner un ordre précis pour sa destination et son débarquement à l'arrivée ne fut presque jamais faite.

Le zèle des compagnies fut soumis à de rudes épreuves. On commandait un train pour le trans-

port d'un régiment de cavalerie ; quand les wagons destinés aux chevaux étaient préparés, il arrivait de l'infanterie : il fallait recommencer à préparer un nouveau train. Une autre fois, on commandait un train pour transporter de l'infanterie, et c'était de l'artillerie qui arrivait. On multiplierait à l'infini ces exemples honteux de l'incurie, de l'insouciance, de l'absence de sentiment du devoir et de patriotisme que notre administration militaire donna à chaque instant [1].

La compagnie de l'Est, qui avait eu la douleur de voir quel mauvais usage l'administration française faisait de ses ressources, eut la douleur plus grande encore de voir quel parti l'armée prussienne, préparée par de bons règlements, savait tirer de nos lignes et de notre matériel.

On avait cru à une invasion de l'Allemagne par la France, et pas le moins du monde à une invasion de la France par l'Allemagne. Aussi les grands magasins de l'armée avaient-ils été établis sur l'extrême frontière, à Forbach, à Sarreguemines, au lieu d'être formés en arrière, d'où l'on aurait pu les expédier en avant, si l'armée s'était avancée, ou les sauver si l'armée avait été obligée de reculer. Cette faute fut cause que, dès le 7 août, tous nos appro-

[1] Nous renvoyons le lecteur à l'excellent ouvrage de M. Jacqmin, intitulé : *les Chemins de fer pendant la guerre de 1870-1871*, 1 vol. in-8°.

visionnements tombèrent au pouvoir de l'ennemi, dont les mouvements en avant furent facilités par cette capture.

Pour terminer ce déplorable tableau, il nous reste à analyser les dépêches publiées dans les papiers trouvés aux Tuileries et à montrer comment « l'armée était archiprête ». On voit dans ces douloureux documents qu'ici l'on manque de pain ; là, de biscuits ou de salaisons, ou de sucre et de café ; plus loin, on n'a pas de cantines, d'ambulances ni d'infirmiers ; tel général réclame des vétérinaires, tel autre des révolvers. Certains corps n'ont pas de voitures du train, parce qu'il faut des mois entiers pour les sortir des docks immenses où elles sont emmagasinées et engerbées. Les chevaux sont en quantité insuffisante : il faut en acheter, mais ils ne sont pas dressés. Alors, pour atteler l'artillerie, on prend les chevaux de la gendarmerie et ceux de la cavalerie ! Les caisses des payeurs sont vides ; l'argent fait défaut comme tout le reste. Le général Michel, arrivé à Belfort, ne trouve ni sa brigade ni son général de division ; il ne sait pas où sont ses troupes, et demande au ministre ce qu'il doit faire. Les cartes manquent partout. On réclame des munitions pour mitrailleuses, des cartouches, des tentes-abris, des couvertures, des gamelles, des bidons. Les mobiles, qu'on rassemble à la hâte, n'ont pas d'armes, et l'on ne sait qu'en faire. Un

régiment d'infanterie de ligne, placé sur l'extrême frontière, du côté de Sierck, reçut de son dépôt cinq cents hommes, dont plus de la moitié n'avaient ni fusils, ni équipement, ni uniforme. Le colonel les arma à grand'peine, pendant les huit jours qui s'écoulèrent entre leur arrivée au corps et le commencement des hostilités.

Rien n'a été préparé pendant la paix, tout est à créer et à organiser au moment d'entrer en campagne. Ce travail colossal, impossible à exécuter, se fait imparfaitement et ne produit qu'un désordre et une confusion indescriptibles. En revanche, nous trouvons çà et là, dans ce gâchis, des officiers et des généraux avec leur cuisinière, leur femme, leurs enfants et même leur nourrice; des reporters anglais qui sont là pour informer leur public de ce chaos et avertir l'ennemi. Il n'y a pas d'exemple d'une pareille confusion, dont l'auteur responsable est « le ministre qui, n'ayant rien préparé, a, dans son inexpérience et sa présomption, fait sur le temps et les transports les erreurs les plus désastreuses [1]. »

Il n'est pas inutile cependant de citer ici ces mots d'un Allemand [2], secrétaire du roi de Prusse :

« Qui pourrait nier qu'avec toute notre science,

[1] Baratier, *l'Intendance militaire pendant la guerre de 1870-1871*, p. 23.
[2] Schneider, *Aus meinem Leben*, Berlin, 1879.

notre bravoure, notre discipline, nous avons eu aussi un bonheur insolent. Les généraux ennemis semblaient pour la plupart frappés d'un aveuglement sans pareil dans l'histoire de la guerre, et la masse des fautes commises par les Français surpasse de beaucoup le nombre de nos succès et de nos combinaisons heureuses. »

Il me semble que ces paroles sont d'un bon augure pour l'avenir.

II

L'ARMÉE ALLEMANDE

La confédération de l'Allemagne du Nord pouvait disposer de 937,000 hommes, de 1700 canons, de 200,000 chevaux et de 13,000 voitures. Ces effectifs réels se décomposent ainsi : troupes de campagne ou armée active, 545,000[1] ; troupes de remplacement ou de dépôt, 186,000 ; troupes de garnison ou landwehr, 206,000 ; gendarmes, 2250, etc. Les trois États du sud de l'Allemagne, Bade, Wurtemberg et Bavière, liés à la Prusse par des traités qui

[1] Dont 472,000 combattants.

plaçaient leurs troupes sous le commandement du roi de Prusse, pouvaient fournir 193,000 hommes, savoir : la Bavière, 70,000 hommes de troupes de campagne, divisés en deux corps d'armée, et 46,000 hommes de remplacement et de landwehr ; — le Wurtemberg, une division active de 24,000 hommes et 11,000 hommes de troupes de remplacement ; — Bade une division active de 26,000 hommes et 15,000 hommes de remplacement. Le nombre de leurs canons était d'environ 300.

Le total des forces dont l'Allemagne pouvait disposer était donc de 1,130,000 hommes[1] et d'environ 2000 canons de campagne ; ce qui lui a permis de faire la guerre en France avec environ

[1] Le colonel Borbstædt donne les chiffres suivants :

	ALLEMAGNE du Nord.	ALLEMAGNE du Sud.	TOTAL.
Armée active.........	560,400	107.600	668,000
Troupes de dépôt.....	190,000	36,500	226,500
Troupes de garnison..	204,000	37,800	241,800
	954,400	181,900	1,136,300

M. de Moltke, dans sa grande histoire de la guerre de 1870, donne des chiffres un peu différents :

	HOMMES.	CHEVAUX.	CANONS.
Confédération du Nord..	982,064	209,403	1,692
Bavière................	128,964	24,056	192
Wurtemberg.............	46,980	8,876	66
Bade...................	50,081	8,038	72
	1,208,089	250,373	2,022

Il ajoute que, sur ce total de 1,200,000 hommes, 540,000 forment l'armée active, et que le reste, c'est-à-dire plus de la moitié, se compose de non-combattants : troupes de garnison, de dépôt et de remplacement.

600,000 hommes, de maintenir les effectifs au complet pendant la durée de la guerre, et d'avoir encore en Allemagne, à la fin de janvier 1871, le nombre de soldats nécessaires pour garder nos prisonniers.

Les troupes de la Confédération étaient réparties en douze corps d'armée prussiens et un corps saxon. Les Bavarois formaient, comme on l'a dit, deux corps d'armée ; les Badois et les Wurtembergeois, chacun une grosse division. Chaque corps d'armée prussien forme une armée complète, et qui peut agir séparément ; il compte 32,000 hommes et 90 canons, répartis entre deux divisions fortes chacune de 13,000 hommes. Un corps d'armée comprend 25 bataillons de 1000 hommes, 8 escadrons de 150 hommes, 1 bataillon de pionniers (génie) et un équipage de ponts. Le service des postes, des chemins de fer de campagne, des télégraphes de campagne et des ambulances ; le transport des blessés, des munitions d'artillerie et d'infanterie, et des vivres, sont assurés dans chaque corps et fonctionnent avec une régularité remarquable.

Les divisions et les corps d'armée sont organisés d'une façon permanente ; à chaque corps d'armée correspond un territoire déterminé qu'il occupe, et il recrute son effectif sur la population de ce territoire soumise sans exception au service militaire obligatoire. Les dépôts de matériel des corps sont

à côté d'eux et constamment au complet, et la mobilisation est toujours préparée d'avance dans ses moindres détails. Cette organisation permet à la Prusse de mobiliser en dix jours ses douze corps d'armée. La landwehr est mobilisée comme l'armée, d'après le même système et par les mêmes moyens.

Les officiers, les soldats et les agents des compagnies sont exercés fréquemment à l'embarquement et au transport des troupes, des chevaux et du matériel sur les chemins de fer; les gares sont pourvues des rampes et des ponts nécessaires à l'embarquement et au débarquement des chevaux, des canons et des voitures : aussi le transport des armées à la frontière, préparé et étudié de longue date, se fait facilement et vite.

On a vu à Berlin vingt-deux grands convois de troupes partir en un jour. En moins de trois semaines, la Prusse a pu mobiliser et jeter en France 400,000 hommes [1].

[1] En 1868, l'état-major prussien, en prévision d'une guerre avec la France, avait préparé un tableau méthodique pour le transport jour par jour de chaque régiment, de chaque escadron, de chaque batterie, jusqu'à la frontière de France. Tous les ordres pour chaque corps d'armée étaient prêts, la date seule était en blanc. Il n'y avait qu'à mettre les dates, et, ce travail fait, chaque corps connaissait le jour et l'heure de son embarquement et de son arrivée : aussi, dès le dixième jour, les premiers régiments arrivèrent sur la frontière française; le dix-huitième jour, 380,000 hommes y étaient réunis, et le vingt-quatrième, 480,000 avec tout leur matériel.

Chez nous, c'est au moment de la guerre qu'on forme les divisions et les corps d'armée, qu'on organise tout pour la campagne qui va s'ouvrir, comme si l'armée n'était instituée que pour le temps de paix.

Il est dur de faire l'éloge de l'ennemi, surtout quand cet ennemi s'est déshonoré par le vol, le pillage et l'incendie, et par de barbares exécutions. Il faut cependant dire ce qui est vrai et constater que cette armée odieuse était organisée d'une façon bien supérieure à la nôtre. Le service obligatoire pour tous jette dans l'armée la nation tout entière, et on a raison quand on dit que la Prusse n'est pas un pays qui a une armée, mais une armée qui a un pays. Toutes les classes, riches ou pauvres, y sont représentées. Ainsi recrutée, une armée est vraiment nationale et capable de grandes choses.

Le soldat manque d'élan et ne vaut pas le nôtre comme bravoure individuelle ; mais il est fort, dur à la fatigue, froid et tenace au feu, obéissant et soumis à une discipline de fer. L'officier a le droit de le battre et de le tuer ; il en use, mais rarement, parce que la troupe est bonne et disciplinée. Le soldat sait parfaitement lire, écrire et compter, ce qui est une conséquence de l'enseignement obligatoire ; il a une bonne instruction élémentaire ; beaucoup ont même une instruction primaire su-

périeure, ainsi que les sous-officiers. Point n'est besoin d'insister sur les avantages qu'un général peut tirer d'une aussi grande somme d'instruction répandue dans tous les rangs de son armée. Il existe en Prusse quatre écoles pour les sous-officiers, sans parler des écoles régimentaires qu'ils sont obligés de fréquenter[1].

Les officiers ont tous fait des études assez sérieuses dans les gymnases ou lycées, et savent de leur métier tout ce qu'ils doivent savoir. Ils accomplissent scrupuleusement leur devoir, parce que le sentiment du devoir est très-développé dans l'armée et parce qu'ils sont soumis, comme leurs hommes, à une discipline sévère. Les officiers d'état-major,

[1] L'organisation des sous-officiers est complètement différente de ce qui existe dans l'armée française. Il y a dans une compagnie (250 hommes) : un ou plusieurs enseignes-porte-épée (porte-épée fæhnrich), élèves sortis des écoles militaires, qui font leur stage au régiment et qui attendent une place dans le corps pour l'occuper, si toutefois le corps des officiers du régiment les accepte ; le porte-épée fæhnrich fait fonction d'officier ; — un feldwebel (sergent-major) ; — un viz-feldwebel, vieux sous-officier méritant, auquel ce grade fait une position un peu supérieure à celle de ses camarades ; — quatre sergents chargés spécialement de l'instruction des recrues, auxquels on assure un emploi civil au bout de douze ans de service, afin de les garder au régiment et d'avoir les instructeurs nécessaires ; — un avantageur-unter-officier (lisez un sous-officier-avantagé), et 20 unter-officier. Puis il y a 40 gefreiter, sorte de caporaux exempts de factions, et les avantageurs (soldats avantagés), lesquels, ainsi que l'avantageur-sous-officier, se composent de jeunes gens de famille, devant passer leurs examens d'officier dans la landwehr, et pour cela ayant quelques privilèges et jouissant de certaines faveurs, parfaitement naturelles dans ce pays féodal. On voit qu'il est avec le service obligatoire bien des accommodements, qui le rendent possible.

formés à l'académie militaire de Berlin, et exercés à leurs vraies fonctions par le général de Moltke lui-même, composent un corps d'officiers remarquables, auxquels la Prusse doit ses succès[1]. Il ne faut pas oublier de dire que tous savent le français, l'anglais et le russe.

Si la Prusse a un état-major et des généraux capables de bien faire la guerre, c'est qu'elle se donne la peine de les former et qu'elle attache à ce soin l'importance qu'il mérite. Il existe en Prusse de nombreuses écoles militaires sérieuses[2] pour former les jeunes officiers. Il y a de plus pour l'état-major une académie militaire, dans laquelle les lieutenants qui y sont admis au concours étudient pendant trois ans les sciences militaires et tout ce qui s'y rattache. On peut dire en général que dans cette armée le travail est nécessaire et considéré. Les grades ne s'obtiennent qu'à l'ancienneté ; mais un officier n'a pas le droit de ne rien faire et de devenir incapable de bien remplir ses fonctions, parce qu'alors on le renvoie.

Il ne faut rien exagérer ; aussi terminerai-je en disant que, malgré leur instruction, les officiers

[1] Voir les rapports du colonel Stoffel, p. 111.

[2] On n'y change pas sans cesse de système, de professeurs et de programmes ; on n'y laisse pas le chef disposer de tout, suivant son caprice ; les examens y sont sévères ; tous ces établissements sont subordonnés à une commission supérieure et soumis à des inspections sérieuses.

allemands manquent absolument de sentiments généreux et d'élévation d'esprit, qualités qui abondent dans nos rangs, et que beaucoup ont commis des vols et des actes de brutalité sauvage dont pas un de nos officiers ne se serait rendu coupable. Les Allemands disaient volontiers pour justifier leur conduite : « La guerre est la guerre ; » soit, mais l'histoire est l'histoire.

Les généraux d'armée et ceux qui commandent les corps d'armée et les divisions ont beaucoup d'initiative; l'état-major général leur donne des instructions générales précises, et les laisse libres dans l'exécution. Les règlements sont ponctuellement exécutés, ce qui ne se fait pas chez nous. Depuis le chef de l'armée jusqu'au dernier soldat, tout le monde obéit.

Les deux grands ressorts de l'armée prussienne sont : 1° le grand état-major, dirigé par M. de Moltke, qui est en même temps le chef permanent de tous les officiers d'état-major employés dans l'armée, qui les recrute et les dresse personnellement à leurs vraies et difficiles fonctions de guerre; — 2° le ministère de la guerre, bien organisé, ayant des traditions et pas de routine, sachant changer, quand il le faut, une chose condamnée par l'évidence ou par l'expérience, et où sont centralisées entre des mains capables les seules choses qui doivent l'être.

L'infanterie et la cavalerie ont été depuis longtemps réorganisées, et leur tactique assujettie aux conditions nouvelles qu'exigent les nouvelles armes. L'artillerie a été transformée d'une manière si remarquable, qu'à l'Exposition de 1867 nous lui avions décerné plusieurs médailles! La routine et les souvenirs du grand Frédéric, qui avaient perdu la Prusse à Iéna, ont été mis de côté, et, sans parler continuellement de progrès, on a su en faire d'incontestables[1]. On n'a pas sans cesse changé de ministres, de système et d'organisation; on a conservé les grandes institutions du baron de Stein et de Scharnhorst, et on les a perfectionnées peu à peu, en profitant de l'expérience des guerres de 1848 en Danemark et dans le grand-duché de Bade[2].

Certes, les Prussiens doivent leur succès à la bonne constitution de leur armée; mais combien ont-ils été aidés par notre mauvaise organisation, par notre désordre et par l'incapacité notoire de nos gouvernants et de nos généraux! Aucun de leurs généraux cependant n'était un homme de génie comparable à leur Frédéric; mais ils ne laissè-

[1] L'organisation actuelle de l'armée prussienne date de 1861; elle est l'œuvre du roi Guillaume, du ministre de la guerre, M. de Roon, et de M. de Moltke.

[2] Où la Prusse avait été honteusement battue par les bandes révolutionnaires de Mieroslawski. Elle n'avait pu, cette même année, venir à bout du Danemark.

rent rien au hasard; tout fut prévu avec sagacité, et tout était préparé pour assurer jusque dans les plus petits détails le fonctionnement régulier et continu de tous les services. On a vu par exemple, à Versailles, un troupeau de moutons conduit chaque jour au pâturage sur les bords de la pièce d'eau des Suisses, par des cuirassiers : on assurait ainsi la nourriture d'un corps de troupes, en maintenant en bonne santé et avec leur poids, des moutons que nous aurions enfermés et laissés périr de maladie [1].

Ce qui frappe surtout dans l'étude de la guerre de 1870, c'est l'ordre parfait dans les prescriptions d'ensemble ou de détail, et leur stricte exécution. Les marches des colonnes sont étudiées et dirigées par des officiers qui possèdent à fond la science des marches, et exécutées par des hommes qui savent obéir. Un général ou un colonel doit aller à tel endroit et y être à tel moment; il y est au moment fixé : on a marché de jour ou de nuit, ou nuit et jour, peu importe.

Pour faire avancer leurs armées, les généraux prussiens se servent de toutes les voies de communication, routes et chemins, bons ou mauvais; ils font marcher leurs troupes à travers champs; ils

[1] On a vu aussi, à Saint-Cyr-l'École, où logeait un colonel de cavalerie, tous les officiers commandant les détachements de ce régiment venir régler chaque matin leur montre sur celle de leur colonel.

multiplient les colonnes pour les avoir courtes et éviter les encombrements de soldats, d'artillerie, de cavalerie et de voitures. Chez nous, on forme de longues colonnes, dans lesquelles tout s'entasse et où rien ne peut avancer. De là, les encombrements prodigieux et les lenteurs de nos marches, de Metz à Mars-la-Tour, de Châlons à Sedan, pendant lesquelles nous ne faisions que 8 ou 10 kilomètres par jour!

Les Prussiens avaient préparé depuis longtemps la guerre de France[1]. Leurs officiers d'état-major avaient fait en secret de nombreuses reconnaissances militaires dans toute la France; ils avaient en abondance des cartes excellentes de notre pays[2] et des plans de toutes nos villes. Le sous-officier de uhlans qui a occupé Sèvres, le 19 septembre 1870, avait un plan de cette ville qui lui servit à placer ses vedettes. On n'aurait certes pas trouvé un autre plan de Sèvres en France. Leurs officiers avaient exploré toute la partie du territoire où ils devaient faire campagne, déguisés en colporteurs de livres ou autrement; ils avaient fait des marques[3] aux

[1] On disait dans leur armée que depuis plusieurs années ils avaient préparé quatre guerres : celles de Danemark, d'Autriche, de France et de Russie, avec les mêmes soins pour les reconnaissances, les cartes, les langues, etc.

[2] Notre carte de l'état-major, complétée, corrigée et indiquant le chiffre de la population de chaque localité.

[3] Croix, flèches, losanges, carrés, ronds, virgules, etc.

carrefours des routes, dans les bois, sur les arbres, partout où un point de repère était utile pour indiquer la route à suivre : aussi connaissaient-ils leur chemin et les distances exactes. On cite la réponse d'un paysan de l'Ouest à un officier français qui lui demandait son chemin [1] : « Mon bon monsieur, les Prussiens ne demandaient jamais par où il fallait passer pour aller à tel endroit ; ils y allaient. »

L'espionnage en France a été pratiqué pendant de longues années par les Prussiens avec une audace qui n'a été dépassée que par notre légèreté et notre insouciance [2]. On leur montrait avec une incomparable niaiserie tout ce qu'ils auraient eu quelque difficulté à voir en espionnant. On se rappelle, pendant l'Exposition de 1867, la visite du général de Moltke dans les forts de Paris. Les officiers prussiens venaient en Lorraine et en Alsace chasser avec les propriétaires du pays, ravis de leur amabilité et de leur distinction. Pendant ce temps, leurs hôtes étudiaient les bois et leurs sen-

[1] Notre armée de la Loire manqua d'abord complètement de cartes ; les premières qu'elle eut à sa disposition furent prises aux officiers allemands tués ou faits prisonniers. — L'armée de l'Est n'était pas mieux pourvue.

[2] Par exemple, l'État avait loué à des Allemands la ferme et les pâturages de Satory, près de Versailles. Des officiers d'artillerie prussiens transformés en bergers purent suivre tout à leur aise, pendant plusieurs années, les expériences d'artillerie que nous faisions sur le plateau de Satory, en les cachant soigneusement à tout le monde.

tiers. La masse de commerçants, d'employés, d'ouvriers, de domestiques et de balayeurs allemands établis dans toutes nos villes, y revinrent comme officiers ou soldats de la landwehr et servirent de guides à leur bataillon.

Mais c'est assez parler de l'armée allemande ; il suffit d'avoir indiqué à grands traits les qualités de ce formidable instrument de guerre, et il faut commencer le récit des événements militaires.

CHAPITRE IV

REICHSHOFEN ET FORBACH

Pendant que notre armée se formait lentement et en désordre sur la frontière de l'Est, les armées allemandes, rapidement mobilisées et transportées en chemin de fer, nous menaçaient de l'invasion.

L'Empereur, après avoir déclaré l'Impératrice régente, le 23 juillet, avait commis la faute grave de quitter Paris, d'aller à Metz, et de laisser les Irréconciliables maîtres de la situation et du pouvoir en cas d'échec. Sa présence à Metz ne pouvait d'ailleurs être d'aucune utilité : souffrant depuis longtemps déjà, il ne lui était pas possible de supporter les fatigues de la guerre. L'indécision, qui était la base de son caractère, avait augmenté encore dans les dernières années et le rendait absolument impropre à l'exercice du commandement. Comme militaire, il manquait de compétence et

d'autorité ; il était hors d'état d'imposer un ordre à ses maréchaux, d'étouffer leurs dissensions et de réduire à l'impuissance leurs mutuelles cabales. L'Empereur avait choisi pour major-général le maréchal Le Bœuf, habile général d'artillerie, mais non préparé à remplir ces difficiles fonctions, qui exigent des connaissances et une aptitude spéciales. Le quartier général fut établi à Metz, d'où l'on transmettait les ordres et les contre-ordres aux différents chefs de corps.

Il paraît que le plan des généraux français était de faire passer le Rhin, à Maxau, à une armée placée sous les ordres du maréchal Mac-Mahon, et de la jeter sur Wurtzbourg, pour séparer de la Prusse l'Allemagne du Sud et la forcer à la neutralité[1]; ou battre ses troupes pendant leur mobilisation, et entraîner par ce succès l'Autriche et l'Italie dans notre alliance. Pendant ce temps, on marchait sur Mayence et Coblentz, pour refouler les forces prussiennes qui se massaient de ce côté, et la flotte devait jeter un corps de débarquement sur les côtes de la Baltique. On comptait sur l'appui du Danemark pour faire réussir cette diversion.

Le succès de cette conception exigeait une grande

[1] Jusqu'au dernier moment, le gouvernement français espéra en la neutralité de la Bavière et du Wurtemberg. Ce dernier État, après la déclaration de guerre, prévint M. de Bismarck qu'il allait marcher immédiatement, et en même temps il amusait notre ambassadeur et lui déclarait qu'il n'avait pas encore pris son parti.

rapidité dans nos premiers mouvements. Or la lenteur et le désordre de la mobilisation de notre armée empêchèrent l'Empereur de commencer les hostilités en temps utile, et permirent à l'ennemi de concentrer sans danger ses masses sur notre frontière.

Devant l'invasion, l'Empereur fut obligé de renoncer à l'offensive et de laisser aux Allemands l'avantage qu'a toujours celui qui sait prendre l'initiative des opérations : on se tint donc sur la défensive. Mais se tenir sur la défensive suppose que l'on concentre les forces dont on dispose, qu'on a adopté un plan de défense, qu'on défendra les lignes et les positions dont on peut se servir, les Vosges, la Sarre, la Moselle, par exemple. Au lieu d'agir ainsi, on partagea l'armée en huit corps, dont les divisions furent éparpillées sur toute la frontière, entre Thionville et Belfort, à des distances telles qu'elles ne pouvaient pas se soutenir les unes les autres.

Étrange combinaison, qui émiettait nos troupes, déjà trop peu nombreuses, devant les armées prussiennes fortement concentrées.

Aucune disposition, aucun plan ne fut adopté, ni pour l'attaque, ni pour la retraite, ni pour se soutenir réciproquement en cas d'attaque de l'ennemi. En général, personne ne s'éclaire ; la cavalerie ne sert absolument à rien ; personne ne se garde ;

personne ne sait où est l'ennemi, ce qu'il fait, quelles sont ses forces; il n'y a ni reconnaissances faites au loin et à fond [1], ni espionnage. On ne voulait pas même croire aux renseignements qu'on avait par hasard, lorsqu'ils déplaisaient. Le sous-préfet de Wissembourg, qui annonçait avec persistance l'approche de l'armée du prince royal, fut assez sévèrement blâmé de donner sans cesse de fausses nouvelles. En revanche, on consultait les journaux anglais pour savoir ce que faisaient les Prussiens et décider nos mouvements. Nos troupes vont et viennent de ci et de là, sans raison, sans plan, mais sans relâche. Chaque ordre est suivi d'un contre-ordre; chaque jour voit naître un plan nouveau.

Nous avons dit que l'armée était divisée en huit corps [2]. Au 1er août, ils étaient ainsi placés et commandés. Le premier corps, aux ordres du maréchal Mac-Mahon, était à Strasbourg et comptait 38,000 hommes, 96 canons et 24 mitrailleuses. Le

[1] Les guerres d'Afrique nous avaient donné l'habitude malheureuse de ne pas écarter assez loin les reconnaissances de cavalerie, qui, sans cette précaution, auraient été enlevées. On conserva les habitudes prises en Algérie : on envoya à petites distances des régiments de cavalerie tout entiers, qui ne voyaient rien. Quatre cavaliers auraient beaucoup mieux fait, en allant plus loin.

[2] La force des corps n'est pas égale : le 1er, le 3e et le 6e ont 4 divisions d'infanterie et une de cavalerie, formée de 6 régiments ; les 2e, 4e, 5e et 7e corps n'ont que 3 divisions d'infanterie et une de cavalerie, formée de 4 régiments. La Garde est formée de 2 divisions d'infanterie et d'une de cavalerie à 6 régiments.

deuxième corps, commandé par le général Frossard, était à Saint-Avold et à Forbach, et comptait 28,000 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses. Le troisième corps, commandé par le maréchal Bazaine, était à Boulay et comptait 42,000 hommes, 96 canons et 24 mitrailleuses[1]. Le quatrième corps, commandé par le général de Ladmirault, était à Thionville et comptait 33,500 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses. Le cinquième corps, aux ordres du général de Failly, était à Sarreguemines et à Bitche, et comptait 29,000 hommes, 72 canons et 18 mitrailleuses. Le sixième corps, commandé par le maréchal Canrobert, était à Châlons et comptait 40,000 hommes, 114 canons et 6 mitrailleuses. Le septième corps, commandé par le général Félix Douay, était à Belfort et ne comptait que 27,000 hommes, avec 72 canons et 18 mitrailleuses. La Garde, forte de 23,000 hommes, avec 60 canons et 12 mitrailleuses, était à Metz, sous les ordres du général Bourbaki. La réserve de cavalerie, placée à Lunéville, comptait 3 divisions (7000 hommes), 30 canons et 6 mitrailleuses. La réserve d'artillerie se composait de 96 canons et de 3500 hommes. Le total de nos forces était de 272,000 hommes, 780 canons et 144 mitrailleuses.

Pendant ce temps, comme nous l'avons dit plus

[1] Le 3e corps fut successivement commandé par le maréchal Bazaine, le général Decaen et le maréchal Le Bœuf.

haut, le gouvernement songeait, mais trop tard, à se procurer des alliances. Il croyait que le Danemark se déclarerait pour nous, et il se proposait d'y envoyer le prince Napoléon et le général Trochu, à la tête d'un corps de débarquement destiné à faire avec les Danois une diversion du côté de la Baltique; mais les vaisseaux n'étaient pas prêts[1], et les troupes manquaient. On comptait sur l'appui de l'Autriche et de l'Italie. On avait espéré jusqu'au dernier moment, malgré l'évidence, que la Bavière et le Wurtemberg resteraient neutres[2]. Tous ces rêves s'évanouirent. La Russie s'alliait secrètement avec la Prusse, afin d'obtenir carte blanche en Orient et le moyen de faire réviser le traité de Paris; en échange, elle devait forcer l'Autriche à rester neutre, en la menaçant de la guerre si elle se déclarait pour nous. Quant à l'Angleterre, irritée d'un projet d'annexion de la Belgique à la France, maladroitement négocié quelques années auparavant entre l'Empereur et M. de Bismarck, projet que M. de Bismarck fit connaître aussitôt

[1] Le rôle de la marine, pendant toute la guerre, fut à peu près nul. On s'attendait à une expédition, à un débarquement en Allemagne, au bombardement de quelques villes maritimes. On ne fit rien de sérieux, et à la fin de la guerre, une frégate prussienne, l'*Augusta*, capturait nos bâtiments de commerce à l'embouchure de la Gironde. En revanche, les marins et nos officiers de marine se battirent bravement dans nos armées de terre.

[2] Le 19 juillet, la Bavière déclara qu'en vertu des traités elle marcherait avec la Prusse.

après la déclaration de guerre, l'Angleterre se prononça contre nous avec une haine qui étonna beaucoup notre légèreté française.

L'opinion publique, ignorante et mal renseignée par la presse, s'impatientait, dans les derniers jours de juillet, de ne pas voir les hostilités engagées et notre armée entrer en Allemagne; elle trouvait étrange la proclamation de l'Empereur, qui annonçait une guerre longue et difficile. La presse et le public ne se doutaient pas des difficultés insurmontables qu'imposait notre mauvais système de mobilisation, ni de la nécessité où l'on était réduit tout à coup, et avant d'avoir combattu, à se tenir sur la défensive, ni des terribles surprises que l'ennemi allait nous infliger.

En effet, l'armée allemande, organisée comme on le sait, bien commandée, abondamment pourvue de tout, rapidement transportée en chemin de fer, s'avançait divisée en trois grosses masses, qui allaient nous surprendre partout, en tombant à l'improviste sur nos corps isolés. Leurs mouvements nous étaient complètement inconnus, grâce à la cavalerie qui les précédait et formait un impénétrable rideau devant elles.

Les trois armées allemandes étaient placées sous le commandement supérieur du roi de Prusse, ayant pour chef d'état-major général le général de Moltke.

Le plan d'attaque de la France, tel qu'il a été exécuté, avait été rédigé dans l'hiver de 1868-69; tout avait été préparé, comme nous l'avons dit, pour les transports et les marches de chaque corps. Le jour où la mobilisation fut ordonnée, il n'y eut qu'à mettre les dates sur les tableaux de marche et de transport, puis à commencer la mise à exécution. Les armées prussiennes devaient être arrivées le 3 août aux points qui leur étaient assignés sur notre frontière; elles exécutèrent si ponctuellement les ordres donnés, que, le 4, le prince royal commençait l'offensive. Personne ne comprendra jamais qu'avec 200,000 hommes, nous ayons permis aux Prussiens d'opérer ces marches, ces concentrations, au lieu de nous jeter sur leurs divisions isolées, de couper leurs chemins de fer, en un mot, d'opposer quelque obstacle à la réalisation de leurs projets, qu'ils ont accomplis comme s'ils eussent fait de grandes manœuvres pendant la paix.

La première armée allemande, commandée par Steinmetz, formait la droite de l'ennemi. Partie de Coblentz, elle remontait la Moselle et s'avançait sur Sarrelouis. C'est elle qui nous attaquera à Forbach. Elle était forte de 61,000 hommes et comptait deux corps d'armée : le 7ᵉ (Zastrow), le 8ᵉ (Gœben), deux divisions de cavalerie et 180 canons. — La deuxième armée, commandée par le prince Frédéric-Charles, formait le centre. Partie de Mayence, elle

s'avançait sur Sarreguemines par Kaiserslautern. Elle était forte d'environ 206,000 hommes et comptait six corps d'armée : la garde (prince Auguste de Wurtemberg), le 3e corps (Alvensleben II), le 4e (Alvensleben I), le 9e (Manstein), le 10e (Voigts-Rhetz), le 12e corps, formé par les Saxons (prince royal de Saxe), deux divisions de cavalerie et 534 canons. Le prince Frédéric-Charles ne prendra pas part aux premières opérations. — La troisième armée, commandée par le prince royal de Prusse, formait la gauche de l'ennemi. Partie de Spire, elle s'avançait par Landau sur Wissembourg. Elle était forte d'environ 180,000 hommes et comptait deux corps d'armée prussiens (le 5e, Kirschbach ; le 11e, Bose) ; deux corps d'armée bavarois (le 1er, Von der Thann ; le 2e, Hartmann), la division wurtembergeoise (Obernitz), la division badoise (Boyer), deux divisions de cavalerie et 480 canons. C'est elle qui va nous attaquer à Wissembourg et à Reichshofen.

L'ensemble des forces allemandes est donc de 447,000 hommes et de 1194 canons. Il restait en Allemagne : le 1er corps (Manteuffel), le 2e (Fransecky), le 6e (Tumpling), et quatre divisions de landwehr, formant une première réserve de 188,000 hommes et de 384 canons, à laquelle il faut ajouter une seconde réserve de 160,000 hommes, formée de landwehr de garnison, et une troi-

sième réserve de 226,000 hommes, composée de troupes de dépôt.

Dès les premiers jours du mois d'août, la Prusse, rassurée du côté de la mer, jeta en France toute sa première réserve et augmenta l'effectif de ses trois armées. La première fut alors composée de trois corps (1er, 7e et 8e) et de deux divisions de cavalerie, et son effectif porté à environ 100,000 hommes et 264 canons. La seconde armée fut composée de la garde prussienne, de cinq corps prussiens (2e, 3e, 4e, 9e et 10e), du corps saxon (le 12e), et de deux divisions de cavalerie[1]; son effectif fut porté à environ 220,000 hommes et 624 pièces de canon. La troisième armée fut composée de trois corps prussiens (5e, 6e, 11e), du 1er et du 2e corps bavarois, des divisions wurtembergeoise et badoise, et de deux divisions de cavalerie; son effectif fut porté à environ 200,000 hommes et 552 canons.

Au moment où les Prussiens allaient prendre l'offensive, l'Empereur attaqua Sarrebruck (2 août). Le 2e corps (général Frossard) ne rencontra qu'un bataillon et trois escadrons de uhlans, avec 4 canons, qui se replièrent après un combat de deux heures. Cette affaire insignifiante aurait pu avoir

[1] La garde compte aussi une division de cavalerie; le corps saxon a également une division de cavalerie: ce qui porte à 4 divisions de cavalerie (sans compter la cavalerie attachée aux cinq corps d'armée prussiens) l'effectif de la cavalerie de la seconde armée.

des suites sérieuses, si l'on avait pris Sarrebruck et ensuite Neuenkirchen, nœud de chemins de fer si important à occuper pour couper les communications entre Steinmetz et Frédéric-Charles, que l'on aurait dû y livrer bataille afin d'en devenir les maîtres. Mais cette stratégie élémentaire était au-dessus de l'intelligence du quartier général. On se contenta de parler du prince impérial, qui avait ramassé une balle et reçu le baptême du feu. On n'occupa même pas Sarrebruck, et l'on continua à rester dans l'inaction, sans se donner la peine de s'éclairer et de chercher à savoir ce que faisait et où était l'ennemi.

Au moment où l'on s'y attendait le moins, le prince royal de Prusse nous tira de cette somnolence et nous rappela à la réalité.

La division Douay (Charles-Abel), du corps de Mac-Mahon, était arrivée de Haguenau à Wissembourg, le 3 août au soir ; elle avait été envoyée sur la Lauter pour surveiller l'ennemi et « protéger nos populations de la frontière contre les tentatives peu sérieuses de l'ennemi, mais nuisibles aux habitants [1] », avec ordre toutefois de se retirer devant des forces évidemment supérieures. Personne ne se doutait de l'attaque si prochaine du prince

[1] Expressions de la dépêche envoyée du ministère de l'intérieur au maréchal Mac-Mahon et transmise au général Ducrot.

royal; on ne voulait pas même croire que l'armée prussienne fût prête à agir.

Le général Douay, ainsi jeté en pointe d'avant-garde, se croyait suivi de plus près qu'il ne l'était réellement par les 3e et 4e divisions du corps du maréchal Mac-Mahon, qui devaient être à Haguenau. Il comptait aussi être appuyé, non seulement par la division Ducrot, qui était à Reichshofen, mais aussi par le 5e corps (de Failly), qu'il supposait être encore entre Niederbronn et Bitche. Il ignorait que le quartier général, pour appuyer l'affaire de Sarrebruck, avait donné l'ordre au général de Failly de se porter sur Sarreguemines. Rien n'est coordonné; tout se fait au hasard; on oublie ou l'on néglige de prévenir, de s'informer.

L'effectif de la division Douay se composait de 7500 hommes d'infanterie, de trois batteries, dont une de mitrailleuses, et d'une compagnie du génie. Deux régiments de cavalerie avaient été placés sous les ordres du général Douay depuis le 3; mais on avait détaché trois bataillons pour occuper le col du Pigeonnier, et deux autres bataillons étaient à Seltz, n'ayant pas rejoint la division : de sorte que, le 4, la division Douay n'avait pour combattre que 8 bataillons d'infanterie (4800 hommes) et ses trois batteries, la cavalerie n'ayant pas pu être employée.

Le général Douay devait croire que ceux qui l'en-

voyaient à Wissembourg étaient exactement renseignés sur les mouvements et la situation de l'ennemi. Il fit faire, le matin du 4, la reconnaissance réglementaire; mais elle n'alla pas assez loin, ne fouilla pas les bois et ne vit rien. Le commandant de la reconnaissance eut le tort de ne pas laisser de grand'garde en se repliant. Une heure après la rentrée de la reconnaissance, l'ennemi, qui s'était mis en mouvement derrière elle, envoyait ses obus sur Wissembourg et faisait sortir ses colonnes des bois où elles étaient cachées. Le général Douay, attaqué à l'improviste par les têtes de colonne de trois corps allemands [1], résista énergiquement avec ses 5000 soldats sur les hauteurs du Geisberg et autour de Wissembourg et d'Altenstadt. Le général Douay ayant été tué, le général Pellé continua à combattre, et, après une lutte acharnée de six heures, il battit en retraite sur Climbach, où était la divison Ducrot. Nous avions perdu une pièce de canon, 1200 hommes et un millier de prisonniers faits sur le champ de bataille et à Wissembourg, qui fut vigoureusement défendu par un bataillon du 74e. Cette victoire ouvrait l'Alsace au prince de Prusse [2].

A la nouvelle de notre défaite à Wissembourg, le quartier général se décida à concentrer ses forces

[1] 5e et 11e corps prussiens, et 2e corps bavarois. Le prince royal engagea environ 40,000 hommes.

[2] L'armée allemande eut 1550 hommes hors de combat.

et à créer deux armées : l'une fut donnée au maréchal Mac-Mahon, et composée des 1er, 5e et 7e corps ; l'autre fut placée sous les ordres du maréchal Bazaine, et composée des 2e, 3e et 4e corps ; mais l'Empereur restait le chef supérieur des deux maréchaux et conservait le commandement de la Garde. Cet essai de concentration se faisait trop tard, et le quartier général ne sut pas plus donner des ordres précis aux deux armées qu'il n'avait su en donner aux corps séparés. La confusion des ordres et des contre-ordres, et l'absence d'un plan général continuèrent à laisser les Prussiens absolument maîtres de faire ce qu'ils voulurent.

Le 5, l'Empereur, avons-nous dit, donna au maréchal Mac-Mahon le commandement supérieur des 1er, 5e et 7e corps. En conséquence, les généraux de Failly et Douay reçurent l'ordre de rallier le maréchal, campé sur la Sauer, devant Wœrth ; mais cette concentration se fit avec une telle lenteur, que, le 6, une seule division du 7e corps avait rejoint Mac-Mahon, et qu'une division du 5e corps arriva seulement le soir, après la défaite du maréchal. Mac-Mahon, mal renseigné, ne comptait pas être attaqué le 6 août, et, le matin de ce jour fatal, il ne paraît pas que nous ayons eu connaissance de la présence de toute l'armée du prince royal devant la nôtre. Quoi qu'il en soit, il est bien regrettable que le maréchal n'ait pas jugé à propos de reculer

sur Saverne, de prendre position dans les Vosges, d'y rallier les corps de Failly et de Douay : il eût évité un désastre. Au lieu d'agir ainsi, le maréchal engagea la bataille de Reichshofen[1] avec environ 40,000 hommes contre 90,000 Allemands. Le combat fut acharné : nos troupes d'Afrique se battirent avec une indomptable énergie, qui rappelait nos meilleurs jours ; mais elles furent écrasées par les obus allemands. Puis, vers midi, l'armée prussienne tout entière s'avança contre la nôtre et commença à tourner notre droite. Pour la dégager, on lança la brigade Michel[2], qui reçut l'ordre de charger l'ennemi : « elle se jeta avec une sauvage impétuosité et avec un héroïque esprit de sacrifice[3] » au milieu du feu de l'artillerie et de la mousqueterie, et sabra ce qu'elle rencontra devant elle ; mais, en traversant le village de Morsbronn pour gagner la campagne, l'immortelle brigade fut presque détruite par l'infanterie allemande embusquée dans les maisons.

Cependant la bataille continuait toujours. Fort de son nombre, le prince royal envoyait sans cesse de nouvelles troupes au feu, et il fallut bien se décider à battre en retraite. Pour retarder le mouve-

[1] Appelée aussi et plus exactement bataille de Wœrth et de Frœschwiller.

[2] 8e et 9e cuirassiers, et 2 escadrons du 6e lanciers.

[3] *Unsere Zeit*, mars 1872.

ment en avant de l'ennemi, la division de cuirassiers du général Bonnemain [1] fut jetée contre les Allemands, vers quatre heures, avec mission de sauver l'honneur des armes. Ces braves cavaliers chargèrent par escadron : ils firent peu de mal à l'infanterie allemande, abritée dans des houblonnières et des clos de vignes; ils perdirent beaucoup de monde, mais ils ralentirent la marche de l'ennemi pendant une heure et sauvèrent l'armée.

Quand le maréchal quitta le champ de bataille, son armée était décimée, désorganisée par cette lutte sanglante ; elle se retirait sur Saverne, par Bouxwiller et Niederbronn, dans un désordre complet. Heureusement une division du 5e corps arriva à Niederbronn vers cinq heures et protégea sa retraite.

Le maréchal avait perdu 4000 hommes tués ou blessés, 6000 prisonniers, 41 canons ou mitrailleuses, ses convois de vivres et ses bagages ; de leur côté, les Allemands eurent 10,500 hommes hors de combat.

Vivement poursuivis d'abord par la cavalerie allemande, les 15,000 hommes débandés que Mac-Mahon ramenait avec lui ne purent détruire ni les chemins de fer ni les tunnels des Vosges, qu'on abandonnait intacts aux Prussiens, dès lors maî-

[1] 1er, 2e, 3e et 4e régiments.

tres de leurs communications dans leur marche en avant [1]. Involontairement on se reporte, en racontant ce désastre, aux souvenirs glorieux de la défense de l'Alsace par Turenne.

Le 7, le maréchal et les généraux de Failly et Douay reçurent l'ordre de se retirer à Châlons, où, d'après la volonté de l'Empereur, toute l'armée devait se réunir.

L'Alsace était perdue. Strasbourg et Belfort, qui n'étaient pas en état de défense, allaient être assiégés sans espoir d'être secourus, et l'ennemi était libre de couvrir de ses partis de cavalerie deux ou trois départements, d'y étouffer par de cruelles exécutions le soulèvement militaire de la population et de frapper ainsi de terreur le reste de la France.

La retraite de Mac-Mahon s'accomplit par Saverne, Lunéville et Neufchâteau [2]. Là, ses troupes s'embarquèrent en chemin de fer pour gagner Châlons, où elles arrivèrent, le 16 août, complètement démoralisées par la défaite et par les privations qu'elles avaient supportées pendant dix jours. Le corps du général de Failly, très-compromis entre

[1] Ce n'est que le 22 janvier 1871, à la fin de la guerre, que l'on coupa le chemin de fer et les communications des Prussiens, en faisant sauter le pont de Fontenoy sur la Moselle, entre Toul et Nancy. Ce beau coup de main fut exécuté par 300 chasseurs des Vosges, commandés par deux officiers de l'armée, le capitaine Bernard et le lieutenant Coumès.

[2] 2000 hommes de son aile droite se retirèrent à Strasbourg.

Sarreguemines et Bitche, avait échappé à l'ennemi et se rendit à Châlons par la Petite-Pierre, Lunéville, Neufchâteau et Chaumont, suivant Mac-Mahon à quelque distance. A Chaumont, il prit la voie ferrée, et il arriva à Châlons le 20, à peu près en même temps que le 7e corps, qui venait de Belfort[1].

Le prince royal ne poursuivit pas longtemps Mac-Mahon; il ne dépassa pas la Moselle et resta à portée de l'armée de Frédéric-Charles.

Pendant que l'aile gauche des Prussiens gagnait la bataille de Reichshofen, leur aile droite battait le même jour le général Frossard à Forbach. La veille, l'Empereur, avons-nous dit, avait placé les 2e, 3e et 4e corps sous les ordres du maréchal Bazaine, qui se trouvait ainsi avoir une véritable armée sous son commandement. Mais, par une aberration inexplicable, à peine Bazaine était-il nommé chef supérieur des 2e, 3e et 4e corps, que le quartier général arrêta la concentration des trois corps sans le consulter, et régla leur emplacement sur une étendue de 60 kilomètres, en les plaçant hors de portée de se soutenir les uns les autres, devant une armée de 70,000 hommes.

Le 2e corps (Frossard) avait reçu l'ordre, après

[1] Le 7e corps alla de Belfort à Paris et fut ramené aussitôt de Paris à Châlons.

l'affaire de Sarrebruck, de se replier sur Forbach, bien qu'il soit difficile de comprendre pourquoi on allait laisser Steinmetz libre de passer la Sarre sans combat. Quoi qu'il en soit, le général Frossard vint prendre position à l'est de Forbach, sur les hauteurs de Spickeren.

Le 6 août, une bataille s'y engagea par hasard, et nous ne sûmes pas profiter de l'occasion que la Fortune nous offrait. Steinmetz servait de pivot aux trois armées allemandes, qui devaient accomplir une grande conversion à droite. L'armée du prince royal était l'aile marchante, et Steinmetz devait attendre pour agir qu'elle eût accompli sa conversion.

Le général Frossard ayant fait retirer ses troupes de quelques positions qui dominaient la Sarre, deux lieutenants de Steinmetz, Kamecke et Rheinbaben, crurent que les Français battaient en retraite et les firent attaquer par une division. Ils s'étaient trompés. Une bataille sérieuse s'engagea[1], à laquelle prirent part successivement toutes les divisions de l'armée de Steinmetz et plusieurs régiments du prince Frédéric-Charles, qui accoururent au canon. Quatre fois le 2e corps reprit l'offensive et fut repoussé; ne recevant aucun secours, le général Frossard battit en retraite à neuf heures du soir, après

[1] C'est la bataille de Forbach ou de Spickeren.

avoir perdu 2000 hommes tués ou blessés, et 2000 prisonniers[1].

Nous avons dit que les Prussiens étaient accourus de toutes parts au canon : c'est pour eux une règle et un devoir. Il n'en fut pas de même dans notre armée. Pendant que le 2e corps était aux prises avec Steinmetz, le 3e corps, commandé par le maréchal Bazaine, était à Saint-Avold, et plusieurs de ses divisions n'avaient que 7 ou 12 kilomètres à franchir pour arriver à Spickeren et nous donner la victoire. Non seulement elles n'arrivèrent pas au canon, mais, malgré les demandes de secours adressées par le général Frossard au maréchal Bazaine, le 2e corps ne fut pas secouru. Bazaine avait ordonné cependant à trois de ses divisions de se porter au secours du 2e corps; mais ces divisions furent averties trop tard, mirent trop de lenteur à marcher ou s'arrêtèrent en chemin[2]; bref, elles arrivèrent à Forbach après le combat. Les distances à parcourir n'étaient pas telles que des généraux énergiques et dévoués à leur devoir n'eussent pu les franchir en temps utile et arriver assez tôt pour faire payer cher à Steinmetz la faute que ses lieutenants avaient commise[3]. Nous pouvions donc éviter la défaite de Forbach aussi bien que celle de Reichshofen.

[1] Les Prussiens eurent 4000 hommes hors de combat.
[2] L'une perdit plusieurs heures à faire le café pour les hommes.
[3] C'est tellement évident que le roi de Prusse enleva à Stein-

Après sa défaite, le 2e corps évacua Forbach, abandonnant les immenses approvisionnements rassemblés dans la gare de cette ville[1] et se replia sur Sarreguemines. Il y reçut un premier ordre d'aller à Châlons, puis un second qui lui prescrivait de revenir à Metz, où il arriva en effet le 10.

Les deux ailes de l'armée allemande étaient victorieuses le même jour, et l'armée française désorganisée et en retraite. La France était envahie, et Paris déjà menacé. Devant un pareil péril, il semble que le quartier général aurait dû sortir de son indécision et agir avec énergie ; tout au contraire, il ne sut plus quel parti prendre. En effet, on décide, le 7 au matin, que toute l'armée ira à Châlons ; le 7 au soir, on convient qu'on livrera une grande bataille le lendemain, à Saint-Avold ; le 8, on renonce à livrer bataille pour se replier sur Metz, où l'on appelle le maréchal Canrobert ; on adopte ensuite le projet de défendre la ligne de la Moselle, entre Toul, Metz et Thionville ; le 12, l'Empereur

metz son commandement, malgré la victoire qu'il avait remportée, parce qu'il l'avait gagnée au hasard et seulement par la faute de ses adversaires. Steinmetz ne fut toutefois disgracié qu'après le combat de Borny, qu'il livra dans les mêmes conditions.

[1] On abandonna encore à Forbach un équipage de ponts, faute d'attelages pour l'emmener. Le quartier général avait bien envoyé de Metz l'équipage ; mais, s'étant servi du chemin de fer, il avait oublié ou négligé d'envoyer en même temps les chevaux. — Les grands magasins de Sarreguemines tombèrent aussi au pouvoir de l'ennemi après le départ du 2e corps.

cède le commandement au maréchal Bazaine ; et le 13, quand le maréchal Canrobert est arrivé, on revient à l'idée de quitter Metz et de battre en retraite sur Châlons. Il faut convenir que les Prussiens ont eu beau jeu.

Après leurs victoires de Wœrth et de Spickeren, les trois armées allemandes se réunirent librement à l'ouest des Vosges et s'avancèrent : Steinmetz sur Metz, par Faulquemont ; le prince Frédéric-Charles sur Metz également, par Gros-Tenquin ; le prince royal, qui formait l'aile marchante, se dirigea sur Nancy par Sarre-Union, pour suivre Mac-Mahon, Douay et de Failly, qui se repliaient, comme on l'a dit, sur Châlons. En même temps, le prince royal détachait les Badois et le général Werder, et les chargeait d'assiéger Strasbourg ; dès le 8 août, la cavalerie ennemie paraissait devant cette ville.

Ne trouvant personne devant eux, les Prussiens continuèrent leurs mouvements sans difficulté : ils occupèrent Lunéville, où d'immenses approvisionnements tombèrent entre leurs mains ; ils entrèrent à Nancy (12 août), de là allèrent occuper Frouard [1] et Pont-à-Mousson, et poussèrent jusqu'à Commercy sur la Meuse, en laissant provisoirement Toul de côté. Par ces marches habiles, mais accomplies en toute liberté, on ne saurait trop le répéter, l'ennemi

[1] Où ils coupèrent le chemin de fer, le 13.

tournait Metz, menaçait Paris, coupait les forces françaises en deux morceaux, l'un à Metz, l'autre à Châlons, et prenait ses mesures pour les empêcher de se rejoindre.

A la même époque, le 11 août, le roi de Prusse adressa une proclamation à la nation française. « Je fais la guerre, disait-il, aux soldats français, et non pas aux habitants, dont les personnes et les biens seront en sûreté tant qu'ils ne m'enlèveront pas, par des agressions contre les troupes allemandes, le droit de les protéger... » Il ne s'agit pas d'isoler, comme on l'a dit, l'Empereur et les Bonaparte de la nation, mais de séparer la nation de l'armée ; pour réussir, le roi de Prusse faisait appel à l'égoïsme et à l'intérêt personnel.

CHAPITRE V

LA GUERRE AUTOUR DE METZ

I

OPÉRATIONS JUSQU'AU 18 AOUT

A la nouvelle de nos revers, le ministère avait convoqué les Chambres pour le 9 août. Aussitôt réuni, le Corps législatif renversa le ministère Ollivier, et l'Impératrice-régente constitua (10 août) un nouveau cabinet, dont les principaux membres furent le baron Jérôme David, l'un des chefs du parti de la guerre, et le général comte de Palikao, habile administrateur. Rien n'était prêt, même à ce moment : troupes, matériel, projectiles [1], fortifications de Paris, approvisionnements

[1] Les obus de 24 n'étaient pas encore commandés, le 23 août, aux usines qui devaient les fabriquer ; les ministres ne le surent que par hasard.

de vivres pour la capitale, tout était à faire ; et, il faut le dire, le nouveau ministère se mit à l'œuvre avec autant d'énergie que d'intelligence. Palikao créa l'armée de Châlons avec une rapidité remarquable ; il commença à former la garde mobile, rappela sous les drapeaux les hommes de 25 à 35 ans non mariés qui avaient été soldats, et ordonna leur versement dans les dépôts.

Hélas ! il était trop tard. Les nouveaux ministres, malgré leur patriotisme actif, ne pouvaient pas changer la situation fatale que l'incurie de l'administration et les fautes de toutes sortes des ministres précédents avaient faite à la France. Tout ce qu'ils pouvaient faire, en utilisant vigoureusement les ressources du pays, c'était de prolonger la lutte, d'essayer de ressaisir la victoire, de succomber avec honneur ; et c'est aussi ce que fit plus tard le Quatre-Septembre, avec moins de chances pour réussir.

Pendant ce temps, on rappelait de Rome (6 août) notre corps d'occupation. A peine était-il parti, que les Italiens, profitant de nos embarras, s'apprêtèrent à violer les conventions signées avec la France. Aussitôt après Sedan, le 7 septembre, l'ambassadeur d'Italie réclamera auprès du gouvernement de la Défense nationale « quelque chose pour Rome » ; le lendemain, il demandera nettement l'abandon de la convention de septembre,

et il l'obtiendra le 10. En conséquence, une armée de 60,000 hommes s'empara de Rome, le 20 septembre, puis Victor-Emmanuel annexa les provinces romaines au royaume d'Italie et déclara que Rome en était la capitale. Étrange destinée ! nos victoires avaient commencé l'unité italienne, nos revers la complétaient : Solférino avait donné Milan à l'Italie ; Sadowa, Venise ; Sedan lui donnait Rome.

Devant le mécontentement général du pays et de la Chambre, l'Empereur se décida à abandonner le commandement. Il le remit, le 12 août, au maréchal Bazaine, personnage déjà très-compromis par sa conduite au Mexique [1], et que le gouvernement avait eu le tort incompréhensible de replacer à la tête d'un corps d'armée, au lieu de le faire passer devant un conseil de guerre. Ce fut à la séance du Corps Législatif du 9 août [2], que le nom de Bazaine fut mis en avant par M. Jules Favre. On discutait sur les mesures à prendre pour arrêter l'ennemi vainqueur à Reichshofen et à Forbach, et M. Ernest Picard disait : « Ce que je demande, c'est de pren-

[1] Voy. les lettres du général Félix Douay, écrites à son frère en 1866 et 1867, et publiées dans les *Papiers et Correspondance de la famille impériale*, tome II. Ces lettres constituent l'acte d'accusation le plus grave. Bazaine recommença à Metz ce qu'il avait essayé de faire au Mexique : sacrifier son devoir à son ambition personnelle.

[2] *Officiel* du 10 août, p. 1393.

dre non pas dans les rangs d'un parti politique quelconque, mais dans le pays, un homme capable d'organiser une défense qui sauve la France. » Pendant que les *Très-bien*, *c'est cela*, se faisaient entendre de tous côtés, M. Jules Favre s'écria : « Que le maréchal Bazaine soit mis à la tête de l'armée, et que l'Empereur revienne à Paris. »

Tout le monde le lendemain demandait Bazaine. Tout d'un coup, oubliant le Mexique, l'opinon publique attribua au maréchal Bazaine toutes les qualités et toutes les vertus : c'était le sauveur attendu, le réparateur des fautes commises par l'Empereur. De toutes parts on protestait contre la présence de Napoléon à l'armée. Le maréchal Bazaine déclarait même que l'Empereur compromettait les opérations militaires, et qu'il ne pouvait plus en accepter la responsabilité. Le ministre de la Guerre, Palikao, promettait à quelques députés de l'opposition qu'en cas de conflit entre l'Empereur et Bazaine, il se prononcerait pour le maréchal, investi du commandement suprême. L'Empereur était ainsi annulé par son propre gouvernement.

L'abandon du commandement, qu'il n'était pas capable d'exercer, était pour Napoléon une abdication militaire devant l'armée battue, coupée et désorganisée par sa faute, et lui faisait la situation la plus étrange pour un chef d'État. Il n'ose pas revenir à Paris, qu'il n'aurait pas dû quitter ; il

reste au milieu de l'armée, entouré d'un respect officiel et apparent, en réalité étant une gêne, jusqu'au moment où Bazaine le fera partir pour Verdun (16 août), afin de se débarrasser de lui : départ aussi funeste que celui de Paris, car il livrait Metz aux aventures, comme Paris était livré à la révolution.

Quand Bazaine en prit le commandement, l'armée de Metz comptait 170,000 hommes et se composait du 2e corps (Frossard), du 3e corps (Decaen, puis maréchal Le Bœuf), du 4e corps (Ladmirault), du 6e corps (maréchal Canrobert), de la brigade Lapasset[1], de la Garde (Bourbaki) et de deux divisions de cavalerie de réserve. Le maréchal Le Bœuf cessa d'être major-général et fut remplacé par le général Jarras, que toute l'armée regardait comme une médiocrité et avec lequel le maréchal Bazaine, pour être absolument libre de ses mouvements, n'eut jamais aucun rapport.

Malgré son titre de général en chef, le maréchal Bazaine n'était pas libre de ses mouvements. L'Empereur continuait à exercer une grande influence sur le commandement et exprimait des désirs au lieu de donner des ordres ; mais, comme le disait le maréchal, c'était la même pensée sous des mots différents. Aussi, dès le début, Bazaine chercha à

[1] Cette brigade du 5e corps avait rallié le 2e corps dans sa retraite à Sarreguemines.

se débarrasser de Napoléon III, dont la présence gênait la mise à exécution des coupables pensées qui déjà assiégeaient son esprit. Il ne se préoccupa que d'une chose : renvoyer l'Empereur et rester à Metz.

Il eût fallu, dans les circonstances critiques où l'on se trouvait, après Reichshofen et Forbach, prendre un parti décisif et se replier, sans perdre de temps, sur Châlons et Paris. En restant trop longtemps à Metz, on s'exposait à ce qui est arrivé, être coupé, battu et pris. Les hésitations de l'Empereur faisaient le jeu de Bazaine ; on ne savait quel parti prendre. On perdit ainsi sept jours, tantôt adoptant le projet de se retirer sur Châlons, tantôt y renonçant pour rester à Metz. Le 13, il fut enfin résolu que l'armée se retirerait à Châlons, par Verdun [1].

L'Empereur partit le premier. Il était convenu que le maréchal le suivrait aussitôt, que la retraite serait exécutée rapidement et que l'on ferait sauter les ponts de la haute Moselle pour retarder la marche de l'ennemi. Bazaine ne bougea pas le 13, ne fit pas sauter les ponts, et ne commença son

[1] Trois routes conduisent de Metz à Verdun : la première passe par Gravelotte, Rezonville, Vionville et Mars-la-Tour ; la seconde se détache de la première à Gravelotte et passe par Doncourt et Étain ; la troisième passe par Saint-Privat et Briey, et rejoint la précédente à Étain. A Briey, elle se bifurque, et une route conduit à Longuyon et Montmédy.

mouvement que le 14. Quatre routes s'offraient à l'armée pour sortir de Metz : Bazaine n'en prit qu'une et y entassa toute son armée, infanterie, cavalerie, artillerie, équipages de toutes sortes, convois de vivres, voitures, ce qui produisit un encombrement et une confusion inextricables, et une lenteur prodigieuse. C'est ce que voulait Bazaine : perdre le temps.

Les deux journées du 13 et du 14 bien employées, notre marche sur Verdun avait toutes les chances de réussir ; et « si Bazaine arrivait à Verdun, dit le colonel Borbstædt, la campagne prenait une autre tournure, moins défavorable à la cause française. »

Pendant ce temps, les Prussiens s'apprêtaient à s'opposer à notre retraite et à nous couper la route de Verdun. Le prince Frédéric-Charles marcha avec la deuxième armée sur Pont-à-Mousson ; il laissa les deux ailes de l'armée allemande en arrière, Steinmetz à Metz, le prince royal à Nancy, et avec le centre des forces prussiennes, il poussa une pointe rapide et énergique sur Pont-à-Mousson et Novéant, pour y traverser la Moselle, arriver avant nous à Mars-la-Tour, sur la route de Verdun, et nous barrer le passage.

Il va sans dire qu'on lui laissera accomplir cette marche de flanc sur Pont-à-Mousson sans l'inquiéter, sans tirer un coup de fusil ; qu'il ne trouvera personne à Pont-à-Mousson pour lui disputer

le passage de la Moselle et ralentir son mouvement; qu'on ne détruira pas les ponts de Novéant et de Pont-à-Mousson, alors qu'on en détruisait follement tant d'autres. Et, pour que rien ne manque à cette accumulation de fautes prodigieuses, le général Coffinières, gouverneur de Metz, accordera à l'ennemi, après le combat de Borny, un armistice de vingt-quatre heures pour enterrer ses morts; si bien qu'à l'aide de l'armistice, les Prussiens passeront en toute sécurité à proximité du canon de la place et gagneront les ponts de la haute Moselle, que le même général de Coffinières défendra de détruire[1].

Combat de Borny ou *de Pange*, 14 août.— L'armée française était massée sur la rive droite de la Moselle ; une partie avait commencé à passer sur la rive gauche, lorsque la brigade du général de Goltz, appartenant à l'armée de Steinmetz[2], attaqua à l'improviste et avec vigueur nos arrière-gardes à Colombey et à Mey[3]. Quatre divisions prussiennes furent successivement engagées. Bazaine arrêta son

[1] Tous ces faits ont été établis d'une manière indiscutable au procès de Bazaine.

[2] Comme à Spickeren, la bataille fut engagée par un lieutenant de Steinmetz ; puis on arrive à son secours, brigade par brigade ; le combat se livre sans ensemble, et l'armée prussienne ne doit son salut qu'à l'impéritie de nos généraux. Le général Steinmetz fut disgracié et privé de son commandement.

[3] Steinmetz était arrivé à 8 kilomètres de Metz sans que personne s'en fût douté. Notre cavalerie envoyée en reconnaissance n'avait rien vu, suivant sa coutume.

mouvement sur Verdun et lança sept divisions contre les quatre de Steinmetz ; il se défendit et ne sut pas prendre l'offensive, ni profiter de l'occasion qu'on lui donnait de gagner une victoire importante.

« Il est hors de doute, en effet, dit le colonel Borbstædt, que si les Français s'étaient décidés à une offensive sérieuse à Colombey, les forces supérieures dont ils disposaient eussent écrasé la brigade de Goltz et les renforts qui arrivaient successivement. »

Quoique Steinmetz ait été repoussé avec une perte de 5000 hommes [1], il obtint un résultat considérable : il nous avait fait perdre un jour dans notre marche sur Verdun, au profit du prince Frédéric-Charles, qui dès lors était sûr d'arriver en même temps que nous à Mars-la-Tour. Notre retraite, suspendue le 14, ne recommença en effet que le lendemain, toujours sur une seule route, conséquemment avec la même lenteur et au milieu des mêmes encombrements et du même désordre [2].

Pendant ce temps, l'armée prussienne nous gagnait de vitesse : aussi, le 15, quand nos têtes de colonnes arrivèrent à Mars-la-Tour, elles y trouvèrent l'ennemi.

[1] Nos pertes furent de 3600 hommes tués, blessés ou disparus.
[2] Quelques régiments firent 2 kilomètres en une demi-journée de marche, d'autres 4 kilomètres en vingt-quatre heures.

Bataille de Rezonville[1], 16 août. — Le 16, à cinq heures du matin, la tête de l'armée arrivait enfin sur les plateaux. L'Empereur partit alors pour Verdun, après avoir ordonné à Bazaine d'accélérer la marche. Aussitôt après le départ de l'Empereur, Bazaine arrêta la marche.

Déjà l'ennemi, grâce à la lenteur voulue du maréchal, arrivait à hauteur de notre gauche, formée par les 2e et 6e corps. Si Bazaine voulait arriver à Verdun, il lui fallait ne pas s'arrêter, continuer à marcher aussi rapidement que possible et contenir l'ennemi avec une forte arrière-garde. Mais Bazaine ne voulait pas suivre l'Empereur; il ne voulait pas aller à Verdun; il s'arrêta donc et se décida à livrer bataille. Le général Pourcet, commissaire du Gouvernement près le Conseil de guerre qui a condamné Bazaine, a pu dire dans son réquisitoire : « De l'ensemble de ces faits se dégage donc inévitablement cette conclusion, que le maréchal Bazaine n'a jamais voulu mettre à exécution le plan qu'il s'était chargé de mener à bonne fin, et qu'il a toujours voulu demeurer sous Metz. Mais, n'osant pas assumer la responsabilité de cette détermination, il a laissé aux événements le soin de faire échouer le projet de retraite, se contentant de les préparer dans ce but. »

[1] On l'appelle aussi bataille de Gravelotte, de Vionville, de Mars-la-Tour.

L'affaire commença par la surprise d'une division de cavalerie qui formait notre avant-garde. Le général Alvensleben, avec le 3e corps, nous attaquait audacieusement sur notre flanc gauche et barrait la route à Mars-la-Tour pour empêcher la retraite de Bazaine sur Verdun.

Le 3e corps fut bientôt rejoint par le 10e corps (Voigts-Rhetz), puis par le 8e, qui arriva après trois heures du soir avec le prince Frédéric-Charles, et enfin par quelques régiments du 9e. L'ennemi avait reculé, et il est certain qu'un dernier effort fait à notre droite amenait sa défaite et le rejetait dans les défilés de Gorze. La route de Verdun devenait libre et l'armée opérait sa retraite. Mais au lieu de donner ce dernier coup de collier à sa droite, Bazaine la dégarnit et envoya plusieurs divisions sur sa gauche, du côté de Metz, pour maintenir, a-t-il dit, ses communications avec Metz. Qr il s'agissait de rouvrir ses communications avec Verdun et non pas avec Metz.

La conséquence de ces fausses manœuvres fut que les Prussiens restèrent maîtres de Vionville et de Mars-la-Tour, et de la route commandée par ces deux villages.

Il est donc évident que Bazaine ne voulait pas aller à Verdun, et qu'il a livré une sanglante et inutile bataille dans le seul but de tromper l'Empereur et l'opinion, et de masquer ses projets.

Français et Allemands, tous jugent Bazaine de la même manière.

« Si les Allemands, dit un général prussien [1], ont réussi à prendre possession de la route de Metz à Verdun avec des forces inférieures, cela tient uniquement à ce que l'armée française fut très mal commandée... Cependant la bataille du 16 n'avait pas eu pour les Allemands un résultat décisif. » Le colonel Borbstædt déclare aussi que, si le maréchal avait filé par Briey le 17, les Prussiens n'auraient pu l'empêcher de passer, tandis que son inaction pendant la journée du 17 leur a permis de concentrer devant lui des forces supérieures et de lui fermer complètement, le 18, la route de Châlons.

La perte des Français fut de 16,954 hommes; celle des Prussiens, de 16,500 hommes.

Le soir même de la bataille, l'armée, qui avec raison se croyait victorieuse, fut consternée en recevant l'ordre de se replier sur Metz, et les officiers qui entouraient le maréchal furent stupéfaits en lui entendant dire « qu'il fallait sauver l'armée, et pour cela revenir à Metz. » Le prince Frédéric-Charles ne fut pas moins étonné de cette retraite inattendue.

Le prétexte du retour à Metz fut la nécessité d'y aller chercher des munitions et des vivres. Le gé-

[1] Le général de Kameke.

néral Soleille, commandant en chef de l'artillerie et qui a joué aussi un rôle fort étrange dans toute cette histoire, avait donné l'avis que les munitions étaient tellement diminuées qu'il fallait que l'armée vînt en chercher à Metz. Le renseignement était faux, car, le 16 au matin, il y avait à l'armée 106,000 obus et 17 millions de cartouches, et le 17 il y avait encore 80,000 obus et 16 millions de cartouches. Les vivres ne manquaient pas davantage ; car, dans la retraite, on brûla un immense convoi de vivres qui, disait-on, allait gêner notre marche en arrière.

Le manque de munitions et de vivres étaient deux mensonges, à l'aide desquels Bazaine, dans son rapport à l'Empereur, expliquait la nécessité de sa retraite et trompait indignement le trop faible souverain qui l'avait imprudemment appelé à commander la seule armée de la France.

Il faut encore ajouter ce fait odieux : on abandonna les ambulances et les blessés à Rezonville.

Le 17, l'ennemi, fort maltraité la veille, ne bougea pas. Il se réorganisait et attendait l'arrivée des corps qui accouraient à son secours, Bazaine aurait pu marcher par les routes d'Etain et de Briey, éviter l'ennemi et n'avoir que des combats d'arrière-garde. Il aurait pu, ce qui eût mieux valu, recommencer la bataille, et, avant l'arrivée des renforts, refouler l'ennemi dans le ravin de Gorze et

de là sur la Moselle. C'était l'avis des chefs de corps de Bazaine. En effet, le prince Frédéric-Charles battu, son armée était infailliblement détruite sur la Moselle ; s'il échappait à ce désastre, il était certainement chassé de France, et le Prince royal se trouvait alors fort compromis. Si Bazaine était battu, il avait toujours la ressource de se retirer dans le camp retranché de Metz.

Le 17, Bazaine ne fit rien. Il reçut cependant une dépêche de l'Empereur qui le félicitait de son succès du 16 et lui ordonnait de remercier en son nom l'armée de sa valeur. Bazaine ne la communiqua à personne.

Il nous restait encore, pour arriver à Verdun, la route de Briey, par Saint-Privat et Sainte-Marie-aux-Chênes, route par laquelle, écrivait Bazaine à l'Empereur le 17, il allait déboucher le lendemain.

Tous les efforts de l'ennemi allaient tendre à nous fermer cette route, en s'emparant de ces villages : le maréchal ne les occupa même pas. En effet, l'armée prit position, le 17, sur une ligne de hauteurs s'étendant d'Amanvillers, au nord, à Rozérieulles, au sud. Notre droite, formée par le 4e corps (Ladmirault), était à Amanvillers ; le 6e corps (Canrobert) était en avant à Vernéville, dans un trou entouré de hauteurs boisées, où le maréchal Canrobert ne voulut pas rester. Saint-Privat, la clef de

la bataille qui va se livrer le lendemain, n'est même pas occupé. Evidemment le maréchal n'a pas l'intention de marcher sur Verdun ; il veut donc rester à Metz [1], puisqu'il néglige d'occuper Saint-Privat.

Le maréchal Canrobert ayant quitté, avec la permission de Bazaine, les positions qu'on lui avait assignées à Vernéville, alla occuper Sainte-Marie-aux-Chênes et Saint-Privat. C'est donc par le fait de Canrobert, et non par celui de Bazaine, que Saint-Privat, dont la possession était indispensable pour aller à Briey, fut occupé par l'armée française, dont la droite fut dès lors à Saint-Privat.

Le maréchal Canrobert ne reçut aucun ordre, si ce n'est de reculer en cas d'attaque sérieuse. Bazaine ne voulait donc pas défendre Saint-Privat. Si Canrobert se fût conformé à cet ordre coupable, Saint-Privat eût été occupé par les Prussiens sans coup férir. Bazaine recommanda aussi à son lieutenant de s'assurer d'avoir la quantité d'eau nécessaire aux animaux et celle dont les hommes auraient besoin pour se laver. On croit rêver en lisant de pareils ordres à la veille d'une bataille où

[1] Ce qui achève de prouver cette volonté bien arrêtée, c'est que, dans la matinée du 18 août, le maréchal ordonna aux sous-chefs d'états-majors généraux des corps d'armée d'aller reconnaître, en arrière des positions défendues le 18 au matin par l'armée, les emplacements que les corps devaient occuper autour de Metz, et qu'ils ont en effet occupés après la bataille du 18.

Canrobert va décider des destinées de la patrie.

Libre de ses mouvements comme toujours, l'ennemi réunit toutes ses forces, huit corps d'armée, et se prépara à prendre l'offensive. Son plan était de nous enlever Saint-Privat et de nous fermer la route de Briey. Les colonnes allemandes qui allaient attaquer notre droite défilèrent tranquillement devant notre armée, lui prêtant le flanc, sans qu'on fît le plus léger effort pour troubler leur marche. Elles eurent toute liberté de se masser sur la gauche de l'armée prussienne pour écraser ensuite Canrobert et notre droite. Tout se passa comme à la petite guerre. L'ennemi fit tout ce qu'il osa faire.

Bataille de Saint-Privat[1], 18 août.— Le 18 août, le maréchal Bazaine fut attaqué par les deux armées du prince Frédéric-Charles et de Steinmetz, dont il avait laissé la jonction s'opérer. L'ennemi comptait huit corps d'armée[2], 4 divisions de cavalerie, 240,000 combattants et 822 canons. Le maréchal lui opposa environ 140,000 hommes, établis sur de fortes positions et soutenus par 500 canons ou mitrailleuses. Le principal effort du prince Frédéric-Charles se fit sur notre droite, à Sainte-Marie-aux-Chênes et à Saint-Privat, pour nous déborder, nous fermer la route de Briey et

[1] On l'appelle aussi bataille d'Amanvillers et de Gravelotte.
[2] Les 2e, 3e, 7e, 8e, 9e, 10e, 12e (Saxons) et la garde.

nous rejeter sur Metz. Quatre-vingt mille hommes attaquèrent le maréchal Canrobert, qui, avec le 6e corps, défendait ces positions, clefs du champ de bataille[1]. Vers quatre heures, les Prussiens enlevèrent Sainte-Marie-aux-Chênes ; la résistance se concentra alors à Saint-Privat. Le maréchal repoussa d'abord l'attaque de la garde prussienne et lui fit perdre 8000 hommes. Il repoussa encore l'attaque du 10e corps ; mais assailli une troisième fois par le corps saxon, et ne recevant, malgré ses demandes, aucun secours, ni en hommes, ni en munitions, il succomba, après avoir tenu toute la journée sous le feu des 260 canons de l'ennemi. A sept heures du soir les Saxons lui arrachèrent Saint-Privat, dont les maisons étaient en flammes. L'héroïque défense de Saint-Privat rappelle nos plus beaux jours et aurait dû avoir de meilleurs résultats.

[1] Le 6e corps comptait, le 18, environ 18,000 hommes, et 66 pièces de 4 et mitrailleuses. Jamais le 6e corps ne fut au complet à Metz. Il avait reçu plusieurs fois l'ordre de venir à Metz, puis de retourner à Châlons. Le résultat de ces allées et venues fut que le maréchal Canrobert laissa à Châlons toute sa cavalerie, le génie, son artillerie de réserve, l'artillerie de la division Bisson (la 2e) et trois régiments d'infanterie appartenant à cette division, qui ne se composait donc que d'un seul régiment. Le 6e corps ne comptait que 13 régiments d'infanterie et 1 bataillon de chasseurs ; son effectif était d'environ 23,000 hommes, sur lesquels il perdit 11,000 hommes le 16 et le 18 août. Ainsi Bazaine avait placé le 6e corps, le plus faible de tous, à Saint-Privat, au point essentiel, et ne lui envoya aucun secours pendant la bataille, évidemment pour l'empêcher de rester maître de Saint-Privat, que Bazaine ne voulait même pas occuper.

Dès midi et demi, Canrobert avait demandé des munitions au maréchal et l'avait fait prévenir qu'il était inquiet sur l'issue du combat. Bazaine avait reçu l'aide de camp de Canrobert dans son salon à Plappeville. Il refusa d'envoyer au secours de sa droite une division de la Garde et se contenta de lui donner quatre caissons de munitions. Deux fois dans la journée, le général Ladmirault (4e corps) partagea ses munitions avec Canrobert pour lui permettre de continuer le combat. Il fit faire aussi à la division de Cissey un mouvement pour soutenir le 6e corps. Bel et rare exemple de camaraderie militaire qu'on ne saurait trop louer. Vers quatre heures, Bazaine reçut une nouvelle dépêche de Canrobert, qui lui annonçait que bientôt le 6e corps ne pourrait plus tenir. Bazaine était alors à Saint-Quentin, toujours loin du champ de bataille. Il ne répondit rien à son brave lieutenant, et donna l'ordre au général Bourbaki et à la Garde de rentrer dans leurs cantonnements. Un peu plus tard, Bazaine se décida à envoyer un secours à Canrobert, 2 batteries de la réserve et 20 caissons de munitions. Mais tout était fini. Néanmoins ces batteries arrivèrent encore assez tôt pour arrêter l'ennemi et protéger la retraite du 6e corps.

Bazaine pouvait cependant envoyer à Saint-Privat les deux divisions de la Garde qui restèrent inactives toute la journée; il pouvait y envoyer

les 96 pièces de l'artillerie de réserve, et l'on peut être certain que l'arrivée de ces renforts aurait permis à Canrobert de résister à la troisième attaque de l'ennemi, qui était repoussé sur tout le reste de la ligne. Mais Bazaine affectait de ne se préoccuper que de garantir sa gauche pour éviter d'être tourné de ce côté et d'être coupé de Metz. Il était bien évident cependant que les Prussiens, loin de songer à le couper de Metz, n'avaient qu'une idée, celle de l'empêcher d'en sortir.

Après la retraite de Canrobert, les Prussiens tombèrent sur le 4e corps (Ladmirault), qui était à sa gauche, le prirent de flanc et le forcèrent aussi à la retraite. Le 3e corps (Le Bœuf) et le 2e corps (Frossard), à l'aide des tranchées-abris qui les protégeaient, demeurèrent maîtres de leurs positions et repoussèrent toutes les attaques de l'ennemi.

Bazaine n'avait pas paru de la journée sur le champ de bataille ; il n'avait donné à personne aucun ordre, si ce n'est à Bourbaki de se retirer dans ses cantonnements, et au général Jarras, son chef d'état-major général, de ne pas sortir de ses bureaux et d'y rester avec tout son personnel. Vers cinq heures, voyant, des hauteurs de Saint-Quentin, quelques blessés, quelques traînards et quelques voitures du convoi descendre en désordre vers la vallée, il n'eut pas honte d'insulter son armée et de s'écrier : « Que faire avec de pareilles troupes ! »

Après la bataille, il dit aux officiers d'état-major qui venaient lui rendre compte de ce qui s'était passé : « Nous devions nous en aller demain matin, nous nous en irons ce soir. Le mal n'est pas bien grand, après tout. »

Le mal n'est pas bien grand ! L'armée cependant va être bloquée et annulée sous Metz, et la France est envahie, et sans armée pour la défendre ! Et cette bataille, volontairement perdue, décide du sort de la France, car elle va amener le désastre de Sedan, le blocus de Metz et le blocus de Paris. Mais le plan criminel de Bazaine était assuré : il restait à Metz.

La bataille de Gravelotte coûta environ 13,000 hommes à l'armée française et 20,500 aux Prussiens.

II

LE BLOCUS DE METZ JUSQU'AU 1er SEPTEMBRE

Après la défaite de Saint-Privat, le maréchal Bazaine se retira dans le camp retranché de Metz, dont il ne devait plus sortir qu'après la capitulation.

Metz est une place forte très-importante par sa situation et par ses fortifications, qui autrefois la rendaient presque imprenable. Pour la préserver d'un bombardement, que rendait possible l'artillerie actuelle, on avait commencé, quelque temps avant la guerre, à élever autour de la place, sur les hauteurs qui la dominent, les cinq forts de Plappeville, de Saint-Quentin, de Saint-Privat, de Queuleu et de Saint-Julien, qui non seulement devaient protéger la ville, mais former autour d'elle un camp retranché. Après Gravelotte, ces forts à peine commencés étaient loin d'être en état de défendre Metz, et ils ne furent terminés que pendant le blocus. L'occupation de ces positions par nos troupes empêchait les Prussiens de faire le siège ou de bombarder Metz : il fallait donc se contenter de bloquer la place et de la réduire par la famine. Dès le 19, le prince Frédéric-Charles commença l'investissement de Bazaine dans son camp retranché ; il l'y enferma étroitement pour le forcer à capituler quand il n'aurait plus de vivres.

Le maréchal se tint dans une inaction absolue ; il se laissa bloquer, ne fit rien pour empêcher les Prussiens de construire tout autour de son camp les batteries, les tranchées, les lignes, les travaux de toutes sortes qu'ils jugèrent à propos de faire pour l'investir, et quand il n'eut plus de vivres, il capitula. Les deux armées, assiégeante et assiégée,

auraient été d'accord qu'elles n'auraient pas agi autrement [1].

De son côté, le commandant de la place de Metz, le général Coffinières, ne prit aucune des mesures élémentaires prescrites par les règlements ou par le simple bon sens. On pouvait amener à Metz les blés, vivres, bestiaux et fourrages qui abondaient dans les villages des environs. On n'en fit rien, et toutes les ressources qui auraient pu prolonger la résistance de Metz pendant plusieurs semaines tombèrent aux mains des Prussiens. Au lieu de faire sortir de la ville les bouches inutiles, on laissa entrer des milliers de paysans qui venaient se réfugier dans la place ! Ces gens-là n'avaient donc rien lu ! ils ne connaissaient donc ni le règlement du service des places, ni l'histoire de la défense de Metz par le duc de Guise, ni la défense de Metz par le maréchal Fabert ?

Dès le 19 également, le quartier général prussien décida que l'armée du prince Frédéric-Charles et celle de Steinmetz [2] resteraient devant Metz, que le

[1] Du 17 août au 23 septembre, les Prussiens construisirent le chemin de fer de Remilly (sur le chemin de Sarrebruck) à Pont-à-Mousson, pour établir leurs communications, que Metz interrompait. Ce chemin, de 37 kilomètres de développement, exigea la construction de deux ponts et de deux viaducs. Il fut établi par les divisions de chemins de fer de campagne, par le génie et par des soldats.

[2] 1er, 2e, 3e, 7e, 8e, 9e, 10e corps ; 1re et 3e divisions de cavalerie, et 1 division de réserve. — Quelque temps après, l'armée de

prince royal de Prusse marcherait en avant sur Châlons et Paris ; et l'on forma, le 21, pour l'appuyer, la quatrième armée, ou armée de la Meuse, qui fut donnée au prince royal de Saxe et composée du 4e corps prussien, du 12e corps (Saxons), de la garde prussienne et de deux divisions de cavalerie (5e et 6e).

Pendant ce temps, Bazaine envoyait, le 19, une dépêche à l'Empereur et au maréchal Mac-Mahon. Il dissimulait l'échec qu'il avait volontairement subi le 18 ; il transformait sa retraite sous Metz en un changement de front et annonçait toujours une sortie prochaine, qu'il était résolu à ne pas faire, à ne pas même tenter sérieusement. Il allait, disait-il, se porter sur Montmédy. C'est cette fatale dépêche, confirmée le 23, qui décida le mouvement de Mac-Mahon de Châlons sur Sedan, dont on parlera plus loin et qui se terminera par la catastrophe de Sedan.

En attendant, le maréchal Bazaine réorganisait ses corps d'armée, son artillerie, ses parcs. Il aurait dû et pu encore à ce moment faire de grands approvisionnements de vivres, avec le blé, le bétail et les fourrages qui se trouvaient alors aux environs de Metz, et remplir les magasins de la place qui étaient vides ; il n'en fit rien.

Steinmetz, auquel on venait de retirer son commandement, passa tout entière sous les ordres du prince Frédéric-Charles.

Le 23 août[1], le maréchal Bazaine reçut une dépêche de Mac-Mahon. Celui-ci informait Bazaine qu'il avait reçu sa dépêche du 19 et qu'il allait marcher sur Montmédy. En conséquence, le 26 août, Bazaine fit un simulacre de sortie ; mais une pluie torrentielle qui vint à tomber suffit pour arrêter son mouvement[2].

Le maréchal avait convoqué ses chefs de corps. Tous croyaient qu'on pouvait sortir. Mais il leur dit que, d'après le général Soleille, il n'y avait de munitions que pour une bataille; que, d'après le général Coffinières, Metz ne tiendrait pas quinze jours après le départ de l'armée ; il leur cacha l'approche de l'armée de Mac-Mahon et le départ d'une partie des forces allemandes, qui avaient quitté Metz pour se porter à la rencontre de l'armée de Châlons. Il obtint ainsi un avis contraire à la sortie, mais favorable à ses desseins, espérant se couvrir, en cas de besoin, de l'opinion de ses lieutenants. Puis il expédia deux dépêches : l'une au Ministre, disant : *La sortie est impossible*, — l'autre au maréchal Mac-Mahon, disant : *Nous vous attendons, nous percerons quand nous voudrons.*

L'opération abandonnée le 26 fut reprise le 31,

[1] Le maréchal Bazaine affirme n'avoir reçu cette dépêche que le 29. Il est certain qu'il l'a reçue le 23.

[2] Les troupiers disaient que le maréchal était rentré au camp parce qu'il avait oublié son parapluie. On voyait bien que cette tentative de sortie n'était pas sérieuse.

après la réception d'une dépêche annonçant l'arrivée de Mac-Mahon à Stenay sur la Meuse.

Rien dans les ordres donnés pour la bataille n'indique la volonté arrêtée de percer les lignes de l'ennemi. Rien n'indique la volonté de faire un effort sérieux pour aller se joindre à l'armée de secours qui arrivait, et allait se perdre pour avoir répondu à l'appel de Bazaine. Mais après la défaite de cette armée, l'homme de Metz croyait devenir le maître de l'Etat.

Rien dans les ordres, disons-nous, n'indique que le maréchal Bazaine voulût faire un effort sérieux pour donner la main à Mac-Mahon. En effet, on ne devait pas emmener l'équipage de ponts, bien qu'il fût nécessaire pour passer la Moselle, puisque la sortie se faisait par la rive droite de cette rivière et que, pour rejoindre Mac-Mahon, il fallait passer sur la rive gauche, et que l'on ne devait avoir à sa disposition que le pont de Thionville.

Combat de Noisseville ou *de Servigny*, 31 août et 1er septembre. — Dès le 30, le maréchal se prépara à combattre, mais prit ses dispositions avec lenteur. L'ennemi eut le temps d'être prévenu par ses espions et vit tous nos mouvements. Notre attaque eut lieu le 31, *à quatre heures du soir*. Aussi le général de Manteuffel, que nous allions combattre, et qui dès le matin avait vu les préparatifs

de la bataille et nos soldats sous les armes depuis six heures, avait-il eu le loisir de se préparer. Après une vive canonnade, nos troupes enlevèrent avec vigueur une partie des positions de l'ennemi, le village de Noisseville et une partie du village de Servigny entre autres; mais la nuit mit fin au combat, et les Prussiens restèrent les maîtres du village de Sainte-Barbe, clef de la position. Pendant la nuit, les Prussiens reprirent une partie de leurs positions; Servigny et Noisseville retombèrent en leur pouvoir, et le prince Frédéric-Charles envoya des renforts considérables au général de Manteuffel. Le lendemain, 1er septembre, le combat ayant recommencé, nos généraux reculèrent, parce que les ordres qu'ils avaient reçus leur prescrivaient de reculer si l'ennemi était secouru. A onze heures, nos troupes étaient en retraite et profondément découragées : le soldat sentait bien que de pareils combats n'étaient pas sérieux. Vingt-cinq mille hommes seulement avaient été engagés : nos pertes étaient de 3500 hommes; celles des Prussiens, de 3000. Tous les officiers de l'armée de Metz sont d'avis qu'on aurait pu sortir si on l'avait sérieusement voulu, et à Versailles les Prussiens disaient aussi que « Bazane », comme ils l'appelaient, n'avait jamais fait une véritable sortie à fond.

Le procès a parfaitement établi que Bazaine n'avait fait ce simulacre de sortie, et fait tuer encore

3500 hommes, que pour mettre sa responsabilité à l'abri, et faire croire qu'il avait voulu percer les lignes de l'ennemi.

Pendant ce temps, Mac-Mahon était écrasé à Sedan.

Bazaine avait livré la France à l'Allemagne ; il comptait l'avoir livrée aussi à la révolution et à l'anarchie. Dès lors il va, dans son camp retranché de Metz, attendre la fin des événements et la paix, qui ne peut tarder de se faire, au moins le croit-il. Alors, avec son armée, il sortira de Metz, deviendra le maître de la situation et s'imposera au gouvernement quelconque qui existera alors, empire, régence ou république, parce que ce gouvernement aura besoin de lui et de ses soldats. Tel paraît avoir été le projet qu'avait conçu ce grand coupable, ambitieux vulgaire, homme médiocre, et dépourvu de sens moral et de patriotisme, en tout bien au-dessous du rôle qu'il voulait jouer, et qui n'a été que la dupe des Prussiens.

Le deuxième acte de cette abominable tragédie est fini. Le troisième va commencer, mais il faut laisser un moment l'histoire du blocus de Metz pour parler de Sedan, de la chute de l'Empire et de l'investissement de Paris.

CHAPITRE VI

SEDAN

L'Empereur avait quitté l'armée de Metz le 16 août et était arrivé le 17 à Châlons, où se formait l'armée du maréchal Mac-Mahon, qui eut bientôt sous ses ordres 140,000 hommes répartis en quatre corps : le 1er (Ducrot), le 5e (de Failly, puis Wimpfen), le 7e (Douay) et le 12e (Lebrun)[1].

[1] Le 1er corps comptait 40,000 hommes, 4 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie de 7 régiments, 96 canons et 24 mitrailleuses. — Le 5e corps n'avait que 25,000 hommes (la brigade Lapasset étant à Metz), 3 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie de 4 régiments, 72 canons et 18 mitrailleuses. — Le 7e corps était fort de 30,000 hommes ; il avait 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie, qui ne comptait qu'une brigade de 3 régiments, l'autre brigade, de 2 régiments, étant restée à Lyon pour contenir les émeutiers de cette ville ; son artillerie comptait 72 canons et 18 mitrailleuses. — Le 12e corps, fort de 45,000 hommes, se composait de 3 divisions d'infanterie, dont une d'infanterie de marine, et de 2 divisions de cavalerie, dont une était celle du 6e corps, qui était restée à Châlons. — L'armée de Châlons comptait en outre 2 divisions de cavalerie de réserve : la division Margueritte (5 régiments) et la division Bonnemain (4 régiments). —

Pendant ce temps, le prince royal de Prusse, à la tête de l'armée victorieuse à Reichshofen, s'avançait par Nancy et Vitry-le-François sur Châlons et menaçait Paris. Le plus simple bon sens voulait que l'armée de Mac-Mahon se repliât sur Paris, pour y compléter son organisation et défendre la ville, en s'appuyant sur les forts et les hauteurs qui l'entourent et en font un formidable camp retranché. Mais le gouvernement de Paris en avait décidé autrement. Le conseil aulique qui s'était formé à Paris et se composait de l'Impératrice, de Palikao, des membres du Conseil privé et des présidents du Sénat (Rouher) et du Corps législatif (Schneider), prétendit diriger les opérations et se laissa tromper par les dépêches du maréchal Bazaine. Bazaine avait annoncé, le 16, qu'il était victorieux ; le 18, il avait maintenu ses positions : trop occupé, disait-il, pour envoyer des rapports, il n'avait que le temps d'expédier des dépêches. Personne ne soupçonnait à Paris la trahison de Bazaine, et l'on était convaincu qu'il allait sortir de Metz. Le général Palikao prit le parti d'envoyer Mac-Mahon sur la Meuse pour donner la main à l'armée de Metz et l'aider à opérer sa retraite.

Les corps d'armée de Châlons avaient été remis au complet avec des hommes de la réserve et de la seconde partie du contingent, avec des recrues de la classe de 69 et avec quelques régiments de marche.

Palikao voulait que Mac-Mahon se portât rapidement de Châlons sur Verdun, que l'on gagnât de vitesse le prince de Prusse et qu'on livrât bataille au prince de Saxe, qui devait s'opposer à notre marche. Ce projet était fort aventureux ; mais, exécuté avec vigueur et rapidité, peut-être pouvait-il réussir, surtout si Bazaine agissait énergiquement de son côté, comme on pensait qu'il le ferait.

L'Impératrice et le ministre de la guerre insistaient pour l'adoption de ce plan, disant que sa réussite aurait pour résultat de former une grande armée à opposer aux masses prussiennes, et surtout d'éviter les conséquences qu'aurait la rentrée de l'Empereur à Paris, si Bazaine abandonné était battu. On montrait la Révolution saisissant ce prétexte et renversant l'Empire.

A Châlons, l'Empereur, le maréchal Mac-Mahon, le prince Napoléon et le général Trochu [1] étaient opposés à l'idée de marcher au secours de Bazaine, et voulaient revenir à Paris et le défendre. C'était le parti le plus sage pour le salut de la France et pour celui de l'Empire, et l'on ne se rend pas compte de l'opposition que fit le gouvernement de la régence. Le 21, le retour à Paris fut décidé à Châlons ; l'armée partit pour Reims, et le maréchal

[1] Le général Trochu avait été envoyé par Palikao à Châlons pour prendre le commandement d'un corps d'armée, et au besoin pour remplacer Mac-Mahon, s'il arrivait malheur au maréchal.

Mac-Mahon en reçut le commandement. Le général Trochu, dont la population de Paris commençait à s'engouer à cause de son opposition à l'Empire, fut nommé gouverneur de Paris et y fut envoyé aussitôt. Il devait annoncer le retour de l'Empereur et de l'armée, et l'on comptait sur sa popularité naissante pour arrêter un mouvement révolutionnaire, comme sur son énergie pour le réprimer au besoin.

Le 22, Mac-Mahon allait donner de nouveaux ordres pour faire marcher les troupes de Reims sur Paris, lorsqu'il reçut à quatre heures la dépêche de Bazaine, du 19 août, annonçant que l'armée de Metz allait sortir et se rabattre sur Thionville et Châlons, par Montmédy. Le maréchal changea d'avis, renonça à se porter sur Paris et donna l'ordre de se diriger sur Stenay, pour marcher à la rencontre de Bazaine.

L'Empereur partit avec l'armée pour Stenay. Par la volonté du gouvernement de la régence, il n'avait pas de commandement; il se trouvait réduit à la situation d'empereur honoraire, et subissait pour la seconde fois une sorte d'abdication que ses ministres lui imposaient. On ne comprend pas plus l'aveuglement de ceux-ci que la résignation du souverain.

L'armée avait quitté et incendié le camp de Châlons, le 21 août; elle s'était portée sur Reims se dirigeant sur Paris. Quand il fut décidé qu'elle

irait à Stenay, elle quitta Reims le 23, et marcha avec une extrême lenteur[1] sur Rethel, Tourteron et Chêne-le-Populeux, dans l'Argonne, où elle arriva seulement le 27.

C'est à Chêne-le-Populeux que l'Empereur et Mac-Mahon acquirent la certitude que Bazaine n'était pas sorti de Metz. Le maréchal Mac-Mahon, jugeant nettement la situation et le péril de la marche sur Montmédy, voulait se replier sur Mézières et revenir à Paris; il commença même ce mouvement et en prévint le ministre. Il lui rappelait que Metz était bloqué par 200,000 hommes, que le prince de Saxe menaçait son flanc droit, que le Prince royal s'avançait et allait lui couper la retraite, et il ajoutait que l'on n'avait pas de nouvelles de Bazaine. Palikao insista auprès de l'Empereur et de Mac-Mahon, continuant à les menacer de la révolution à Paris s'ils abandonnaient Bazaine. Le maréchal et l'Empereur cédèrent mal-

[1] Cette lenteur, 8, 10 ou 12 kilomètres par jour, est causée : par les ordres et contre-ordres perpétuels qui faisaient parcourir aux troupes de 20 à 25 kilomètres quand en réalité elles ne gagnaient que 8 ou 10 kilomètres dans la direction indiquée ; par le manque de pain; par le mauvais état des routes, que la pluie avait défoncées; par la composition des régiments formés de troupes de nouvelle levée et incomplètement organisés; par l'encombrement des bagages et des convois, qui devaient marcher au milieu des troupes et sous leur protection, parce que l'armée étant menacée par derrière et sur son flanc droit, les convois ne pouvaient la suivre sans risquer d'être enlevés. — Pendant ce temps, les Prussiens faisaient 32 et 40 kilomètres par jour pour nous atteindre.

heureusement, et décidèrent que l'on irait à Stenay. Il est facile de comprendre combien notre marche, déjà si lente, fut encore ralentie par ces hésitations et par ces changements de direction. En réalité l'on ne marchait pas, on louvoyait au lieu d'aller droit au but, et l'on perdit ainsi les quatre jours d'avance que l'on avait sur le prince de Prusse, qui parvint enfin à nous atteindre et à se réunir au prince de Saxe.

Pendant ce temps, le prince de Prusse s'emparait de Vitry-le-François et y apprenait, le 25, la marche de Mac-Mahon sur la Meuse. Le prince de Saxe, de son côté, arrivait à Clermont-en-Argonne. Aussitôt le général de Moltke arrêta la marche de ces deux armées sur Paris, changea leur direction et les lança à la poursuite de Mac-Mahon. La rapidité et la précision des mouvements de l'ennemi contrastent douloureusement avec ce qui se passait dans notre armée, où il n'y avait qu'indécision, lenteur et désordre.

Le prince de Prusse, arrivé à Châlons, changea de direction et marcha sur la Meuse par Vouziers et Chêne-le-Populeux. De son côté, le prince de Saxe, de Clermont-en-Argonne se dirigea sur Dun, par Varennes, pour disputer le passage de la Meuse à Mac-Mahon. Dès le 27, sa cavalerie attaquait, à Buzancy, le général de Failly; elle l'attaquait encore le 28 à Buzancy et le 29 à Bois-les-Dames. Ces

trois combats et l'occupation de Stenay par l'ennemi empêchèrent Mac-Mahon de passer la Meuse à cet endroit, d'où l'on arrivait sur Montmédy, et le forcèrent à descendre la Meuse jusqu'à Mouzon et Remilly. En même temps on apprenait la prochaine arrivée du prince de Prusse sur nos derrières : nous allions donc être attaqués par 250.000 hommes, et nous courions le risque presque certain de voir les Prussiens nous couper toute ligne de retraite. Dans de pareilles conditions, la marche sur Montmédy devenait évidemment impossible ; le maréchal voulut encore (le 29) se replier sur Mézières, pour de là revenir à Paris par la rive droite de l'Oise. De nouveaux ordres du cabinet de Paris l'obligèrent à continuer sa marche sur Montmédy, où, disait-on, il fallait aller soutenir Bazaine, sans nul doute aux prises avec le prince Frédéric-Charles, et qu'on ne pouvait laisser écraser. Mais Bazaine ne courait aucun danger ; le traître n'était pas sorti de Metz, et, pour venir à son secours, on allait faire sombrer la fortune de la France dans un épouvantable désastre.

Mac-Mahon se résigna à aller à Montmédy ; le 12e corps passa la Meuse, le 29, à Mouzon, pendant que le 1er la traversait à Remilly, le 30 vers midi. Les 5e et 7e corps, qui étaient en arrière, suivaient le mouvement et devaient passer la Meuse le 30 dans la soirée.

Mais, le 30, les têtes de colonnes du prince de Prusse [1] se joignirent à l'armée du prince de Saxe, qui, ayant reçu l'ordre d'attaquer l'armée de Mac-Mahon, se jeta aussitôt sur le 5e corps (de Failly) et le surprit à Beaumont, vers midi. Il n'y avait pour garder les approches du campement ni grand'gardes ni sentinelles; les paysans qui vinrent donner l'alarme furent mal reçus. Bref, les Prussiens sortirent des bois et vinrent mettre leurs pièces en batterie à 400 mètres de notre camp, hésitant à tirer sur une troupe aussi pleine de sécurité et si complètement suprise. On ne peut s'expliquer comment le général de Failly, qui était aux prises avec l'ennemi depuis trois jours, et le général qui commandait la division si honteusement surprise, ont pu négliger de prendre les mesures que prescrivent les règlements militaires et le plus vulgaire bon sens, au point de laisser arriver à 4 ou 500 mètres de leur campement 80,000 hommes et une nombreuse artillerie sans en être prévenus. Sauf un régiment, le 68e, personne n'était sous les armes et prêt à combattre; par hasard, le colonel du 68e avait donné l'ordre à son régiment de se tenir prêt à passer sa revue. Surpris par les obus, notre campement tomba dans un désordre indescriptible. Le 68e se porta aussitôt contre l'ennemi,

[1] Les deux corps bavarois.

lui tint tête et perdit 1169 hommes en moins de trois quarts d'heure. Cette résistance énergique permit à quelques milliers de soldats, de toutes armes et de tous régiments, de se grouper autour des débris du 68e, et, sous le commandement du colonel de Béhagle (du 11e de ligne), de résister à l'ennemi assez de temps pour assurer la retraite. Pendant ce temps, le reste du 5e corps, qui avait commencé sa marche sur Mouzon, prenait position entre Yonk et la Meuse, au nord de Beaumont, et luttait énergiquement contre les Saxons; mais il fut obligé par l'artillerie prussienne de battre en retraite, vivement poursuivi par l'ennemi. Le 5e corps passa la Meuse à Mouzon, protégé par l'artillerie du 12e corps et par le 5e régiment de cuirassiers, qui se fit hacher. Encore une fois le dévouement de ces braves soldats arrachait à une perte certaine des troupes compromises par l'incapacité de leurs chefs.

En même temps, le général Douay (7e corps), pressé par deux corps prussiens et par une division de cavalerie, se dirigeait sur Remilly; une de ses divisions eut un engagement assez sérieux à Varniforêt, mais le 7e corps arriva intact à Remilly et à Sedan, où il passa la Meuse, et rallia l'armée dans la nuit du 30 au 31.

Pendant que le 5e corps se faisait battre à Beaumont-Mouzon, que le 7e arrivait à Sedan, non sans

danger, que le 12e était à Mouzon, deux divisions d'infanterie du 1er corps [1] et la division de cavalerie de réserve du général Margueritte, ayant à leur tête l'Empereur et le général Ducrot, se portaient de Remilly sur Carignan, où l'on coucha le 30. Le brave et intelligent général Margueritte poussa des partis jusqu'à Montmédy et sur les routes qui de Montmédy conduisent à Metz, pour avoir des nouvelles de Bazaine ; il s'assura que le maréchal était bloqué dans Metz et qu'il n'avait pas rompu le cercle. Mac-Mahon était exact au rendez-vous donné à Montmédy, et Bazaine y manquait par sa faute, puisqu'il n'avait rien fait pour y arriver. Dès lors il était inutile d'aller plus loin : l'Empereur et Ducrot revinrent sur Sedan, et toute l'armée s'y trouva réunie le 31 au soir, menacée d'y être enveloppée et prisonnière le lendemain.

Déjà les Bavarois avaient attaqué, le 31, le général Lebrun (12e corps), à Bazeilles ; ils avaient été repoussés, mais ce succès ne pouvait exercer aucune influence sur la situation générale : il fallait en profiter pour, dès le 31, battre en retraite sur Mézières et sortir d'une impasse où nous allions être cernés immanquablement, si nous persistions à y rester.

Malheureusement on y resta : on ne se rendit pas

[1] Les deux autres étaient établies à Douzy.

compte du mouvement enveloppant que les Prussiens préparaient, et dont on avait cependant de nombreux indices; on persista à croire jusqu'au dernier moment que l'on conserverait la ligne de retraite sur Mézières, et l'on se décida, plutôt que l'on ne se prépara, à donner la bataille. Notre armée comptait environ 130,000 hommes, 320 canons et 70 mitrailleuses ; elle était insuffisamment pourvue de vivres [1] et de munitions, tandis que l'ennemi, dont nous jouions si complètement le jeu, disposait de 250,000 combattants et de 700 bouches à feu. En effet, toute l'armée du prince de Prusse était arrivée et s'était jointe à l'armée de la Meuse; une partie de ces troupes se préparait à passer la Meuse, à Donchery, à l'ouest de Sedan, pour couper notre retraite sur Mézières ou sur la Belgique, et nous enfermer dans Sedan.

Pendant que les armées prussiennes exécutaient avec un ordre et une régularité absolus un plan d'opérations savamment préparé, et commençaient leur manœuvre enveloppante du lendemain, notre armée continuait à être dans un désordre dont les détails sont navrants. On ne trouve nulle part la trace d'un plan d'ensemble pour la bataille qui va

[1] Avant la bataille de Sedan, les généraux avaient laissé prendre tous leurs convois. A Sedan, le chef de gare effaré avait fait filer sur Givet 500,000 rations de toute nature qui étaient en gare de Sedan. Aussi, après la bataille, on n'eut rien à donner à manger à nos malheureux soldats.

s'engager; les généraux commandant les corps d'armée paraissent avoir agi chacun d'après son inspiration ; aucune disposition n'est prise pour assurer la retraite ; on n'est pas informé des manœuvres et des projets de l'ennemi, qui, lui, sait tout ce que nous faisons ; aucune décision n'a été prise à l'avance pour désigner le successeur du maréchal de Mac-Mahon, si celui-ci vient à être tué ou blessé. Aussi, Mac-Mahon blessé au début de l'action, le commandement passera-t-il d'abord au général Ducrot, puis au général de Wimpfen[1] qui le demandera à l'Empereur et l'obtiendra *comme plus ancien* et en vertu d'un ordre du ministre. Trois fois on changera donc de général en chef et de dispositif pendant la bataille même. Jusqu'à la fin, l'armée ira tantôt sur Montmédy, tantôt sur Mézières. Ces ordres contradictoires, ces marches et contre-marches jetèrent une confusion complète dans l'armée, enlevèrent aux soldats toute confiance dans leurs chefs, et, après la bataille, firent naître dans leur esprit l'idée de trahison.

L'armée française était placée à l'est de Sedan, ayant sa gauche à Illy et sa droite à Bazeilles, où le général Lebrun soutint un nouveau et rude combat contre les Bavarois de Von der Thann. On pa-

[1] Le général de Wimpfen était arrivé la veille à l'armée, venant d'Algérie, pour remplacer le général de Failly au commandement du 5e corps.

raît avoir eu avoir d'abord l'intention d'écraser les Bavarois à Bazeilles, de les repousser sur Carignan et de s'ouvrir la route de Montmédy. Lorsque le maréchal Mac-Mahon, blessé d'un éclat d'obus, eut été remplacé par le général Ducrot (vers sept heures), celui-ci renonça au projet de s'ouvrir la route de Carignan. Craignant avec raison d'être tourné par les Prussiens à l'ouest de Sedan et de voir sa retraite coupée, soit sur Mézières, soit sur la Belgique, il voulut, pendant qu'il en était encore temps, quitter ce champ de bataille si malheureusement choisi, battre en retraite par Illy sur Mézières et échapper ainsi à un désastre inévitable [1]. Il ordonna donc la retraite, et deux divisions commencèrent le mouvement. Mais, vers neuf heures, le général de Wimpfen, commandant le 5e corps, obtint de l'Empereur que le commandement de l'armée lui fût remis; et aussitôt, malgré les prières du général Ducrot [2], il arrêta le mouvement de retraite et reprit les premières dispositions, c'est-à-dire le projet de

[1] La route de Sedan à Mézières était encore libre à ce moment; et ce qui le prouve, c'est que beaucoup de voitures du train et des parcs, parties de Sedan vers sept heures, arrivèrent sans encombre à Mézières.

[2] C'est aussi vers neuf heures que quelques régiments de cavalerie, continuant la retraite, prirent la route de Belgique, longèrent la frontière et arrivèrent à Avesnes. On ne parlerait pas de ce fait si, à propos de cette retraite opérée en toute liberté, on n'avait pas inventé la fable des *perceurs*, c'est-à-dire des braves qui s'étaient fait jour en passant sur le ventre de l'ennemi pendant que les autres capitulaient honteusement.

déboucher sur Montmédy. Dès lors nous étions perdus. En effet, les Bavarois parvinrent à enlever Bazeilles à l'infanterie de marine et au général Lebrun, qui le défendirent avec une bravoure admirable ; puis ils brûlèrent ce village et en massacrèrent la population avec une férocité que l'histoire doit flétrir [1]. A gauche, les 5e et 11e corps prussiens et deux divisions de cavalerie avaient traversé la Meuse à Donchery, sans être inquiétés, et s'étaient portés sur Floing et Illy pour s'y joindre à la droite de l'armée prussienne : nous étions donc complètement enveloppés. Une artillerie nombreuse (690 pièces), agissant par masses compactes, nous atta-

[1] Les Allemands ont nié inutilement cette barbarie. Ils ont fait la guerre en barbares, ils doivent en subir les conséquences. Ils ont remis en vigueur tous les vieux usages des guerres du Moyen-Age qu'on croyait abolis : ils ont massacré les prisonniers, entre autres 49 mobiles du 4e bataillon de la Marne à Passavant, le 25 août 1870 ; ils ont rétabli le système des otages ; ils ont inventé le système des otages placés sur les locomotives des chemins de fer ; ils ont autorisé et organisé le pillage et l'incendie ; ils ont exploité commercialement le réseau de l'Est, en transportant à leur profit voyageurs et marchandises jusqu'en mars 1871, contrairement à tout droit et à toute justice, et ont ainsi volé 44 millions de francs à la Compagnie de l'Est; ils ont frappé les pays envahis de réquisitions et de contributions énormes ; ils ont accompli partout de sauvages exécutions ; ils ont annexé des territoires sans le consentement des habitants et sans prendre une part proportionnelle de la dette de la France ; ils ont exigé une indemnité de guerre exorbitante et sans précédents, non pour s'indemniser, mais pour s'enrichir ; ils ont déménagé, emballé et expédié des mobiliers en Allemagne pour augmenter leur bien-être; ils ont sans cesse violé le droit des gens et ont fait faire à l'Europe un déplorable retour en arrière vers la barbarie. Telle est la vérité, et les dénégations ou les rectifications les plus hypocrites ne parviendront pas à la voiler.

quait de tous côtés et resserrait sans cesse ce cercle de feux meurtriers. Malgré la plus énergique résistance, notre infanterie était rompue, et notre artillerie, admirable de courage, quoique inférieure en nombre et en portée, résistait avec un sang-froid héroïque ; mais, foudroyée et démontée, vers deux heures elle était hors d'état de continuer à lutter. Dès lors nous étions perdus.

On fit appel à la cavalerie pour essayer de rompre le cercle qui enveloppait l'armée et pour sauver, comme à Reichshofen, l'honneur des armes. Le général Margueritte marcha avec sa division [1] et fut tué en allant reconnaître le point sur lequel il allait charger. Il fut remplacé par le général de Galiffet, qui, à trois reprises, essaya d'aborder l'ennemi et de prendre de flanc les batteries allemandes qui décimaient notre armée ; trois fois il fut repoussé et revint écrasé par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie de 17 bataillons, qu'il essaya vainement d'enfoncer. L'ennemi a rendu lui-même un éclatant hommage à la bravoure incomparable de nos cavaliers ; mais cette bravoure fut malheureusement inutile.

Entourée, écrasée par le feu de 700 canons établis sur les hauteurs qui l'environnaient de tous côtés, l'armée plia et fut peu à peu rejetée sur Sedan. Il

[1] 1er, 2e, 4e chasseurs d'Afrique, 1er hussards et 6e chasseurs.

était alors trois heures et demie : à ce moment, le général de Wimpfen proposa à l'Empereur[1] de se mettre à la tête des troupes et de faire un suprême effort pour percer les lignes de l'ennemi et s'ouvrir le chemin de Carignan. L'Empereur refusa de répondre à cet appel désespéré ; il fit hisser le drapeau blanc sur la citadelle de Sedan et invita le général de Wimpfen à entrer en négociation avec l'ennemi, pour épargner, disait-il, la vie de ses soldats. Au lieu d'obéir à cet ordre, Wimpfen rassembla quelques milliers d'hommes, tomba sur les Bavarois à Balan, mais il fut repoussé. A ce moment, la petite ville de Sedan offrait un aspect déchirant : 70,000 hommes commençaient à s'y entasser pêle-mêle avec les canons, les voitures, les chevaux, les blessés et les fuyards ; les obus y faisaient de nombreuses victimes dans les rues. C'est alors que l'Empereur écrivit au roi de Prusse une lettre ainsi conçue :

« Monsieur mon frère, n'ayant pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté. Je suis, de Votre Majesté, le bon frère.

» Napoléon. »

[1] L'Empereur était resté sur le champ de bataille depuis cinq heures du matin, au milieu des obus; il rentra à Sedan à onze heures et demie, et dès lors il ne sortit plus de la ville.

En même temps, le général de Wimpfen reçut l'ordre de négocier avec le général de Moltke les détails de la capitulation. A la réception de cet ordre, Wimpfen donna sa démission. L'Empereur voulut le remplacer par le général Ducrot, qui refusa, ainsi que le général Douay, disant avec raison que, puisque le général de Wimpfen avait voulu prendre le commandement le matin, il devait le garder jusqu'à la fin.

Wimpfen, en effet, signa la capitulation au château de Bellevue, le 2 septembre à onze heures et demie du matin. L'Empereur, le maréchal Mac-Mahon, 2826 officiers et 70,000 hommes étaient prisonniers de guerre ; les armes, 600 canons de place et de campagne, les drapeaux, un immense matériel de guerre, 12,000 chevaux, étaient livrés à la Prusse. Ne craignons pas de le répéter, ce désastre eût été évité bien probablement, si le maréchal Mac-Mahon, cédant aux respectueuses observations des généraux Douay et Ducrot, eût ordonné la retraite sur Mézières le 31 août.

Ce qui est encore plus condamnable que la capitulation, rendue nécessaire par le massacre inévitable de 70,000 soldats hors d'état de se défendre, c'est l'ineptie qui avait mis une brave armée dans de telles conditions. Quoi qu'il en soit, la capitulation de Sedan fut un exemple détestable : après Sedan, on eut la capitulation de Metz et celle de

Paris, où des armées entières mirent bas les armes. Rien de pareil n'était connu dans notre histoire, et personne ne croyait que de telles hontes fussent possibles.

Sedan nous a coûté 15,000 hommes tués ou blessés [1], 21,000 hommes pris pendant la bataille et 70,000 faits prisonniers en vertu de la capitulation. Trois mille soldats parvinrent à se réfugier en Belgique ; 10,000 fuyards, qui s'étaient sauvés de Sedan avant la bataille, filèrent sur Mézières, d'où le général Vinoy les envoya à Avesnes ; quelques-uns arrivèrent même à Paris, criant à la trahison et y rapportant contre leurs chefs incapables ces sentiments de méfiance, de mépris et de haine, qui eurent une si pernicieuse influence sur l'esprit de l'armée et de la population de Paris.

Nos prisonniers, renfermés dans les boues de la presqu'île d'Iges, eurent beaucoup à souffrir de la pluie, du froid et surtout de la faim. Les paysans français se montrèrent d'une rapacité ignoble : un officier de cuirassiers paya plusieurs fois à ces misérables la livre de pain *dix francs !* En même temps que nos soldats mouraient de faim dans la boue, dix mille chevaux abandonnés parcouraient le pays en bandes énormes. Semblables à des ouragans, ces cohues sauvages renversaient tout sur

[1] La perte des Allemands a été d'environ 10,000 hommes.

leur passage, ou s'arrêtaient pour combattre entre elles, précipitant les vaincus dans la Meuse.

L'Empereur s'était rendu au quartier général du roi de Prusse et avait eu d'abord un entretien avec M. de Bismarck. Il refusa de faire la paix, disant qu'étant prisonnier, il ne pouvait traiter. Voici comment M. de Bismark apprécie le refus de l'Empereur de faire la paix : « Nous espérions qu'à Sedan il aurait consenti à traiter. C'était son devoir. Il a préféré réserver son intérêt personnel de souverain. La France expie cruellement cet égoïsme. Nous en avons aussi beaucoup souffert[1]. »

On doit approuver sans restriction ce refus de faire la paix; mais l'Empereur eut le tort de déclarer qu'il n'avait pas voulu personnellement la guerre, et qu'il y avait été contraint par l'opinion publique.

Après une entrevue avec le roi de Prusse, l'Empereur fut envoyé au château de Wilhelmshœhe, dans la Hesse, où il arriva le 5 septembre.

Un seul corps échappa au désastre: ce fut le 13e, commandé par le général Vinoy. Ce corps avait été envoyé à Mézières pour appuyer les opérations de Mac-Mahon; mais une seule de ses trois divisions était arrivée à Mézières le 31 août. Le général

[1] J. Favre, *Gouvernement de la défense nationale*, II, 391. — (Entrevue de MM. J. Favre et de Bismarck à Versailles, le 25 janvier 1871.)

Vinoy reçut de l'Empereur et de Mac-Mahon l'ordre d'y rester. Après Sedan, le général Vinoy prit son parti : dans la nuit du 1er au 2 septembre, il battit en retraite avec 10,000 hommes (division Blanchard) et 70 pièces de canon, mais avec peu de cartouches, et se dirigea sur Laon, en envoyant aux deux divisions qui s'avançaient l'ordre de rétrograder sur cette ville.

La retraite fut rapidement et bien conduite : on passa par Saulce-aux-Bois, Chaumont-Porcien et Seraincourt. Vivement poursuivie par le 6e corps prussien et surtout par la cavalerie, la division Blanchard marcha nuit et jour, malgré le mauvais temps, le peu de solidité de ses jeunes soldats et leur extrême fatigue. On évita constamment l'ennemi, qui, malgré ses efforts, ne put nous atteindre nulle part ; enfin, on arriva le 3 au soir à Montcornet, après une étape de seize heures. L'ennemi n'avait pu nous suivre, et dès lors nous étions hors de son atteinte.

Le général Vinoy put arriver librement à Laon et de là à Paris avec ses deux autres divisions qu'il avait ralliées. Le corps entier était revenu à Paris le 9 septembre. Grâce à l'habileté de sa retraite, le général Vinoy avait sauvé un corps de troupes que les Prussiens avaient un intérêt majeur à détruire ; car à ce moment c'était la seule troupe organisée qui se trouvât à Paris, et, pour tout

dire, la seule force sérieuse qui existât encore en France.

Pour terminer ce chapitre, nous citerons la lettre écrite par Napoléon au général anglais Burgoyne. Elle résume parfaitement l'histoire de cette triste campagne.

Wilhelmshœhe, 29 octobre 1870.

Je viens de recevoir votre lettre qui m'a fait le plus grand plaisir, parce qu'elle est une preuve touchante de votre sympathie pour moi, et, ensuite, parce que votre nom me rappelle le temps heureux et glorieux où nos deux armées combattaient ensemble pour la même cause.

Vous qui êtes le de Moltke de l'Angleterre, vous aurez compris que nos désastres viennent de cette circonstance que les Prussiens ont été plus tôt prêts que nous, et que, pour ainsi dire, ils nous ont surpris en flagrant délit de formation. L'offensive m'était devenue impossible ; je me suis résolu à la défensive. Mais empêché par des complications politiques, la marche en arrière a été arrêtée, puis est devenue impossible.

Revenu à Châlons, j'ai voulu conduire la dernière armée qui nous restait à Paris ; mais là encore des complications politiques nous ont forcés à faire la marche la plus imprudente et la moins stratégique, qui a fini par le désastre de Sedan.

Voilà, en peu de mots, ce qu'a été la malheureuse campagne de 1870. Je tenais à vous donner ces explications, parce que je tiens à votre estime.

Napoléon.

CHAPITRE VII

RÉVOLUTION DU 4 SEPTEMBRE

Tout le monde fut consterné et indigné en apprenant la catastrophe de Sedan[1]. Notre vieille gloire militaire, notre prestige étaient anéantis par une série de fautes sans précédents peut-être dans l'histoire.

Depuis Wissembourg, l'Empire s'écroulait peu à peu à chaque nouveau désastre ; Sedan compléta cet effondrement et fit éclater la révolution du 4 Septembre. Dès les premiers revers, tous les partis, l'opposition républicaine et les révolutionnaires, s'étaient préparés à renverser l'Empire et à recueillir sa succession. Le complot démagogique et socialiste, dirigé par le comité de la rue de la Sourdière, où se trouvaient Blanqui, Delescluze et quelques députés de l'extrême gauche, éclata le

[1] La nouvelle officielle en arriva à Paris le 3, vers cinq heures.

premier. Le 9 août, jour de la réunion des Chambres, les révolutionnaires se préparaient à envahir le Corps législatif et à renverser le gouvernement ; mais le maréchal Baraguey-d'Hilliers empêcha, par son attitude énergique, le coup de main de s'accomplir et sauva la Chambre. Deux jours après, à la suite de dissentiments avec le général Palikao, le maréchal donna sa démission. Le 14, Blanqui et son lieutenant Eudes prirent les armes à la Villette et assassinèrent quelques malheureux soldats : ils comptaient entraîner les masses populaires de ces quartiers turbulents et mal famés, mais leur tentative fut immédiatement réprimée. Le 18, le général Trochu, nouveau gouverneur de Paris, publia une proclamation dans laquelle, oubliant le principe éternel : *Timor Domini, initium sapientiæ,* il exposait sa ridicule théorie de la force morale et laissait le champ libre aux démagogues, parfaitement décidés à ne reconnaître d'autre force que celle des coups de fusil. Disons-le en passant, c'est cette théorie qui perdra plus tard le gouvernement du général Trochu.

Le 3 septembre, aussitôt que l'on connut les premières nouvelles de Sedan, le comité de la rue de la Sourdière décida un grand mouvement pour le lendemain et résolut de s'emparer du pouvoir. L'opposition, à la Chambre, travaillait de son mieux à la réussite du complot : elle avait exigé et obtenu

le départ de toutes les troupes de Paris et l'armement de « toute la population virile », c'est-à-dire des bandes révolutionnaires. Le ministère avait imprudemment envoyé Mac-Mahon au secours de Bazaine, Vinoy au secours de Mac-Mahon, et avait ainsi livré Paris à la Révolution.

Pendant que le comité de la rue de la Sourdière se préparait à agir, le gouvernement et la Chambre, étaient en désarroi ; la Régence ne prenait aucune mesure bien décidée [1] ; elle proposait de remettre les pouvoirs au Corps législatif ; Palikao aurait le titre de lieutenant général et nommerait les ministres. Mais l'opposition exigeait l'abdication de l'Impératrice, la déchéance de l'Empire et la formation d'un gouvernement provisoire. De son côté, M. Thiers proposait de déclarer le trône vacant, de former une commission de gouvernement dans la Chambre, de signer un armistice et de convoquer une nouvelle assemblée : la Révolution se ferait ainsi dans le Palais-Bourbon au lieu de se faire dans la rue. On perdit le temps à discuter, sans parvenir à se mettre d'accord, et l'on discutait encore, en vrais Byzantins, quand la foule envahit la Chambre et renversa le gouvernement.

En effet, des masses composées d'ouvriers, de badauds et de curieux, cortège ordinaire et obligé des

[1] La troupe était irritée contre l'Empereur qui avait capitulé et rendu son épée ; il était impossible de compter sur elle.

conspirateurs, s'avançaient sans armes et criant : « La déchéance ! » puis derrière eux venaient les bataillons en armes de Belleville, la Villette et Ménilmontant, protégés par cette foule épaisse de bourgeois imbéciles qui se croient obligés, tous les quinze ou vingt ans, de servir d'avant-garde et de bouclier à leurs ennemis bien connus, mais qui ne peuvent résister au plaisir de donner une leçon au pouvoir ou de le renverser. La foule s'amoncelait sur la place de la Concorde, mais les troupes de police lui barraient le passage ; les députés de l'opposition obtinrent du général Caussade, qui était chargé de la défense du Corps législatif, de faire retirer les troupes de police, qui défendaient la place de la Concorde, et la garde de Paris, qui occupait la place de Bourgogne. A peine ces troupes, les seules qui voulussent se défendre, furent-elles parties, que la Chambre fut envahie.

Au milieu du tumulte, M. Gambetta proclama la République, et déclara qu'un gouvernement provisoire allait être établi à l'Hôtel-de-Ville. Quand les députés de l'opposition y arrivèrent, ils trouvèrent déjà installés Delescluze, Félix Pyat, Blanqui, Millière, etc., qui organisaient leur gouvernement, et ils ne purent les évincer que grâce à la grande popularité de M. Jules Favre et par une manœuvre assez habile, qui consista à former le nouveau gouvernement avec les députés de Paris, moyen simple

de mettre dehors tous les démagogues, sauf Rochefort. Si l'opposition n'avait pas pris le pouvoir à l'Hôtel-de-Ville, il est certain que Blanqui y installait la Commune dès le 4 Septembre, et la France risquait de périr dans cette crise. Mais, mise de côté le 4 Septembre, la Commune ne renoncera pas à ses coupables desseins ; elle essaiera, au 31 Octobre, d'usurper l'autorité, et deviendra maîtresse le 18 Mars[1].

Le nouveau gouvernement prit le nom de gouvernement de la Défense nationale. Il se composait des neuf députés de Paris et de MM. Ernest Picard et Jules Simon, qui avaient été nommés à Paris, mais avaient opté pour les départements. Le président du gouvernement était le général Trochu, dont on ne comprenait pas la présence au milieu de ce groupe de républicains[2]. Les ministres, dont

[1] La révolution démagogique éclatait en même temps à Lyon et à Marseille, où elle proclamait la république et arborait le drapeau rouge.

[2] Le général Trochu avait été nommé gouverneur de Paris par l'Empereur. Il avait ramené de Châlons les 18,000 gardes mobiles de Paris, troupe indisciplinée qui ne pouvait servir que la cause révolutionnaire, et il avait eu l'imprudence de leur dire que leur *droit* était de revenir à Paris. Palikao, justement irrité de ce langage, avait reproché au nouveau gouverneur de prêcher à l'armée la sédition et la désobéissance en lui parlant de ses droits. Toujours prêt à écrire des proclamations ou à faire des discours, le général Trochu avait fait ensuite la proclamation dans laquelle il exposait la théorie de la force morale. Il s'était ainsi compromis auprès des gens sérieux ; le gouvernement le tint dès lors en suspicion et dans l'isolement, et rendit à peu près nulles ses fonctions de gouverneur de Paris. Le général Trochu, mis de côté,

plusieurs étaient membres du gouvernement, furent : Jules Favre, aux affaires étrangères ; Gambetta, à l'intérieur ; le général Le Flô, à la guerre ; Ernest Picard, aux finances ; Dorian, aux travaux publics ; Magnin, à l'agriculture et au commerce ; Jules Simon à l'instruction publique ; l'amiral Fourichon, à la marine ; Crémieux, à la justice. MM. Rochefort, Garnier-Pagès, Pelletan, Glais-Bizoin et Emmanuel Arago ne reçurent aucun portefeuille. « Avec un gouvernement composé de dix avocats, on avait, pour correctif, la chance de le voir présidé par un militaire, et c'était justement le militaire qui parlait le plus [1] ».

Il est certain que la révolution du 4 septembre, faite en face de l'étranger, aggravait la situation du pays. Elle acheva de désorganiser l'administration ; elle fit éclater l'anarchie dans tout le Midi et donna une mauvaise situation diplomatique à la France au milieu de l'Europe conservatrice. « Mais il serait souverainement injuste d'en rendre responsables d'autres que ceux qui, sans préparatifs suffisants, ont déclaré une guerre à jamais néfaste,

devint d'abord indifférent, puis il s'irrita, et enfin il entra dans le gouvernement du 4 Septembre, où il se flatta de jouer un rôle utile à son pays. Il était cependant étrange, ainsi que l'a dit M. Jules Brame dans sa déposition devant la commission d'enquête, que le même homme qui s'était levé gouverneur de Paris, ayant prêté serment à l'Empire, se couchât chef d'un autre gouvernement, sans avoir été relevé de sa parole.

[1] John Lemoinne, *Débats* du 11 novembre 1871.

et qui, perdant tout sang-froid dès les premiers revers, ont par des proclamations affolées jeté dans un désarroi moral absolu le pays qu'ils avaient bercé d'abord de vaines espérances[1]. »

Qui pourrait affirmer, en effet, que l'Empire, signant la paix après Sedan, abandonnant à la Prusse l'Alsace et 3 milliards[2], aurait pu continuer à exister, étant données la faiblesse et la désorganisation antérieures à la guerre? La vérité est que la situation déplorable faite à la France par le 4 Septembre est le résultat inévitable des fautes de l'Empire, de l'opposition, des révolutionnaires, de la presse et du pays, qui ont tous à se reprocher une part plus ou moins grande dans cette catastrophe.

Le nouveau gouvernement fit, dès les premiers moments, des concessions aux révolutionnaires les plus avancés, pour avoir leur appui et se maintenir au pouvoir; il commit l'acte détestable de mettre en liberté Mégy et Eudes, condamnés pour avoir assassiné, le premier un sergent de ville, le second un pompier dans une des émeutes dont on a parlé précédemment. Pendant toute sa durée, le gouvernement de la Défense nationale fut dominé par le parti révolutionnaire, que son origine illégale et ses rela-

[1] Rapport à l'Assemblée nationale sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, par M. de Sugny.

[2] Telles sont certainement les exigences de la Prusse après Sedan.

tions ne lui permettaient pas de combattre résolûment. Il annonça de prochaines élections, qui permettraient à la France de manifester sa volonté; mais il ne convoqua pas les électeurs. De tous ses torts, celui-ci est incontestablement le plus grave[1].

Etant donné qu'on avait renversé, devant l'ennemi, le gouvernement existant, la dictature d'une assemblée nationale était la seule qui devait et pouvait disposer des forces vives du pays, pour les opposer énergiquement à l'invasion et faire fléchir toutes les résistances devant la suprême nécessité du salut public.

Pendant ce temps, le prince royal de Prusse reprenait sa marche sur Paris, qui se préparait activement à arrêter l'ennemi en l'obligeant, ce à quoi

[1] Un décret du 8 septembre convoquait les électeurs pour le 16 octobre ; un second décret, du 17 septembre, avança les élections au 2 octobre ; un troisième décret, en date du 24 septembre, les ajourna indéfiniment. M. Ernest Picard, la meilleure tête politique du 4 Septembre, et M. J. Favre voulaient les élections ; MM. Gambetta et J. Simon y furent toujours opposés ; le général Trochu, qui les demandait au début, les repoussa plus tard. La capitulation de Metz remit les élections sur le tapis (11 et 12 novembre). MM. J. Favre et E. Picard revinrent à la charge : le premier disait, avec raison, que la prise de Metz avait empiré la situation et faisait prévoir le sort de Paris ; « en cas d'échec à Paris, le péril sera énorme, ajoutait-il, puisque la France sans représentants sera à la merci du vainqueur. » M. Picard appuyait la proposition de M. J. Favre, en disant qu'il n'y avait que deux issues à prévoir : la paix ou la capitulation forcée, et qu'il était évident qu'on s'acheminait vers la seconde. Mais on avait attendu trop tard, et il était devenu impossible ou bien difficile de faire les élections sans armistice. (*Rapport de M. Chaper.*)

il ne s'attendait pas, à faire le blocus de cette grande forteresse pendant cinq mois.

Quoi qu'on puisse dire sur les dépenses et les malheurs que la continuation de la guerre a entraînés, quoi qu'on puisse penser sur les hommes du 4 Septembre, il faut approuver leur résolution de continuer la guerre et de ne pas signer la paix sur la honte de Sedan. Ces cinq mois de luttes malheureuses, mais énergiques, ont compromis, j'en conviens, les finances du pays : en revanche, ces luttes ont sauvé l'honneur de la France; elles ont ramené sur elle l'estime de l'étranger et les sympathies même de l'Angleterre; elles ont constaté la force et la virilité de notre pays, qui seul en Europe était capable de faire une pareille résistance; elles ont fait payer plus cher à l'ennemi les résultats de sa victoire, et elles nous permettent de dire encore une fois que tout a été perdu fors l'honneur.

CHAPITRE VIII

BLOCUS DE PARIS

Une heure après la signature de la capitulation de Sedan (2 septembre), les armées du prince royal de Prusse et du prince royal de Saxe recevaient l'ordre de marcher sur Paris, et, le 3, elles commencèrent leur mouvement. Le prince de Saxe était à droite et s'avançait par les trois routes de Creil, de Compiègne et de Soissons ; le prince de Prusse était à gauche et marchait par Attigny, Reims, Epernay, Montmirail, Coulommiers et Créteil, où il y eut un engagement le 17 septembre ; il passa la Seine près de Villeneuve-Saint-Georges sur plusieurs ponts de bateaux. Le prince de Prusse devait occuper la rive gauche de la Seine, le prince de Saxe la rive droite, et les deux armées se joindre à Argenteuil [1].

[1] Au 19 septembre, les Prussiens avaient devant Paris les

La solidité des armées allemandes, l'arrivée continuelle et rapide des réserves et de la landwehr, et l'anarchie dans laquelle la France était plongée, permettaient au général de Moltke d'assiéger Strasbourg et quelques autres places moins importantes, et en même temps d'investir Metz et l'armée du maréchal Bazaine, de bloquer Paris et de garder solidement ses communications avec l'Allemagne [1] : effort gigantesque, auquel à ce moment nous n'avions à opposer que la résistance de Paris.

Quand les Prussiens investirent Paris, la défense était encore très-incomplète ; cependant on avait su mettre à profit le temps qu'ils avaient employé à la campagne de Sedan, et de grands travaux avaient été exécutés, sous la direction du général de Chabaud-la-Tour, par le génie militaire et le génie auxiliaire [2], pour fermer les portes de Paris, mettre en état le fossé et le glacis, et construire de nom-

4e, 5e, 6e et 11e corps prussiens, la garde, le 12e corps (Saxons), le 2e corps bavarois, la division wurtembergeoise, les 2e, 4e, 5e et 6e divisions de cavalerie : en tout 180.000 hommes et 622 canons. On voit immédiatement quelles eussent été nos chances, si l'armée de Sedan se fût repliée sur Paris. Plus tard, l'armée d'investissement reçut des troupes de remplacement et le 1er corps bavarois.

[1] A la fin d'octobre, les troupes d'étapes et de garnison chargées de garder les communications comptaient 85 bataillons (à 1200 hommes), 33 escadrons et 9 batteries. Le soin de couvrir les communications fut confié aux gouverneurs généraux de l'Alsace, de la Lorraine, de Reims et de Versailles. Les voies ferrées servaient aux transports de l'armée prussienne depuis Berlin jusqu'à Lagny.

[2] Ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, et leurs agents.

breuses redoutes [1], — et par l'artillerie, sous la direction du général Guiod, pour mettre le rempart en état de défense, faire les embrasures, les plates-formes, les abris blindés, les traverses, les pare-éclats, les magasins, et mettre en batterie sur les remparts de la ville et des forts 2700 pièces de siège, de place et de marine, approvisionnées à 400 coups par pièce. L'amiral Rigault de Genouilly avait fait venir des arsenaux de la marine des pièces à longue portée (7500 m.) et 2000 canonniers marins, pointeurs exercés et vigoureux soldats, qui furent l'âme de la défense.

Des approvisionnements considérables furent rassemblés, « d'une manière vraiment surprenante », dit un officier prussien, par les soins de M. Clément Duvernois et de l'administration de la guerre, dirigée par l'intendant Perrier, qui avait acheté en France et en Angleterre pour 150 millions de vivres de toutes sortes [2]. Quand l'admininistration civile, après soixante-cinq jours de blocus, n'eut plus rien à donner à manger à la population de Paris, l'administration militaire lui fournit des

[1] En même temps les révolutionnaires, qui s'occupaient de toute autre chose que de la guerre contre la Prusse, préparèrent aussi leurs fortifications pour le jour où ils livreraient bataille à l'ordre social. Ils organisèrent la commission des barricades, « usine ténébreuse, » dont les travailleurs et les meneurs se tenaient prêts à servir au premier signal les intérêts de la démagogie.

[2] Il s'agissait en effet de nourrir au moins 2,200,000 hommes, en comprenant l'armée et les réfugiés de la banlieue (200,000).

vivres et la nourrit pendant soixante et onze jours [1]. M. Clément Duvernois avait réuni à Paris de grandes quantités de blé [2], de farine, de riz, d'avoine, de fourrages, 40,000 bœufs, 250,000 moutons, 6000 porcs. Paris renfermait 100,000 chevaux, dont 67,000 devaient être mangés [3].

La garnison se composait du 13e corps (Vinoy) et du 14e corps (Ducrot), ce dernier en voie de formation [4] ; de 100,000 mobiles de province, qui furent organisés en régiments et devinrent d'assez bons soldats [5] ; de 18 bataillons de la mobile de Paris, dont la plupart ne valurent jamais rien [6] ; de

[1] L'administration militaire distribua 363 millions de rations de toute espèce : pain, biscuit, riz, viandes fraîches, conservées ou salées, morue, fromage, légumes conservés, vin, eau-de-vie, café, sucre, sel. — Au moment de l'armistice, les forts étaient encore pleins de vivres, qu'on abandonna en partie aux Prussiens, faute de moyens de transport.

[2] M. Clément Duvernois avait fait un approvisionnement extraordinaire de blé pour deux mois ; avec les approvisionnements ordinaires de la boulangerie, du commerce et des particuliers, on avait du pain pour quatre mois. Le gouvernement du 4 Septembre n'a jamais su au juste pour combien de temps il avait de vivres, ce qui a exercé une fâcheuse influence sur les opérations des armées de province.

[3] Voy. Sarrepont, *Histoire de la défense de Paris*, 1 vol. in-8°, p. 188 et suivantes.

[4] Ces deux corps ont été créés par Palikao.

[5] Ces 100,000 mobiles avaient été appelés à Paris et organisés par M. Chevreau, dernier ministre de l'Intérieur de l'Empire.

[6] Le plus grand nombre de ces bataillons était très indiscipliné ; les hommes refusaient d'obéir, quelques-uns se livraient à des actes de pillage et de dévastation. Pour rétablir la discipline dans la mobile de Paris, M. Gambetta fit décider, le 19 septembre, qu'on procéderait à de nouvelles élections, « afin d'enlever les prétextes aux malveillants », et l'on étendit cette mesure absurde

2000 canonniers marins ; de 8000 fusiliers marins ; de 11,000 gendarmes, gardes de Paris, sergents de ville, pompiers, douaniers et gardes forestiers; d'une division de cavalerie et de la gendarmerie à cheval ; de 124 batteries avec 800 bouches à feu. Le total de l'armée était d'environ 200,000 hommes, dont, au 19 septembre, plus des trois quarts n'étaient pas organisés et ne pouvaient être engagés contre l'armée prussienne avant un mois [1]. La défense disposait encore d'une flotille de 20 canonnières blindées.

A ces forces on se plaît quelquefois à ajouter 360,000 gardes nationaux : si bien qu'en présence de ce total de 560,000 hommes vaincus par 200,000 Prussiens, le cri de trahison se fait entendre aussitôt. La garde nationale et les volontaires sont au nombre de ces choses chimériques auxquelles la naïveté publique, trompée par les déclamations des avocats et des journalistes, attribue une importance et une utilité qu'elles n'ont pas. C'est, dit-on, la nation armée et invincible, c'est le patriotisme indomptable, c'est la liberté victorieuse, et par-des-

à tous les bataillons de mobiles de province qui étaient à Paris. Le 20 septembre, malgré l'opposition du général Le Flô, on procéda aux nouvelles élections et l'on désorganisa les cadres de ces régiments, qui commençaient à peine à se former.

[1] Il faut avoir soin de dire que l'habile intendant militaire, M. Blondeau, se distingua par son activité à habiller, équiper et armer les troupes régulières, les mobiles et la garde nationale.

sus tout, ce sont des baïonnettes intelligentes ! En réalité, la garde nationale est une foule inutile, quand elle n'est pas dangereuse. Le petit nombre est plein de bonne volonté, et le reste ne vaut rien ou peu de chose. Instrument révolutionnaire avant tout, la garde nationale est absolument impropre à faire la guerre : je dis la guerre sérieuse, dure, avec toutes ses obligations, ses fatigues et la discipline sévère qu'elle exige. Il y avait à Paris, sous l'Empire, 60 bataillons de garde nationale (40,000 hommes), inexpérimentés, mais bien composés et comprenant l'élite de la population. On pouvait augmenter cette force, l'instruire et lui faire faire d'abord un service de garde; plus tard on aurait pu en tirer quelques bataillons de guerre, braves et assez disciplinés pour se rendre utiles devant l'ennemi. Mais le 4 Septembre voulut armer toute la population. De 60 bataillons la garde nationale fut portée à 266. Tout le monde y entra : étrangers, 25,000 repris de justice [1], 40,000 sectaires membres de sociétés secrètes, capables de tout, excepté d'aller au feu, vagabonds, drôles de toute sorte. Le plus grand nombre ne sut que boire et jouer au bouchon. L'organisation de la garde nationale, confiée aux mairies [2], fut faite de la ma-

[1] Quelques-uns disent 40,000.

[2] Dont plusieurs étaient entre les mains du parti révolutionnaire ou de ses complices.

nière la plus déplorable : non seulement on inscrivit, mais, ce qui était plus dangereux, on arma tout le monde sans examen, et les « gredins » eurent chacun plus d'un fusil. Les élections aux grades d'officiers produisirent dans beaucoup de bataillons les choix les plus indignes. La Commune organisait dès lors ses bandes et y plaçait ses affidés.

Compter ces 360,000 hommes comme une force réelle, vouloir faire avec eux la « sortie torrentielle, » sont des apophthegmes à l'usage des journaux et des clubs rouges, mais seulement à leur usage. En réalité, au mois de décembre, il y eut 80 bataillons de marche (40,000 hommes) formés, organisés et en état de faire, sinon un vrai service de guerre, du moins quelque chose de sérieux. En tout, le général Trochu n'avait pas plus de 250,000 hommes.

Les corps francs, comme la garde nationale, se composaient de quelques corps bien recrutés et très-dévoués, mais surtout de maraudeurs. Les femmes voulurent aussi former des corps francs, et il fut question un moment de créer le corps des « zouaves de rempart ». Ce ne fut toutefois que pendant la Commune que les corps francs féminins s'organisèrent.

Pendant le blocus, l'artillerie [1] et l'industrie

[1] Ancien atelier de Meudon.

privée, très-habilement employée par M. Dorian, fondirent 230 canons de 7 et fabriquèrent affûts, caissons, 230,000 obus, fusées à obus, boîtes à mitraille, poudre, cartouches et gargousses, wagons blindés, fusils à tabatière, chassepots, etc. Des ateliers pour la réparation des armes furent établis. Ces grands travaux furent dirigés par des commissions composées d'officiers d'artillerie et d'ingénieurs, et exécutés dans plusieurs grandes usines[1], dans les ateliers des compagnies de chemins de fer transformés en fabriques d'engins militaires, dans les ateliers créés au Louvre, dans les fonderies de l'industrie. Les matières nécessaires, le bronze, la fonte et le salpêtre, ne manquaient pas ; seul, l'acier faisait défaut : on s'en procura en fondant des outils. Plus on constate les ressources et l'activité du Paris industriel, plus on est affligé de le voir tombé dans les mains débiles et ineptes qui le dirigeaient depuis le 4 septembre.

Les forts de Paris, construits il y a trente ans, à une époque où l'artillerie ne portait pas à plus de 1600 mètres, ne peuvent plus actuellement défendre la ville contre un bombardement. La véritable ligne de défense de Paris se trouve aujourd'hui sur les hauteurs d'Orgemont, au nord ; sur les plateaux de la Jonchère, de la Bergerie, de Garches et de Saint-

[1] Celles de M. Cail entre autres.

Cucufa, à l'ouest; sur les hauteurs de Châtillon, de Fontenay-aux-Roses, de l'Hay, de Chevilly et de Thiais, au sud, et sur celle de Cœuilly, d'Avron, à l'est, et de Montmorency, au nord-est. Il aurait fallu pouvoir occuper et défendre toute cette ligne; mais le général Trochu avait trop peu de soldats pour le faire, et, sauf Châtillon, qu'il esaya de conserver, il fut obligé de laisser les Prussiens s'emparer de toutes les positions dominantes [1]; ils les occupèrent dès le premier jour, avec une connaissance des localités qui atteste de longues études antérieures. En possession de ces points, qu'ils couvrirent plus tard de batteries habilement placées, les Prussiens étaient les maîtres de la situation; ils n'eurent qu'à investir étroitement la place, comme ils avaient fait à Metz, repousser les attaques que l'on dirigea contre eux et attendre que Paris capitulât.

Le général Trochu, à qui allait échoir l'honneur de défendre Paris, n'était pas l'homme qu'il aurait fallu pour remplir une tâche pareille. Esprit critique avant tout, orateur éloquent et écrivain distingué, mais abusant de sa parole facile et agréable, comme de sa plume élégante, plein d'infatuation, le

[1] Si l'armée de Châlons fût revenue à Paris, on aurait pu défendre ces hauteurs et rendre le blocus ou le siége impossibles, et la guerre prenait une tout autre tournure. — Aujourd'hui toutes ces hauteurs sont fortifiées.

général Trochu manquait de cette énergie opiniâtre, brutale quelquefois, qui caractérisait le maréchal Pélissier et qui eût été indispensable pour défendre Paris, comme elle avait été nécessaire pour prendre Sébastopol. Le président du nouveau gouvernement n'avait aucune suite dans les idées : ainsi le 19 septembre, il croit que Paris va être enlevé ; le 9 et le 13 octobre, il affirme que Paris est invincible ; le 27, il déclare que ce n'est pas la France qui sauvera Paris, mais Paris qui sauvera la France ; puis le 12 novembre, il changeait d'avis et disait que la résistance de Paris sans armée de secours était une héroïque folie, qu'il fallait faire pour sauver l'honneur [1]. Les opérations du général Trochu furent toujours indécises, molles et décousues. Une attaque est-elle ordonnée, les positions sont-elles enlevées, aussitôt elles sont abandonnées et l'on bat en retraite. Le moral du soldat s'affaiblissait ainsi, en voyant l'inutilité des sacrifices qu'on lui demandait. A l'exception de la bataille de la Marne, les sorties se font sans énergie, parce que l'opinion du général était qu'il fallait se contenter de « chicaner l'ennemi ». Il était partisan de la guerre et s'opposait à toute idée de paix, tout en étant convaincu que la guerre en province et la résistence de Paris devaient être inutiles.

[1] Voir le rapport de M. Chaper sur les délibérations du gouvernement de la Défense nationale.

Le projet d'aller à Rouen excepté [1], le général Trochu n'eut jamais d'idée bien arrêtée, et pendant qu'il préparait la mise à exécution de ce plan, les Prussiens eurent le temps de se fortifier autour de Paris d'une façon presque inexpugnable. Ces travaux de fortification accomplis, et la sortie de vive force devenue impossible, il n'y avait plus qu'une manière d'attaquer les Prussiens : c'était de choisir quelques points, Châtillon et Buzenval par exemple, d'assiéger ces positions pour les reprendre, de procéder par des travaux de contre-attaque et de rompre la ligne d'investissement en se servant de la pelle et de la pioche avant de lancer les troupes à l'assaut [2]. Seul, le général Tripier fit devant les forts du sud de grands travaux de contre-attaque, qui les garantirent contre toute tentative de l'assiégeant et qui pouvaient servir, si on avait voulu les continuer, à la reprise de Châtillon.

Si la défense de Paris, au point de vue des sorties, a été médiocre, elle a été, en tant que « défense éloignée », très remarquable et de beaucoup supérieure à l'attaque : car, à l'exception du choix des positions occupées pour investir et brider Paris,

[1] Encore ce projet est-il du général Ducrot.

[2] Au 31 décembre, le gouvernement de la Défense nationale reconnaissait que l'ennemi s'était couvert d'ouvrages qu'il fallait assiéger, et que, pour faire des approches régulières, le temps manquait. Au 31 décembre, il était trop tard en effet ; mais pourquoi n'avoir pas commencé plus tôt? (*Rapport Chaper.*)

l'assiégeant n'a rien fait ; il s'est retranché et s'est défendu quand on l'a attaqué ; il a exécuté un bombardement inutile et a attendu quatre mois et demi que la famine ou l'émeute forçât la ville à se rendre. Cette longue inaction était une faute grave : car elle permettait à la France d'organiser de nouvelles armées, et il suffisait d'un succès sérieux obtenu par l'une de ces armées pour obliger les Prussiens à lever le siège.

Mais il est temps de sortir de ces généralités et de raconter l'histoire des événements, qu'elles serviront cependant à expliquer.

Le général Ducrot[1] avait fait adopter au général Trochu l'idée de défendre les hauteurs de Meudon et de Châtillon, qui dominent de très-près les forts de la rive gauche et Paris même. Dès le 17, Ducrot, avec 40,000 hommes et 100 pièces de canon (14e corps), alla s'établir à Bagneux, Châtillon et Clamart. Le 19, il prit l'offensive et attaqua brusquement le prince royal de Prusse, qui, en se portant sur Versailles et Saint-Germain par la vallée de la Bièvre, lui prêtait le flanc. Si nous réussissions à nous maintenir sur les hauteurs de Meudon et de Châtillon, et à conserver la redoute de Châtillon, encore inachevée, nous restions maîtres d'une position essentielle, qui aurait empêché plus tard les

[1] Arrivé le 15 à Paris.

Prussiens de bombarder la ville de Paris et qui rendait fort difficiles leurs communications entre Corbeil et Versailles, et menaçait leur situation à Versailles. A cinq heures du matin, le 14e corps s'ébranla ; Ducrot envoya une division au Petit-Bicêtre, à Villacoublay et à Vélizy, et occupa les crêtes des ravins de la Bièvre. De ces positions on pouvait écraser à coups de canon les colonnes de l'armée allemande dans la vallée de la Bièvre et arrêter leur marche. A peine la fusillade était-elle commencée, que 2000 zouaves[1] lâchent pied, se sauvent honteusement et rentrent dans Paris en criant à la trahison. D'autres soldats sont entraînés par la panique et les suivent ; le reste des troupes hésite et se replie. Ne pouvant plus prendre l'offensive, le général Ducrot se replia sur Fontenay-aux-Roses et Clamart, comptant se tenir sur la défensive et voulant avec raison conserver ces hauteurs. Un combat sérieux s'engagea contre le 5e corps prussien tout entier et une division bavaroise ; à midi, le feu des batteries prussiennes était éteint. Mais une division rentra à Paris sans ordre[2], abandonnant le général Ducrot en plein combat. Il fallut dès lors renoncer à défendre les hauteurs,

[1] Engagés volontaires, qui n'avaient du zouave que la chechia et le nom.

[2] Le général Ducrot voulut faire passer devant un conseil de guerre le général qui commandait cette division ; il ne put l'obtenir de la faiblesse du général Trochu.

évacuer la redoute de Châtillon, rentrer dans Paris et abandonner aux Prussiens des positions qu'on aurait dû conserver à tout prix. Ce combat, qui pouvait avoir des suites importantes, eut toujours cette conséquence de prouver à l'ennemi qu'il fallait renoncer à l'idée d'entrer à Paris sans coup férir, et de tenter contre les forts ou contre la ville une attaque de vive force.

Le 23 septembre, le général Vinoy (13e corps) reprit le plateau de Villejuif et les positions des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet; on y éleva depuis de grandes redoutes, qui rendirent des services importants à la défense. Ce succès détruisit dans Paris l'effet déplorable produit par la fuite de quelques misérables au combat de Châtillon.

Pendant ce temps, M. Jules Favre se rendait à Ferrières[1], le 19 septembre, et essayait d'ouvrir des négociations avec M. de Bismarck; les exigences des Prussiens, qui demandaient dès lors l'Alsace et la Lorraine, furent repoussées par M. Jules Favre, et la guerre continua.

M. Jules Favre avait déclaré que la France ne céderait ni un pouce de son territoire, ni une pierre de ses forteresses. On applaudit à cette déclaration, qui malheureusement devait rester vaine.

Quelques jours avant l'investissement de la capi-

[1] Château de M. de Rothschild, où le roi de Prusse avait établi son quartier général.

tale, MM. Crémieux, Fourichon et Glais-Bizoin avaient été envoyés à Tours pour organiser la défense dans les départements ; ils formèrent la délégation de Tours (16 septembre). Elle fut complétée le 10 octobre par l'arrivée de M. Gambetta[1], qui fut à la fois ministre de la Guerre et de l'Intérieur, et dans la personne duquel se concentra toute l'autorité de la délégation. Le gouvernement de Tours se mit à l'œuvre et rassembla des troupes. A la même époque, M. Jules Favre chargeait M. Thiers d'aller à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Florence, afin d'obtenir de ces divers cabinets une intervention en notre faveur ou un moyen d'entrer en négociation avec la Prusse. M. Thiers revenait à Paris lorsqu'éclata l'insurrection du 31 octobre ; nous reparlerons de lui tout à l'heure.

Les Prussiens avaient cru, au début, qu'ils deviendraient facilement et vite les maîtres de Paris, en prenant tout de suite un fort. « Nous pourrons nous contenter de prendre un fort, disait M. de Bismarck à M. Jules Favre, à Ferrières, et pas un d'eux ne peut résister plus de quatre jours. De ce fort nous dicterons la loi à Paris... Mais il nous sera peut-être plus commode de l'affamer ». L'espoir des Prussiens fut déçu. Le génie, l'artillerie et la

[1] Sorti de Paris en ballon.

marine avaient mis Paris et les forts à l'abri d'un coup de main, et quant à assiéger un fort sans grosse artillerie, la chose était impossible.

Les Prussiens paraissent avoir compté principalement sur l'appui que les Rouges ne manqueraient pas de leur donner, en renversant le gouvernement de la Défense nationale. M. de Bismarck disait encore à M. Jules Favre, à Ferrières : « Si dans quelques jours nous n'avons pas pris Paris, vous serez emportés par un mouvement populaire. » En effet, les révolutionnaires, comme l'avait annoncé M. de Bismarck, essayèrent, dès le 25 septembre, de s'emparer de l'Hôtel de Ville ; ils échouèrent et recommencèrent le 3 octobre ; ils échouèrent encore et revinrent à la charge le 8 octobre. Blanqui, Flourens, Cluseret et Millière arrivèrent avec leurs bandes à l'Hôtel de Ville pour y établir la Commune ; pour la troisième fois leurs tentatives avortèrent devant l'énergie du préfet de police, M. de Kératry[1]. Dès le lendemain, ne pouvant plus compter sur le renversement du gouvernement par les Rouges, M. de Bismarck fit faire des ouvertures indirectes à l'Hôtel de Ville par deux officiers américains qui rentraient à Paris ; il proposait un armistice pour toute la France, moins l'Alsace et la Lorraine, qui

[1] M. de Kératry voulut faire arrêter ces complices des Prussiens ; mais le gouvernement n'osa pas et blâma M. de Kératry, qui donna sa démission le 11 octobre.

déjà, dans sa pensée, étaient annexées à l'Allemagne; on ferait des élections et l'Assemblée se réunirait à Tours. M. Jules Favre refusa. Le 13, M. de Bismarck revint à la charge et fit faire de nouvelles communications par l'ambassadeur des Etats-Unis. Le général Trochu les fit repousser.

L'armée prussienne avait compté qu'elle prendrait tout de suite un fort : elle s'était trompée ; elle avait compté sur le triomphe des Rouges : trois fois ils avaient échoué. Il lui était impossible, faute d'artillerie de siège et de munitions, d'assiéger Paris ; elle était réduite à entreprendre un long blocus, pendant lequel l'armée de Paris allait s'organiser et la guerre s'allumer dans toute la France ; Metz tenait encore et personne ne savait qu'il dût tomber sans combat. Devant une pareille perspective, pleine d'incertitudes et de dangers, l'ennemi demandait à traiter ; nous étions les maîtres alors, bien mieux qu'au lendemain de Sedan, de discuter les conditions de la paix : ses embarras et les complications de la nouvelle guerre qui allait commencer nous faisaient une situation dont on aurait pu profiter, si on n'avait été résolu à ne pas se laisser démembrer tant qu'on pourrait combattre.

Dès ce moment, réduits à bloquer Paris, les Prussiens commencèrent à se fortifier sur les hauteurs qui formaient leurs lignes d'investissement, afin de repousser plus sûrement les sorties des Pa-

risiens. En même temps ils furent obligés, pour faire vivre leur armée, forte d'environ 200,000 hommes, d'étendre leur rayon d'approvisionnement jusqu'à Evreux, Dreux, Chartres, Orléans, Rouen, Amiens, Beauvais, Saint-Quentin. L'occupation de ces villes forma autour de Paris comme une seconde ligne d'investissement. Au début, ce fut leur cavalerie qui fut chargée d'éclairer les routes de Paris à Orléans, à Chartres, à Dreux, à Evreux, à Rouen et à Beauvais. Ces détachements eurent de nombreux engagements avec les mobiles et les francs-tireurs, à Toury, à Épernon, Maintenon et Ablis, à Chérisy, à Pacy-sur-Eure, à Clermont et à Montdidier. Tout le pays fut parcouru et occupé, dévasté, saccagé ou écrasé de réquisitions et d'amendes ; partout ces troupes, sales et toujours ivres, commirent des actes de pillage et de meurtre ; elles violèrent les femmes à Ablon et incendièrent Mézières (22 septembre) et Ablis (9 octobre). Cette conduite barbare avait pour but de frapper de terreur nos campagnes et d'empêcher la guerre nationale de se développer. Ce fut le contraire qui arriva : l'exemple d'Ablis n'empêcha pas l'héroïque ville de Châteaudun de se défendre, le 18 octobre, contre l'attaque de la division du général de Wittich. Treize cents hommes, francs tireurs et gardes nationaux, les premiers commandés par le comte de Lipowski, les seconds par M. de Testanière, se

défendirent toute la journée dans la ville barricadée ; mais le soir, les Prussiens s'emparèrent de Châteaudun, le brûlèrent au pétrole et y commirent les atrocités les plus sauvages.

Pendant ce temps, Paris attaquait l'ennemi à plusieurs reprises, mais sans but bien arrêté et sans résultats. On livrait le 30 septembre le combat de Chevilly-l'Hay-Thiais, où le général Guilhem fut tué ; le 13 octobre, Vinoy s'emparait de Bagneux ; de là, il voulait marcher sur Châtillon, s'en emparer, s'y fortifier et s'y maintenir à tout prix ; mais on abandonna Bagneux. Le 21 octobre, Ducrot chassait les Prussiens de Rueil et de la Malmaison, et commençait ce jour-là la mise à exécution d'un projet dont nous parlerons tout à l'heure. Le 28 octobre, on surprit les Prussiens au Bourget et on enleva ce village, mais on le laissa reprendre le 30. Bien que ces combats eussent refait le moral de notre armée, ils étaient sans résultats et mécontentaient la population, qui croyait, non sans raison, que cette manière de défendre Paris était insuffisante.

En effet, le général Trochu et le général Ducrot préparaient en secret un projet [1] sur lequel ils fondaient avec raison de grandes espérances et auquel ils sacrifiaient toute autre chose. Le général Trochu voulait faire sortir de Paris le général Ducrot

[1] Dont le général Ducrot était l'auteur.

avec une armée de 60,000 hommes, afin de ne pas immobiliser dans l'enceinte de la ville des forces aussi considérables que celles dont il disposait. Le général Ducrot, appuyé par les nombreuses redoutes établies dans la presqu'île de Gennevilliers, devait forcer le passage de la Seine à Bezons et gagner Pontoise par Cormeilles et Sannois ; l'enlèvement de ces hauteurs, encore peu fortifiées, devant être facilité par une diversion que ferait un corps de l'armée de Paris, qui se porterait de Saint-Denis sur Orgemont et Sannois. Arrivé à Pontoise, Ducrot se dirigera sur Rouen par les deux routes qui conduisent de Pontoise à Rouen et en longeant la Seine ; à Rouen, il établira son armée sur les plateaux de Boos et d'Oissel, position très-forte, couverte par l'Andelle et la Seine.

L'armée prussienne, qui compte devant Paris à ce moment environ 200,000 hommes, sera obligée de se couper en deux : une partie se mettra à la poursuite de Ducrot et l'autre restera devant Paris. Si le prince royal envoie contre Ducrot des forces considérables, il dégarnit ses lignes d'investissement à tel point, que Trochu pourra les forcer ; s'il veut au contraire, ce qui est probable, conserver des forces suffisantes dans ses lignes, il ne pourra envoyer contre Ducrot que des forces trop inférieures en nombre pour pouvoir être victorieuses. Donc Ducrot a de grandes chances de succès.

Une fois arrivé à Rouen, le général Ducrot se reliera à l'armée du Nord ; il recevra des renforts et formera une armée nombreuse, qui, s'appuyant aux places du Nord, se prolongera jusqu'à la Sambre et menacera les Prussiens sur leur flanc droit. La mer et la flotte assureront son approvisionnement en vivres, armes et munitions. Bref, on aura une forte armée en campagne, pouvant marcher ou essayer de marcher au secours de Paris, au lieu d'avoir des troupes enfermées dans Paris. D'un autre côté, une partie des troupes qu'on organise sur la Loire, au lieu de se concentrer à Orléans, s'étendra de Nevers à Belfort par le Morvan, Langres et Besançon, et devra agir sur le flanc gauche des Prussiens, en inquiétant et en attaquant sans relâche leurs lignes de communications. Dès la fin d'octobre ou le commencement de novembre, on ferait donc ce que Bourbaki a essayé de faire en janvier, quand il était trop tard. Le reste des troupes de la Loire et les nouvelles levées iront rejoindre Ducrot pour porter l'effectif de son armée à 200,000 hommes.

Il ne faut pas oublier de dire que Metz tenait encore et que le prince Frédéric-Charles était retenu devant Metz ; que dès lors on n'avait affaire qu'à l'armée d'investissement de Paris. Que serait-il arrivé si ce projet eût été mis à exécution ? On peut répondre seulement qu'il était fort sage, bien

conçu, bien étudié et qu'il avait des chances sérieuses de succès.

Le combat du 21 était le commencement de sa mise à exécution. Les Prussiens, en se défilant du feu du Mont-Valérien, s'étaient emparés de la Malmaison et d'une partie du village de Rueil ; s'ils continuaient à s'avancer, s'ils devenaient les maîtres de Rueil et de Nanterre, ils se trouveraient établis sur le flanc gauche de notre armée quand Ducrot voudrait passer la Seine à Bezons : dès lors ce passage, la première opération du projet, était compromis. Le général Ducrot, avec 10,000 hommes et 120 bouches à feu, attaqua les Prussiens le 21 octobre. Après un vif combat, ils furent chassés de Rueil et de la Malmaison, repoussés jusqu'à Saint-Cucufa et la Jonchère, et pris, dans Versailles, d'une panique et d'une fureur de déménagement dont les habitants de cette ville conserveront longtemps le joyeux souvenir. Le projet du général Trochu allait donc s'exécuter vers le milieu de novembre, quand M. Gambetta, avec lequel le général Trochu ne communiquait que très-imparfaitement[1], annonça la victoire de Coulmiers, la

[1] Il ne paraît pas qu'on se soit mis sérieusement d'accord à Paris et à Tours pour l'exécution de ce plan de sortie. Le général Trochu et M. E. Picard (*Dépositions devant la commission d'enquête*, p. 315 et 488) disent que le plan fut emporté à Tours par M. Ranc. M. Gambetta (*Dépositions, p. 561*) déclare que M. Ranc lui a en effet parlé d'un projet de sortie, mais sans détails. Or, il

marche de l'armée de la Loire sur Paris, demanda la coopération de l'armée de Paris et obligea ainsi le général Trochu à renoncer à ses desseins pour aller au-devant de l'armée de la Loire.

La population de Paris était mécontente, disions-nous tout à l'heure, de la façon dont elle voyait le général Trochu soutenir la lutte et des continuelles reculades que faisait l'armée après chaque combat. Les partis révolutionnaires résolurent de profiter du mécontentement général pour renverser le gouvernement du 4 Septembre, et donner le pouvoir à leurs chefs. Tout puissants dans les clubs, dans plusieurs mairies, dans les faubourgs, et maîtres d'une partie de la garde nationale, les Rouges dominaient le gouvernement, entravaient son action, perpétuaient l'anarchie, paralysaient la défense et étaient ouvertement en relations quotidiennes avec l'ennemi. Cependant le gouvernement de la Défense nationale tolérait ou subissait ces rébellions et ces trahisons manifestes, parce que, porté au pouvoir, le 4 Septembre, en partie par ces gens-là, il dépendait d'eux et n'avait pas l'énergie de s'affranchir de ce joug honteux.

Les chefs des partis révolutionnaires[1] avaient

paraît certain que le général Trochu avait exposé ses projets en détail devant M. Ranc, avant que ce dernier montât en ballon le 14 octobre, et lui avait donné la mission verbale d'en informer M. Gambetta.

[1] Les partis révolutionnaires comprennent : 1° les Blanquistes,

facilement recruté leur personnel parmi ces masses de déclassés et de bandits, de gredins et de repris de justice[1], qui fourmillaient dans le Paris impérial, devenu ville de luxe et de misère, et le foyer de toutes les corruptions ; ils trouvaient aussi de larges contingents chez les ouvriers, les petits bourgeois et les employés de toutes sortes, pervertis par la presse et les clubs. Aussitôt après la révolution du 4 Septembre, les meneurs se préparèrent à établir la Commune, mélange de la Commune jacobine de 1793 et des idées communistes modernes. En attendant l'occasion favorable, le parti créa, dans chaque arrondissement, des comités de défense, destinés à servir de centres où se traiteraient les affaires de la révolution sociale, qui seule préoccupait les chefs et leurs partisans. La guerre à outrance et les sorties demandées à grands cris n'étaient que des prétextes pour se préparer à la guerre sociale, la seule que la canaille voulût faire, parce que

audacieux communistes, dont le but est de détruire complètement la société actuelle et qui ne reculent devant aucun moyen : ce parti comptait 50 ou 60,000 sectaires obéissant à Blanqui ; les Garibaldiens s'y rattachaient ; Flourens, Tibaldi, Sapia, Dombrowski, Millière, peuvent être cités parmi les principaux lieutenants de Blanqui ; c'est le parti blanquiste qui a fait le 31 octobre ; — 2° les Jacobins, parti politique, non communiste, dirigé par Delescluze, peu nombreux, mais redoutable par sa sauvage énergie ; — 3° l'Internationale, qui n'a commencé à jouer directement un rôle politique qu'après la capitulation de Paris, et qui alors s'est alliée avec les Blanquistes.

[1] Le général Trochu a fait, à la tribune, l'incroyable aveu que les mairies avaient distribué des fusils à 25,000 repris de justice.

celle-là seule devait lui rapporter profit. La guerre contre l'ennemi n'était qu'un moyen pour armer et organiser en bataillons les bandes de la prochaine insurrection, pour s'emparer des mairies, partant de l'administration des quartiers insurrectionnels.

Cet Etat qui se créait dans l'Etat avait donc son armée, forte d'au moins 100,000 hommes, soldés par la Ville[1], son administration, ses comités secrets, ses journaux, ses clubs, et disposait de la moitié de Paris. Les journaux révolutionnaires sont d'une violence inouïe, mais les clubs les dépassent encore. La trahison est à l'ordre du jour, et il faut se venger des traîtres : moyen commode pour prêcher sans relâche la proscription et le pillage des riches, l'incendie, le vol, l'assassinat, la révolte, la désertion, l'athéisme, l'adultère et les doctrines les plus cyniques. Je ne puis que renvoyer au livre de M. de Molinari[2] les lecteurs curieux de se renseigner sur l'amas immonde de folies, de bêtises, d'infamies sans nom qui se débitaient dans les clubs. Vers la fin du siège, les clubs se tinrent à huis-clos et devinrent de véritables sociétés secrètes, dans lesquelles on acheva de préparer la guerre sociale, que les Rouges annonçaient hautement devoir suivre

[1] Les gardes nationaux touchaient 1 fr. 50 par jour ; s'ils avaient femme, 2 fr. 25.

[2] *Les clubs rouges.*

immédiatement la guerre contre les Prussiens, à laquelle, on ne saurait trop le dire, ils refusaient de prendre part.

Les clubs, en effet, défendent à leur public de s'inscrire dans les compagnies de volontaires ou dans les compagnies de marche, formées dans la garde nationale ; ceux qui en feront partie sont déclarés traîtres et vendus à la réaction. Pour expliquer une pareille défense, faite sous le feu de l'ennemi, on disait que le général Trochu voulait conduire les patriotes à l'abattoir. Les faits répondent aux doctrines. Les bataillons de faubouriens refusent de marcher à l'ennemi ou se sauvent aux premiers coups de fusil ; d'autres arrivent au rempart ou à la tranchée tellement ivres, qu'il faut les renvoyer à Paris ; le 201e bataillon, en pleine ivresse[1], pille l'église d'Issy et y commet les plus révoltants sacrilèges. L'immoralité et le cynisme des gens de Belleville étaient tels, que ceux de la Villette en étaient dégoûtés. Traduits devant la cour martiale et flétris pour leur lâcheté par le général Clément Thomas, les gredins l'ont assassiné le 18 mars.

Beaucoup servaient d'espions aux Prussiens, et, sous prétexte d'aller à la maraude, communiquaient chaque jour et ostensiblement avec l'ennemi aux

[1] L'ivrognerie prit des proportions effrayantes dans les classes populaires pendant le siège et surtout pendant la Commune.

avant-postes; ils lui apportaient les journaux de Paris, que le prince royal de Prusse et ses officiers lisaient régulièrement à Versailles, et lui faisaient connaître le mot d'ordre. Le général Trochu avait ordonné que les portes de Paris restassent ouvertes : maraudeurs, espions, entraient dans la place et en sortaient librement! On ne peut expliquer la faiblesse du gouvernement à l'égard du parti révolutionnaire, qui trahissait, qui préparait la guerre civile et qui ne trouvait à l'Hôtel de Ville aucune résistance. Les étrangers ne comprenaient rien à cette conduite. « Ce qui nous surprend, disait la *Presse* de Vienne, c'est que Trochu n'agisse pas avec plus d'énergie contre les émeutiers et ne les livre pas aux conseils de guerre. Sans un régime de fer établi dans Paris, le gouvernement provisoire est perdu. »

Mais le général Trochu ne croyait pas que l'on pût dompter la démagogie par la force matérielle : il persistait, malgré l'évidence, à ne lui opposer que la force morale, dont elle n'avait aucun souci; il pensait que, si on engageait la lutte avec les factieux, le siège ne pourrait durer; il voulait à tout prix éviter la guerre civile, et laisser ainsi libre carrière aux sectaires qui avaient organisé à Belleville une place d'armes où ils faisaient ce qu'ils voulaient, du haut de laquelle ils défiaient l'Hôtel de Ville, et dans laquelle ils se réfugiaient en cas

de besoin, certains d'y trouver un abri assuré. C'était ce repaire qu'il eût fallu détruire.

Il faut dire encore que le 4 Septembre avait fait disparaître la police, qu'il n'osait pas rétablir; qu'il n'y avait aucun moyen de répression; que la force armée était devant l'ennemi; que l'ancienne garde nationale était désorganisée; que la nouvelle était précisément la démagogie armée et enrégimentée, et que, devant la faiblesse et les craintes du gouvernement, les quelques hommes énergiques qui auraient été capables d'agir, se retirèrent ou perdirent confiance et laissèrent faire. Par exemple les cours martiales et les conseils de guerre acquittèrent sans exception tous les coupables qu'on fit passer devant eux.

Les Prussiens comptaient toujours que la populace de Paris ferait enfin une révolution qui leur permettrait de devenir les maîtres de la ville. Ce soulèvement attendu par l'ennemi éclata le 31 octobre. Les prétextes étaient la mollesse du général Trochu contre les Prussiens, l'échec du Bourget, la nouvelle de la capitulation de Metz, qui indigna tout Paris, enfin, l'arrivée de M. Thiers, qui venait avec l'appui des puissances neutres, proposer à M. de Bismarck un armistice, pendant lequel on élirait une assemblée nationale, tous prétextes bien choisis pour exploiter encore une fois l'ineptie politique de la bourgeoisie parisienne et l'entraîner,

comme d'habitude, à prendre part à une révolution dirigée contre elle.

En effet, la population de Paris ne comprit rien à la proposition d'armistice appuyée par les neutres; ignorante des formes de la diplomatie comme de toutes choses, et croyant tout savoir et tout comprendre, elle prit l'armistice pour une capitulation, s'en indigna et abandonna le gouvernement qui voulait commettre ce qu'on appelait une lâcheté. Tel était le résultat qu'on avait obtenu de l'intervention des foules dans l'exercice de la politique.

L'insurrection du 31 octobre eut des conséquences déplorables; mais, avant d'en parler, il faut s'arrêter un instant et raconter la fin de l'armée de Metz.

CHAPITRE IX

LA CAPITULATION DE METZ

I

LA CAPITULATION

Le 7 septembre, on apprit à Metz le désastre de Sedan et la révolution du 4 Septembre. Ce fut un cri d'indignation dans toute l'armée quand elle connut la honteuse capitulation de l'Empereur et de ses troupes. « Ah ! nous ne nous doutions pas alors qu'un jour viendrait où il nous faudrait être humbles vis-à-vis de ceux auxquels nous adressions de si sanglants reproches, où notre honneur serait englouti dans une catastrophe mille fois plus déplorable. Qui de nous pouvait prévoir que notre fin soulèverait les flots de l'indignation populaire, et qu'il nous serait donné de voir nos chefs bafoués

par les femmes de nos campagnes, et nous-mêmes insultés par nos propres concitoyens ? L'armée de Sedan succombait du moins sous le canon, après neuf heures de combat, tandis que nous devions périr sous le coup d'odieuses négociations, sans que l'ennemi nous fît même l'honneur de brûler sa poudre, de dépenser ses balles ni ses boulets [1]. »

Aussitôt que le désastre de Sedan lui fut connu, le maréchal en publia la nouvelle, mais en aggravant la situation, afin de jeter le découragement dans l'armée. La révolution du 4 septembre lui parut devoir faciliter l'accomplissement de ses desseins ; il lui parut que l'heure où il allait devenir l'arbitre des destinées du pays avait sonné, et il n'hésita pas à entrer en relations avec l'ennemi. Bazaine ne pensait pas que Paris se défendrait, il croyait au contraire, comme tant d'autres, comme les Prussiens eux-mêmes, que la guerre allait se terminer. Le moment de négocier était donc venu.

Sous prétexte d'avoir des nouvelles, il écrivit, le 16 septembre, au prince Frédéric-Charles. Il savait cependant tout ce qui s'était passé, mais c'était une manière d'entrer en relations, que l'ennemi accepta volontiers [2]. Le colonel Boyer, aide de camp du

[1] *Metz, campagne et négociations*, p. 190.

[2] Il faut dire dès à présent que le maréchal a brûlé toute sa correspondance avec le général prussien, que ces pièces essentielles ont manqué au procès, et qu'un profond mystère couvre toutes ces négociations criminelles.

maréchal, alla donc porter une lettre au prince Frédéric-Charles, en apparence pour lui demander des nouvelles, en réalité pour ouvrir des relations avec le général ennemi. Le prince donna les nouvelles demandées et remit des journaux, dans lesquels Bazaine trouva une décision grave du roi de Prusse.

Dès le 11 septembre, en effet, le gouvernement prussien établi à Reims avait publié dans les journaux de cette ville un communiqué, par lequel on informait la France que « les gouvernements allemands n'avaient pas reconnu jusqu'à présent d'autre gouvernement que celui de l'Empereur Napoléon, et qu'à leurs yeux le gouvernement impérial était le seul, jusqu'à nouvel ordre, qui fût autorisé à entrer dans des négociations d'un caractère national. » On ajoutait qu'il n'y avait aucune chance de faire la paix, tant qu'il n'y aurait pas en France un gouvernement reconnu par le pays, et qui pût être considéré comme agissant en son nom ; que les gouvernements allemands pourraient entrer en négociation avec l'empereur Napoléon, dont le gouvernement était jusqu'alors le seul reconnu, ou avec la régence instituée par la loi, et qu'ils « pourraient entrer en communication avec le maréchal Bazaine, qui tenait son commandement de l'Empereur. »

Le prince Frédéric-Charles se déclarait prêt et

autorisé [1] à faire toutes les communications que le maréchal pourrait désirer.

Bazaine ne pouvait recevoir une réponse plus conforme à ses désirs ; il se vit appelé à faire la paix et à restaurer l'Empire, et ne s'occupa plus que du nouveau rôle qu'il allait jouer.

Le 16, il avait fait un ordre du jour par lequel il reconnaissait le gouvernement de la Défense nationale ; il avait fait enlever des brevets de la Légion d'honneur les fleurons aux armes impériales et l'en-tête au nom de l'Empereur. Le 19, après avoir lu le communiqué de Reims, il fit rétablir les emblèmes impériaux.

Les relations entre les deux quartiers généraux devinrent suivies et fréquentes. Le fait est certain, mais toutes les pièces de cette correspondance ont été soigneusement détruites, et le maréchal a déclaré qu'il ne se souvenait plus de ce dont il était question. Le général Pourcet, dans son réquisi-

[1] Ce mot *autorisé* semble impliquer des relations antérieures. A une démarche imprévue, inattendue, on ne peut se dire autorisé à faire toutes les communications qu'on demandera. Le communiqué de Reims semble aussi établir qu'une correspondance antérieure à sa date (11 septembre) a existé entre Bazaine et le prince Frédéric-Charles, et un mot de M. de Bismarck à M. Jules Favre permet de croire que ce soupçon est fondé. Le 18 septembre, pendant l'entrevue de Ferrières, M. de Bismarck dit à M. Jules Favre : « Il n'est pas hors de propos de vous faire remarquer que Bazaine ne vous appartient pas. *J'ai de fortes raisons de croire* qu'il demeure fidèle à l'Empereur, et par là même qu'il refuserait de vous obéir. »

toire[1], a dit avec raison que de tels faits autorisent toutes les hypothèses. Beaucoup de témoins affirment même que Bazaine a eu des rapports personnels avec le quartier général prussien.

Le 23 septembre, les relations prirent un caractère plus accentué. Un agent de M. de Bismarck, Régnier, arriva au Ban Saint-Martin, où était établi le quartier général de Bazaine. Cet individu était un esprit malsain et vaniteux à l'excès, un intrigant audacieux, dont M. de Bismarck exploita à son profit l'esprit d'aventure[2].

Régnier voulait sauver, a-t-il dit[3], l'Empire et la France, et aider à la conclusion de la paix. Dans ce but, il se rendit en Angleterre, où il essaya inutilement d'obtenir une audience de l'Impératrice, qui était alors à Hastings ; il parvint seulement à faire écrire sur une photographie, par le prince impérial, quelques mots insignifiants à l'adresse de l'Empereur. Muni de cette pièce, sans valeur au-

[1] Page 716, 3e colonne.

[2] Arrêté à Versailles, en 1871, pour ses relations avec les Prussiens, Régnier fut mis en liberté après une assez longue détention. Mais le 17 septembre 1874, le conseil de guerre de Paris le condamna à mort par contumace, pour avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi dans le but de favoriser ses entreprises, pour avoir commis le crime d'espionnage en s'introduisant dans une place de guerre pour s'y procurer des documents et des renseignements dans l'intérêt de l'ennemi, pour avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi à l'effet de lui livrer la place de Metz.

[3] Voir sa brochure intitulée : *Quel est votre nom? N ou M? Une étrange histoire dévoilée.*

cune, Régnier arriva à Ferrières le 20 septembre ; aussitôt il fut introduit auprès de M. de Bismarck et lui exposa ses projets. Il voulait, disait-il, faire signer la paix entre le gouvernement impérial restauré et la Prusse, et par là faire cesser la guerre et l'anarchie. M. de Bismarck, voyant à qui il avait affaire, résolut de tenter l'aventure et de se servir de Régnier pour devenir le maître de Metz à l'aide d'une intrigue. Il accorda à Régnier toutes les facilités pour entrer à Metz et en ressortir. Régnier partit donc pour Metz, où il entra, comme nous l'avons dit, le 23 septembre, après avoir eu une entrevue avec le prince Frédéric-Charles. Admis auprès de Bazaine, en qualité d'attaché au cabinet de l'Impératrice, ce qui était faux, Régnier lui fit connaître les propositions de M. de Bismarck : le maréchal conduira son armée sur un territoire neutralisé, et elle ne portera plus les armes contre l'Allemagne jusqu'à la paix. Bazaine accepta. Ainsi, dès le 24 septembre, il consentait à capituler avec 150,000 hommes, et ayant encore un mois de vivres ; il livrait à l'ennemi la seule force régulière dont disposait la France et empêchait ainsi la formation d'une nouvelle armée. C'était livrer la France pieds et poings liés à la Prusse.

On devait réunir sur le territoire neutralisé les Chambres et le conseil d'Etat ; la régence de l'Impératrice sera rétablie, et soutenue par le maréchal

et son armée ; les fonctionnaires de l'Empire reprendront leurs fonctions ; puis on traitera de la paix, après quoi l'on soumettra au peuple le choix d'un gouvernement. En attendant, un général de l'armée de Metz, Canrobert ou Bourbaki, sortira de la ville pour aller en Angleterre, auprès de l'Impératrice, lui faire connaître le projet et la presser de l'adopter.

Le maréchal Bazaine tomba d'accord sur tout ; il fit même savoir à Régnier que Metz n'avait de vivres que jusqu'au 18 octobre.

Le général Bourbaki, croyant, d'après Régnier, que l'Impératrice désirait le voir, ce qui n'était pas vrai, consentit à quitter Metz déguisé et partit pour l'Angleterre, avec l'autorisation du maréchal Bazaine[1]. A son arrivée en Angleterre, l'Impératrice lui déclara qu'elle ne l'avait pas fait demander, qu'elle ne l'attendait pas, et qu'elle refusait de prendre part à de pareilles intrigues.

Le général Bourbaki avait été indignement trompé ; il fit tous ses efforts pour rentrer à Metz et y reprendre son commandement ; n'ayant pu y parvenir, il alla mettre son épée au service de la République.

Régnier avait quitté Metz en même temps que le général Bourbaki, et s'était rendu à Ferrières auprès

[1] On cacha au général Bourbaki qu'il ne lui serait pas permis de rentrer dans Metz.

de M. de Bismarck ; il lui fit connaître, le 28, le résultat de son entrevue avec le maréchal ; mais M. de Bismarck lui déclara que, pour traiter de la paix, il lui fallait Metz, et qu'il ne pouvait négocier avec lui que s'il était muni des pouvoirs réguliers donnés par le maréchal. On envoya un télégramme au maréchal Bazaine, qui refusa de céder Metz[1] et de donner à Régnier des pouvoirs pour traiter de la paix. Aussitôt l'infatigable négociateur partit pour l'Angleterre ; mais il ne put parvenir à entraîner l'Impératrice dans cette aventure : elle refusa encore de prendre part à ces négociations ténébreuses.

Le départ du général Bourbaki pour une mission inconnue produisit une grande fermentation dans la ville et dans l'armée. Pour faire taire les plaintes et écarter les soupçons, le maréchal fit une petite sortie, qui était, selon la formule consacrée, le prélude d'opérations plus sérieuses. Le 27 septembre, il y eut donc l'affaire de Peltre ; puis, le 2 octobre, celle de Ladonchamp, et enfin, le 7 octobre, l'affaire des Tapes ou de Saint-Rémy, qui fut le dernier engagement. Les opérations plus sérieuses ne devaient pas être tentées.

Le 4 octobre, après l'affaire de Ladonchamp,

[1] Bazaine ne pouvait pas livrer Metz sans le consentement du général Coffinières, gouverneur de la ville, et qui n'était pas le complice du maréchal.

le maréchal réunit en conseil tous les généraux. Croyant à la réussite des négociations entamées, il leur annonça le prochain départ de l'armée. Ses instructions ne constituaient pas un ordre de combat, mais un ordre de route. C'était, en effet, avec le consentement de l'ennemi qu'on allait sortir de Metz. Mais les Prussiens n'entendaient pas laisser Bazaine s'en aller sans leur livrer Metz. Leur but était bien évident : négocier, gagner du temps, ne pas combattre, et attendre, en amusant le maréchal, que ses vivres épuisés, il fût obligé de mettre bas les armes.

En effet, la situation empirait chaque jour. Dès le 21 août, on avait été obligé de réduire les rations de pain et de sel, et le 23, il n'y avait déjà plus de foin pour la cavalerie. On donna du blé aux chevaux. Ni le maréchal Bazaine, ni le général Coffinières ne s'étaient jamais occupés de la question des vivres, négligeant sur ce point, comme sur tous les autres, d'exécuter les sages et formelles prescriptions du règlement. Au mois d'octobre, la disette éclatait. On avait gaspillé les vivres à l'origine, et actuellement ils faisaient défaut. On avait donné aux chevaux une quantité de blé qui aurait pu fournir quinze jours de pain à l'armée, c'est-à-dire prolonger de quinze jours la durée de la résistance de Metz. Le scandale de nourrir les chevaux avec du blé souleva l'indignation générale ; Bazaine fut obligé de le faire

cesser, et rejeta la responsabilité de la faute sur l'Intendance.

Le 25 septembre, un grand convoi de vivres était arrivé à Thionville, grâce aux efforts patriotiques de l'intendant Richard et des agents des chemins de fer. C'était le gouvernement de Tours qui envoyait quinze jours de vivres à l'armée de Metz. Un autre convoi, portant aussi quinze jours de vivres était arrivé à Longwy. Le 27 septembre, Bazaine fut averti par un émissaire parvenu à entrer dans Metz. En apprenant la nouvelle de l'arrivée de 2,500,000 rations de biscuit, Bazaine se contenta de hausser les épaules et de donner dix francs au courageux patriote qui avait joué sa tête pour sauver Metz.

L'armée, que les privations avaient affaiblie, était démoralisée par cette longue inaction; une pluie froide et continuelle avait transformé les camps en véritables cloaques, et les soldats n'avaient que des abris de toile; on manquait de bois pour se chauffer; les maladies sévissaient; la ville et les ambulances comptaient vingt mille blessés et malades [1]; le maréchal ne faisait rien pour relever le moral de son armée; il ne paraissait nulle part, ne

[1] Les habitants de Metz recueillirent 5000 blessés et malades dans la ville. Le dévouement des femmes de Metz fut au-dessus de tout éloge; elles prodiguèrent leurs soins aux malades avec un zèle infatigable.

visitait ni les camps ni les ambulances : sa pensée était ailleurs.

Il s'efforçait, en toutes circonstances, de cacher la vérité, de tromper l'énergique population de Metz, son maire et le conseil municipal. Il répandait toutes les mauvaises nouvelles, en les exagérant ; il cachait toutes celles qui pouvaient entretenir l'espérance ou ranimer les courages ; il exagérait les forces de l'ennemi et cherchait par tous les moyens à détruire l'idée de la résistance dans cette patriotique population qui voulait se défendre sérieusement. C'est pour faire taire les habitants de Metz, qui demandaient qu'on défendît leur ville, que le maréchal ordonna les trois simulacres de sortie dont nous avons parlé.

Les négociations entamées par l'intermédiaire de Régnier avaient échoué. Le maréchal voulut les reprendre, et se servit cette fois de son aide de camp, le colonel Boyer, devenu général. Mais auparavant il jugea à propos d'avoir l'assentiment de ses généraux afin, si besoin en était un jour, de faire retomber sur eux une partie de la responsabilité de ses machinations. Il les réunit donc le 10 octobre. Ce conseil doit être regardé comme le début de la capitulation. Bazaine cacha à ses lieutenants l'arrivée des convois de Thionville et de Longwy ; il leur dit qu'il n'y avait plus que cinq jours de vivres, et leur affirma que la Prusse ne reconnaissait

pas d'autre gouvernement que celui de la Régence.

Le conseil adopta l'avis d'entrer en pourparlers avec l'ennemi afin de conclure une convention militaire, et repoussa à la majorité l'idée de tenter le sort des armes avant de négocier. Tristes résolutions qui ne font pas honneur à ceux qui les ont prises. On décida, pour la forme, que si les conditions de l'ennemi portaient atteinte à l'honneur des armes et du drapeau, on essaierait de se frayer un chemin par la force, avant d'être épuisé par la famine et tandis qu'il restait la possibilité d'atteler quelques batteries. Le maréchal avait obtenu du conseil ce qu'il voulait : se faire autoriser à négocier.

Le général Boyer partit de Metz, le 12 octobre, pour aller à Versailles, conférer avec le roi de Prusse.

Ces résolutions, soupçonnées plutôt que connues dans l'armée, produisirent une indignation telle, que le maréchal se crut obligé de déclarer qu'il ne capitulerait pas. Nous savons maintenant que cette formule signifie précisément qu'on va capituler.

Le général Boyer était chargé de négocier la paix au nom de l'Empire. Il devait proposer de neutraliser l'armée de Metz, de restaurer l'Empire, de rétablir l'ordre social en écrasant l'anarchie, de faire la paix, et de garantir à l'aide de la restauration de l'Empire, appuyée sur l'armée de Metz, les clauses du traité à intervenir, c'est-à-dire les con-

quêtes de la Prusse. Puisque Bazaine est à ce moment un partisan si dévoué de l'Empire, on peut demander pourquoi il a renversé l'Empereur par ses manœuvres perfides du mois d'août et en l'attirant dans le piège de Sedan. La réponse à cette question est que Bazaine rentrant en France avec l'armée de Metz, et ramenant la Régence, sera en réalité le vrai souverain, le maître de la France. Mais si les Prussiens eussent accepté les propositions de Bazaine, la guerre civile éclatait évidemment entre Bazaine soutenant l'Empire, et le gouvernement de la Défense nationale. Peu importait au maréchal qu'au fléau de l'invasion vînt se joindre celui de la guerre civile; il se hâtait de négocier pour son compte avec la Prusse, parce que les élections pour l'Assemblée nationale, chargée de faire la paix, devaient se faire le 16 octobre, et qu'il voulait prendre les devants [1].

Le 14 octobre, le général Boyer avait à Versailles son premier entretien avec M. de Bismarck. La Prusse exigeait la cession de Metz, le serment de fidélité prêté par l'armée à l'Impératrice, et l'acceptation par l'Impératrice, ou par un de ses délégués, des préliminaires de la paix. Le 17, le général Boyer revint à Metz avec les conditions de l'ennemi. Le 18, Bazaine tint un nouveau conseil.

[1] Bazaine ignorait que les élections fussent ajournées.

Le général Boyer fit un exposé mensonger ou exagéré de la situation de la France : il dit qu'une anarchie complète régnait partout, que l'armée de la Loire était anéantie, que la défense nationale ne fonctionnait plus, que M. Gambetta était en fuite, que toutes les places du Nord demandaient à capituler, que Rouen et le Havre appelaient les Prussiens pour se préserver du pillage. Le général Pourcet a eu raison de dire, dans son réquisitoire [1], que le général Boyer avait sciemment caché la vérité aux membres du conseil et que, par son silence et ses assertions trompeuses, il avait volontairement secondé les intrigues de son chef, et avait commis une faute grave. Bazaine savait cependant, d'après les journaux français remis par M. de Bismarck au général Boyer, que tout ce que son aide de camp disait aux membres du conseil était ou exagéré ou absolument faux [2]. Il cacha au conseil que Bourbaki avait échoué dans sa mission auprès de l'Impératrice et qu'il servait la Défense nationale; il ne lui fit pas connaître que M. de Bismarck exigeait que l'Impératrice acceptât les conditions des préliminaires, quelque exorbitantes qu'elles pussent lui paraître, ce qui aurait ouvert les yeux de ses généraux, sur les exigences de la Prusse; il

[1] Page 728, 3e colonne.

[2] Le *Courrier de la Moselle* ayant protesté contre ces nouvelles, fut obligé de supprimer l'article.

leur cacha qu'il fallait céder Metz avant toutes négociations. Il leur fit connaître seulement les conditions suivantes : l'armée de Metz déclarera qu'elle est toujours l'armée de l'Empire, et qu'elle est décidée à soutenir la Régence ; que l'Impératrice fera de son côté un manifeste par lequel au besoin elle en appellerait à la nation, pour l'inviter à se prononcer sur la forme de gouvernement à adopter ; que le délégué de la Régence, c'est-à-dire le maréchal Bazaine, acceptera les bases du traité à intervenir.

Bazaine espérait que le conseil, incomplètement et faussement renseigné, prendrait la résolution, que lui Bazaine ferait ensuite exécuter ; mais le conseil n'accepta pas les conditions proposées, et le maréchal Le Bœuf demanda même qu'on cessât les négociations, et qu'on fît une tentative suprême à main armée.

Le 19, Bazaine envoya le général Boyer à Hastings pour faire connaître à l'Impératrice les conditions de la paix et la décider à les accepter. En même temps, pour se mettre en règle avec la Délégation de Tours, contre laquelle il cherchait à s'allier avec les Prussiens, il lui faisait parvenir une dépêche pleine de mensonges. Il lui avait adressé, disait-il, plusieurs dépêches et n'en avait jamais reçu d'elle ; il allait être obligé de traiter avec l'ennemi.

On sait ce qui s'est passé à Londres entre le géné-

ral Boyer et l'Impératrice, par la déposition de M. Rouher devant le conseil de guerre de Trianon.

J'ai vu, a-t-il dit, le général Boyer à Londres le lendemain ou peut-être le jour même de son arrivée. J'ai participé à des délibérations dirigées par Sa Majesté l'Impératrice, et dans lesquelles on a examiné les questions que soulevait la démarche du maréchal Bazaine.

Les questions qui se posaient pour nous étaient celles-ci : Sa Majesté l'Impératrice pouvait-elle faire quelque chose pour l'armée de Metz et faciliter les négociations qui auraient pu assurer les honneurs militaires à cette armée? Y avait-il lieu, pour elle, d'accepter les propositions de paix qui étaient présentées au nom de M. de Bismarck? Et, enfin, quelle pouvait être l'influence de ces négociations ainsi tentées sur la défense que poursuivait le gouvernement d'alors?

Sa Majesté n'a point hésité à faire les efforts les plus multipliés pour assurer des conditions favorables à l'armée de Metz, au moment où elle était obligée de se rendre; l'Impératrice a écrit directement au roi de Prusse, à Versailles, par télégramme, elle s'est adressée à M. de Bernstorff, elle s'est adressée aussi indirectement, ou directement, je ne sais, à M. le comte de Bismarck ; toutes ces démarches se sont formulées ainsi :

« M. le général Boyer nous annonçait que la capitulation était imminente, que les vivres manquaient à toute l'armée. »

Sa Majesté l'Impératrice a fait tous ses efforts pour obtenir un délai, en proposant un armistice avec ravitaillement.

La réponse s'est fait attendre vingt-quatre heures, et elle a été négative.

Quant au traité préliminaire de paix proposé au nom du comte de Bismarck, nous avons rencontré chez Sa Majesté une résistance absolue et invincible à apposer sa signature sur un acte entraînant une mutilation de territoire. Je n'ajoute pas que nous avons fait des efforts pour la décider à entrer dans cette voie.

Nous ne connaissions pas, d'ailleurs, d'une manière précise les propositions qui pourraient être faites.

Je reviens à ce qui concerne les préliminaires de paix. Sa Majesté l'Impératrice était absolument opposée à toute question relative à la modification des frontières de la France.

A l'aide de ces négociations, l'ennemi gagnait du temps. C'était son principal but, et Bazaine ne le soupçonna pas. Les vivres s'épuisaient, on ne combattait pas, et bientôt, sans brûler une amorce, le prince Frédéric-Charles allait devenir le maître de Metz.

Ce que les Prussiens appellent le moment psychologique était venu. Le 24 octobre, M. de Bismarck envoya une dépêche à Bazaine, lui déclarant qu'il était impossible au roi de Prusse de se prêter à de nouveaux pourparlers. La dépêche faisait savoir en même temps au maréchal que l'Impératrice refusait de prendre part à toute négociation et de signer un traité ayant pour base une cession de territoire. M. de Bismarck ajoutait que d'ailleurs le pays ne donnerait aucun appui au gouvernement impérial ; que le roi de Prusse ne voulait pas, en traitant avec l'Empereur, sembler l'imposer à la France et se mêler de ses affaires intérieures ; que le maréchal n'avait pas fait remettre par le général Boyer les garanties qu'on lui avait demandées, c'est-à-dire la cession de Metz et l'engagement de tous les généraux à rétablir la régence ; que dès

lors il n'y avait plus lieu de continuer les négociations politiques, et que, la question se posant militairement, c'était aux événements de la guerre seuls qu'il appartenait de la résoudre.

M. de Bismarck paraît avoir aimé à donner, à l'occasion, une leçon de conduite ou de tenue aux généraux et aux hommes d'Etat incapables que le hasard des événements mettait en rapport avec lui. Il était impossible de rappeler plus cruellement à un maréchal de France qu'il devait, qu'il aurait dû combattre.

Bazaine était joué ; il perdait tous les bénéfices de sa trahison et de ses longues intrigues ; tous ses rêves ambitieux s'évanouissaient. La famine allait résoudre la question.

On n'avait pris aucune des mesures prescrites par le règlement pour organiser et assurer le service des vivres, et les Prussiens étaient si bien informés de la chute certaine et prochaine de Metz, que, dès le 23, ils envoyaient une partie de leurs troupes sur la Loire.

Le conseil des généraux fut encore réuni le 24. Tous rejetèrent l'idée de faire une tentative pour percer les lignes de l'ennemi. On décida que le général Changarnier[1] irait encore auprès du prince

[1] Le vieux général Changarnier avait obtenu de l'Empereur l'autorisation d'être attaché à l'armée du Rhin.

Frédéric-Charles lui demander la neutralisation de l'armée sur un point quelconque du territoire ou de l'Algérie, et obtenir du prince que Metz ne suivît pas le sort de l'armée. En cas de refus, refus dont on était certain d'avance, le général Changarnier devait demander les conditions d'une capitulation « imposée par la famine ». Frédéric-Charles refusa. Bazaine renvoya le soir même le général de Cissey demander que Metz ne fût pas compris dans la capitulation. Frédéric-Charles refusa encore. Eût-il accordé cette condition, elle n'eût retardé la chute de Metz que de quelques jours : il n'y avait pas assez de vivres dans la ville pour que sa résistance pût se prolonger d'une manière utile au pays.

Ce que Bazaine devait faire, à ce moment, c'était de détruire l'immense matériel, armes, canons, poudre, munitions, dont Metz regorgeait dans ses deux arsenaux de l'artillerie et du génie, et dont l'ennemi allait se servir contre nous. Il ne fit rien. « Il semble, dit le général Pourcet, par les déclarations du colonel de Villenoisy et du général de Coffinières, que Bazaine était lié par des engagements antérieurs, et que les exigences de l'ennemi relativement à la remise du matériel étaient connues à Metz avant le 25 octobre, jour où les généraux Changarnier et de Cissey allèrent demander les conditions de la capitulation. »

Le 26 octobre, le conseil fut convoqué. Le général

Soleille proposa de capituler sans délai pour abréger les souffrances du soldat. La défaillance est générale, et aucune résolution vigoureuse ne paraît avoir été proposée. On décida, comme la chose la plus naturelle, qu'on capitulerait. En conséquence, le général Jarras, chef d'état-major, alla au château de Frescaty, quartier général du prince Frédéric-Charles, et signa, le 27 octobre, la capitulation de Metz, qui fut approuvée le 28 par le maréchal et ses lieutenants.

L'excellent historien [1] qui a raconté *la campagne et les négociations de Metz* se demande, en homme de cœur, ce qu'on devait faire, et répond : « Tout, excepté ce qui a été fait ; » et il a raison. En effet, il y avait autre chose à faire qu'à remettre intacts à l'ennemi les forts de Metz, un immense matériel, les drapeaux, et à faire déposer les armes, avant qu'ils aient combattu, à 153,000 hommes [2], dont 3 maréchaux, 50 généraux et 6000 officiers, dont un grand nombre, il faut le dire à l'honneur de l'armée, firent tous leurs efforts pour empêcher l'acte exécrable de s'accomplir.

Il est inutile de faire des réflexions sur de pareilles hontes ; il vaut mieux en abréger le récit et

[1] Le colonel d'Andlau, qui a eu le patriotisme et le courage de dire le premier la vérité sur cette douloureuse affaire.

[2] Avec 20,000 blessés et malades, le chiffre des prisonniers de Metz est de 173,000 hommes.

se hâter d'arriver à la fin de ce douloureux chapitre.

Les honneurs de la guerre que l'ennemi accordait à l'armée de Metz furent refusés par le maréchal, parce qu'il eut peur d'être insulté pendant le défilé de l'armée, et parce qu'il craignit, non sans raison, qu'au moment de déposer leurs armes, ses soldats exaspérés, au lieu de les rendre, n'en vinssent aux mains avec l'ennemi.

Le 28, Bazaine fit connaître la capitulation à l'armée et osa se comparer, dans sa proclamation, à Masséna, l'héroïque défenseur de Gênes !

En vertu de cette odieuse capitulation, l'armée était prisonnière de guerre. C'était un fait sans précédent dans l'histoire. — Metz et ses forts étaient livrés à l'ennemi, sans avoir été assiégés, ni bombardés. — Les armes, le matériel, les canons, les drapeaux sont également cédés. C'est-à-dire qu'on livre à l'ennemi :

1665 bouches à feu, de siège et de campagne,
3 millions de projectiles,
23 millions de cartouches,
124,000 chassepots,
150,000 fusils d'anciens modèles,
9000 voitures et affûts,
les poudres et approvisionnements ;

Le tout valant 36 millions de francs, et allant être employé contre nous. — Les généraux et officiers qui s'engageront à ne pas porter les armes contre

l'Allemagne ne seront pas prisonniers de guerre. Cet article était une violation flagrante du règlement, qui veut qu'en pareil cas les officiers ne se séparent pas de leurs troupes.

Quant aux vingt mille blessés ou malades, Bazaine ne stipula rien pour eux. Terminons en disant que des 150,000 prisonniers de Metz, 11,000 moururent de misère et de maladie en Allemagne, pendant la captivité.

Le 29, Bazaine et la plupart des généraux, qui ne s'intéressaient guère à leurs pauvres soldats, ne leur donnèrent pas à manger, et cependant les magasins renfermaient encore beaucoup de vivres qui tombèrent entre les mains de l'ennemi.

Enfin, Bazaine trompa une dernière fois son armée pour lui enlever ses drapeaux et les livrer aux Prussiens. Il ordonna de porter les drapeaux à l'arsenal, où ils devaient être brûlés. Quelques colonels et généraux, plus méfiants que les autres, n'obéirent pas à cet ordre. Le colonel du 1er régiment de grenadiers détruisit son drapeau et fut approuvé par le général Jeanningros, qui ordonna au colonel des zouaves de brûler aussi le sien. « Les drapeaux de ma brigade, dit le brave soldat, n'iront pas à Berlin. » Le général Lapasset imita l'exemple du général Jeanningros et fit aussi détruire les drapeaux de sa brigade ; le général Laveaucoupet fit brûler ceux de sa division. Le 1er régiment du génie,

sans en demander permission à son colonel, détruisit le sien; le 17e régiment d'artillerie fit de même. A cette nouvelle, Bazaine fit écrire aux commandants de corps qu'ils eussent à faire porter leurs drapeaux à l'arsenal, assurant qu'ils y seraient brûlés. Quelques-uns y furent détruits en effet, mais Bazaine donna bientôt l'ordre de cesser de détruire les drapeaux et en fit remettre 53 au prince Frédéric-Charles, qui voulait absolument avoir ces trophées.

« Soustraire sournoisement les drapeaux, a dit justement le général Pourcet, par une manœuvre déloyale, à des soldats trompés, et les déposer humblement aux pieds du vainqueur, c'est descendre autant qu'on peut descendre par le mépris du devoir et l'oubli de l'honneur. »

Non content d'avoir commis l'acte, le maréchal a essayé de le justifier. « A quoi bon, dit-il dans son rapport, se préoccuper de ces *lambeaux d'étoffe* qui n'ont de valeur morale que quand ils sont pris sur le champ de bataille? Ils n'en n'ont aucune quand ils sont déposés dans un arsenal. »

Le 29 octobre, la capitulation fut exécutée. Si Bazaine avait recueilli les ressources des environs, quand on pouvait le faire, si depuis le 1er septembre, jour où il se décida à ne plus bouger, il avait réduit les consommations, il aurait pu prolonger de deux mois encore la résistance de Metz. Ces deux mois donnaient à la guerre une autre tournure : l'armée

de la Loire n'aurait pas eu à combattre toutes les forces du prince Frédéric-Charles et pouvait probablement débloquer Paris.

Bazaine s'en alla le premier, seul, abandonnant l'armée et ses lieutenants. Quand il quitta Ars-sur-Moselle, le 29 octobre, la population, avertie de son passage; se précipita à sa rencontre, brisa les glaces de sa voiture, le hua, et il ne put continuer sa route vers le quartier général du prince Frédéric-Charles que sous la protection des gendarmes prussiens [1].

Ce fut le 29 octobre, au milieu de la consternation et de la douleur de la ville et de l'armée que les Prussiens prirent possession de Metz, des forts, des armes et des drapeaux, et que nos 173,000 soldats devinrent les prisonniers d'un ennemi indigne de ces prodigieuses et inespérées faveurs de la fortune. Les Prussiens se montrèrent, en effet, d'une dureté révoltante envers les hommes que Bazaine leur avait livrés, et qu'ils laissèrent mourir en grand nombre de froid, de faim et de misère, dans la boue de leurs avant-postes.

Le général prussien [2], auteur de *la Guerre sous Metz*, déclare que capituler dans une position

[1] Le maréchal Bazaine a publié, sous le titre de : *l'Armée du Rhin* (1 vol. in-8°, 1872), un mémoire justificatif de sa conduite. Après avoir lu cet ouvrage avec beaucoup d'attention, nous n'y avons absolument rien trouvé qui justifie le maréchal.

[2] Von Kameke.

presque inexpugnable, avant d'avoir fait une tentative désespérée, est un fait inouï. Aussi la France refusa-t-elle de croire à la reddition de Metz sans combat, et quand M. Gambetta eut poussé le cri de trahison, tout le monde le répéta après lui.

Quand les Prussiens entrèrent à Metz, la population voila la statue de Fabert et la couronna d'immortelles. L'illustre maréchal avait vendu son bien pour nourrir ses soldats, tandis que Bazaine laissait les siens mourir de faim et les livrait à l'ennemi. Le voile qui couvrait l'héroïque figure de Fabert cachait les nobles paroles qu'il avait dites et qu'on lisait sur le socle de sa statue :

Si pour empêcher qu'une place que le Roi m'a confiée ne tombât au pouvoir de l'ennemi, il fallait mettre à la brèche ma personne, ma famille et tout mon bien, je ne balancerais pas un moment à le faire.

Après son facile triomphe[1], le prince Frédéric-Charles et la plus grande partie de son armée furent envoyés contre l'armée de la Loire. On verra plus loin les conséquences de son arrivée. D'autres troupes, sous le commandement du général de Manteuffel, furent dirigées sur Amiens et Rouen ; d'autres enfin vinrent renforcer l'armée qui assié-

[1] L'investissement de Metz n'a coûté aux Prussiens que 5482 hommes. Ils en ont perdu 11,563 sous Paris.

geait Paris, et qui s'était dégarnie pour opposer quelques forces à notre armée de la Loire.

II

LE PROCÈS ET LA CONDAMNATION

Un crime pareil ne pouvait rester impuni, et cependant le coupable ne fut poursuivi qu'en 1873. L'évidence de la trahison frappait tout le monde, excepté le gouvernement. Par une aberration inexplicable, M. Thiers, qui refusait aux défenseurs de Belfort le moindre témoignage de satisfaction, prenait fait et cause pour l'homme de Metz. Une pétition énergique fut adressée à l'Assemblée nationale par le colonel du génie, M. de Villenoisy, pour demander que l'on fît une enquête sur les causes de la capitulation de Metz et sur la conduite des généraux qui y avaient pris part. Le 27 mai, le comte Rampon déposa son rapport sur la pétition, et la discussion s'engagea le 29. Ceux qui étaient un peu au courant de l'affaire eurent la douleur d'entendre le chef de l'Etat, M. Thiers, prendre hautement la défense de Bazaine, dire qu'il était convaincu que le maréchal

avait été cruellement calomnié et qu'il avait commandé glorieusement une de nos armées, placer le traître au nombre de nos grands hommes de guerre et s'efforcer de donner le change à l'opinion. Le maréchal Bazaine, ajoutait M. Thiers, demande une enquête; on doit en faire une, afin de lui permettre d'établir sa justification. Après de longs retards, un conseil d'enquête, « chargé d'examiner les diverses capitulations consenties avec l'ennemi pendant la guerre de 1870-71, » fut institué le 30 septembre 1871. Ce conseil était présidé par le maréchal Baraguey d'Hilliers, ancien officier du premier empire, vaillant soldat et homme énergique qui sut faire son devoir.

Le 12 avril 1872, le conseil d'enquête déclara le maréchal Bazaine responsable en grande partie des revers de l'armée de Châlons, et responsable entièrement de la perte de l'armée du Rhin et de la place de Metz sans avoir fait ce que lui prescrivait le devoir militaire. Le conseil blâmait sévèrement le maréchal : pour n'avoir pas détruit son matériel de guerre ; pour avoir accepté la clause qui permettait aux officiers de rentrer dans leurs foyers en donnant par écrit leur parole d'honneur de ne pas servir contre l'Allemagne pendant la guerre ; pour n'avoir rien stipulé en faveur des soldats, des blessés et des malades ; enfin, pour avoir livré à l'ennemi les drapeaux qu'il devait détruire.

L'avis motivé du conseil d'enquête ne fut pas, *par exception*, rendu public. Cependant le gouvernement ordonna le 7 mai 1872, d'informer contre le maréchal Bazaine. Le général de Rivière, du corps du Génie, fut chargé de l'instruction.

Le maréchal Bazaine s'était constitué prisonnier à Versailles. Espérait-il que l'intervention de M. Thiers ferait avorter l'affaire, je l'ignore ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que le 24 mai 1873, M. Thiers fut renversé du pouvoir et que dès lors l'affaire du maréchal prit une tournure tout à fait sérieuse. Conformément aux conclusions du rapport du général de Rivière, le maréchal Bazaine fut mis en jugement par un décret présidentiel du 25 juillet 1873.

Le 6 octobre 1873, les débats commencèrent devant le conseil de guerre réuni au palais de Trianon et présidé par le duc d'Aumale ; ils ne finirent que le 10 décembre. Le maréchal Bazaine fut, à l'unanimité, condamné à la peine de mort avec dégradation militaire, pour avoir, comme commandant en chef l'armée du Rhin, capitulé en rase campagne, pour avoir rendu la place de Metz sans avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait et sans avoir fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur, crimes prévus par les articles 210 et 209 du code de justice militaire.

Le lendemain de ce jugement solennellement

rendu, on lut avec stupéfaction les documents suivants insérés dans les journaux :

Immédiatement après le prononcé du jugement, MM. le président et les membres du Conseil de guerre ont adressé à M. le ministre de la guerre un recours en grâce dont voici la teneur :

Monsieur le ministre,

Le Conseil de guerre vient de rendre son jugement contre M. le maréchal Bazaine.

Jurés, nous avons résolu les questions qui nous étaient posées en n'écoutant que la voix de notre conscience. Nous n'avons pas à revenir sur le long débat qui nous a éclairés. A Dieu seul nous devons compte des motifs de notre décision.

Juges, nous avons dû appliquer une loi inflexible et qui n'admet pas qu'aucune circonstance puisse atténuer un crime contre le devoir militaire.

Mais ces circonstances que la loi nous défendait d'invoquer en rendant notre verdict, nous avons le droit de vous les indiquer.

Nous vous rappellerons que le maréchal Bazaine a pris et exercé le commandement de l'armée du Rhin au milieu de difficultés inouïes, qu'il n'est responsable ni du désastreux début de la campagne, ni du choix des lignes d'opérations.

Nous vous rappellerons qu'au feu il s'est toujours retrouvé lui-même ; qu'à Borny, à Gravelotte, à Noisseville, nul ne l'a surpassé en vaillance, et que le 16 août il a, par la fermeté de son attitude, maintenu le centre de sa ligne de bataille.

Considérez l'état des services de l'engagé volontaire de 1831 ; comptez les campagnes, les blessures, les actions d'éclat qui lui ont mérité le bâton de maréchal de France.

Songez à la longue détention qu'il vient de subir ; songez à ce supplice de deux mois pendant lesquels il a

entendu chaque jour discuter son honneur devant lui, et vous vous unirez à nous pour prier le Président de la République de ne pas laisser exécuter la sentence que nous venons de prononcer.

Recevez, monsieur le ministre, l'assurance de notre respect.

Le Président, H. d'Orléans.

Les Juges, Général de la Motterouge,
Général baron de Chabaud La Tour,
Général J. Tripier,
Général Princeteau,
Général Ressayre,
Général de Malroy.

Puis cette note officielle :

Sur la proposition de M. le ministre de la guerre, M. le Président de la République a commué la peine de mort prononcée contre le maréchal Bazaine en vingt années de détention, à partir de ce jour, avec dispense des formalités de la dégradation militaire, mais sous la réserve de tous ses effets.

Enfin cette lettre de Bazaine au maréchal de Mac-Mahon :

Trianon-sous-bois, le 12 décembre 1873.

Monsieur le maréchal,

Vous vous êtes rappelé le temps où nous servions la patrie l'un à côté de l'autre : je crains que votre cœur n'ait dominé la raison d'Etat.

Je serais mort sans regret, car la demande en grâce que vous ont adressée mes juges venge mon honneur.

Agréez, Monsieur le maréchal. l'assurance de mon respect.

Bazaine.

Il était donc constant une fois de plus qu'aujourd'hui un grand coupable échappe toujours à la justice et que la responsabilité n'existe plus.

Bazaine fut enfermé à l'île Sainte-Marguerite, mais dans la nuit du 9 au 10 août 1874 le prisonnier s'échappa. On crut généralement qu'on lui avait simplement rendu la liberté.

CHAPITRE X

LE 31 OCTOBRE. — CAPITULATION DE PARIS

Le 31 octobre, le parti de la Commune se souleva pour la quatrième fois contre le gouvernement du 4 Septembre. Il avait mieux pris ses mesures, et l'attaque faillit réussir et réaliser enfin l'espoir de M. de Bismarck.

Après le 4 septembre, les maires de Paris avaient été nommés au-nom du gouvernement par M. Gambetta, ministre de l'Intérieur. Les révolutionnaires demandaient depuis longtemps que l'on procédât immédiatement aux élections, afin de mettre à la tête des mairies et dans le conseil municipal leurs principaux chefs. Après cela, ils comptaient établir facilement la Commune, c'est-à-dire leur gouvernement, et en attendant ils soulevaient contre l'Hôtel de Ville une partie de la population, qui croyait qu'il s'agissait seulement de rendre à

Paris ses libertés municipales, ses franchises communales.

Le 31 octobre, les bandes communardes et jacobines, sous les ordres de Blanqui, Flourens, Millière, Delescluze, Tibaldi, se réunirent sur la place de l'Hôtel de Ville au cri de : la Commune ! Bientôt elles entrèrent dans l'Hôtel de Ville, en devinrent maîtresses sans coup férir, et firent prisonniers la plupart des membres du gouvernement et le général Tamisier, commandant en chef de la garde nationale, qui furent gardés comme otages dans la salle du conseil et menacés de mort, s'ils ne donnaient leur démission. Tous refusèrent courageusement. Les chefs de l'insurrection cherchaient, au milieu du désordre, à composer le nouveau gouvernement : ce qui n'était pas facile, à cause des prétentions nombreuses qu'il fallait satisfaire. La Commune était proclamée, et, avec un personnel moins aviné et moins tumultueux, elle était établie.

Quoique le rappel battît de tous côtés, la garde nationale ne bougeait pas : elle laissait renverser le gouvernement du général Trochu, dont elle était mécontente ; elle acceptait, comme toujours, le fait accompli, et s'attendait à faire, le lendemain, des élections pour installer un nouveau gouvernement sous la présidence de M. Dorian, l'idole du moment. Mais quand la bourgeoisie parisienne sut que Blan-

qui allait être nommé dictateur et que la ville était sur le point de tomber aux mains de ses bandes, elle se ravisa et se leva en masse. La garde nationale répondit enfin à l'appel de M. Ernest Picard et marcha sur l'Hôtel de Ville pour en chasser les insurgés. Il était sept heures du soir. Les membres du gouvernement étaient toujours prisonniers[1], outragés et menacés de mort; la salle du conseil était remplie par les tirailleurs de Flourens; leurs chefs, Flourens et Millière, piétinaient sur la table et proclamaient la déchéance du gouvernement, quand le commandant Ibos, qui venait d'entrer à l'Hôtel de Ville[2], pénétra dans la salle du conseil à la tête d'une centaine de gardes nationaux. Se croisant les bras devant Flourens, il s'écria : « Vive Trochu! vive le gouvernement de la Défense nationale ! » Aussi énergique en action qu'en paroles, le brave commandant Ibos et ses hommes se jetèrent sur les tirailleurs et leur arrachèrent le général Trochu[3], Emmanuel Arago et Jules Ferry, qu'ils mirent en liberté. Jules Favre, Jules Simon, Garnier-Pagès, Pelletan, les généraux Le Flô et Tamisier restèrent prisonniers. Après le vigoureux coup de main du commandant Ibos, la garde natio-

[1] L'Hôtel de Ville avait été occupé par les insurgés vers une heure.

[2] Avec les 17e et 106e bataillons.

[3] Qui s'en alla dîner. (*Déposition du général Ducrot* devant la commission d'enquête, p. 89.)

nale, conduite par M. Jules Ferry [1] et les colonels Roger (du Nord) et Ferri-Pisani, allait forcer les portes de l'Hôtel de Ville, lorsque Delescluze, accompagné de M. Dorian, se présenta et dit à M. J. Ferry : « Les gens qui sont dans l'Hôtel de Ville sentent qu'ils ne sont pas les plus forts, mais ils tiennent vos collègues et peuvent les tuer. Le plus sage est d'obtenir que l'Hôtel de Ville soit évacué purement et simplement ; je m'en charge. » La transaction fut acceptée sans autre engagement, disent les uns ; ce qui est démenti par d'autres, qui affirment qu'on s'engagea à mettre en liberté les chefs de l'insurrection et à faire sans délai les élections municipales. Quoi qu'il en soit, cette transaction eut pour conséquence d'assurer plus tard l'impunité des coupables en arrêtant l'action de la justice ou en l'atténuant.

Pendant ce temps, plusieurs bataillons de mobiles entraient dans l'Hôtel de Ville par un souterrain et ouvraient les portes à la colonne de M. Jules Ferry. Au moment d'être délivré, le général Le Flô, craignant d'être fusillé, empoigna Millière au collet et le menaça de le jeter par la fenêtre si on tirait sur les otages, qui furent enfin mis en liberté ; mais en

[1] M. Roger (du Nord) venait d'être nommé commandant de la garde nationale par le général Trochu, quand M. J. Ferry arriva auprès du gouverneur et le décida à partager le commandement de la garde nationale entre M. Roger (du Nord) et lui, J. Ferry.

même temps on laissait partir Millière, Flourens et les ignobles cohues qui encombraient l'Hôtel de Ville[1]. M. Ernest Picard et le général Trochu voulaient que l'on agît avec vigueur contre les Rouges; M. Rochefort, qui plus d'une fois a fait preuve d'intelligence et de bon sens dans le conseil, demanda aussi une répression énergique de l'attentat[2]. « Aucune punition, disait-il, ne pouvait être assez rigoureuse contre des hommes qui ont quitté leur poste devant l'ennemi pour venir renverser violemment le gouvernement. » Mais MM. Jules Simon et Garnier-Pagès parlèrent contre la répression, montrèrent le danger de la guerre civile, qui ouvrait, prétendaient-ils, Paris aux Prussiens; bref, six voix contre quatre repoussèrent l'arrestation des chefs de l'insurrection, arrestation qui fut enfin ordonnée le 2 novembre. Vingt des principaux meneurs furent livrés à la justice, mais ils furent acquittés par les conseils de guerre.

Le 3 novembre, la population et l'armée furent appelées à déclarer, par un vote plébiscitaire, si elles voulaient conserver le gouvernement du 4 Septembre. 558,000 *oui* contre 62,000 *non* lui donnèrent un éclatant témoignage de confiance, mais ne purent lui donner l'intelligence de la situation et

[1] M. J. Ferry fit mettre en liberté 280 prisonniers et les renvoya avec leurs armes. (*Déposition du général Ducrot*, p. 92.)
[2] Voir le rapport de M. Chaper.

l'énergie qui lui manquaient. On peut juger de l'incurable aveuglement des membres de la Défense nationale, en lisant l'histoire de ce gouvernement publiée par M. J. Favre; on y trouve des euphémismes prodigieux pour désigner les abominables sectaires qui paralysaient la défense. Le subtil académicien les appelle des agitateurs, des égarés, et leurs criminelles attaques ne sont plus que de « généreuses colères » ! Aussi les factieux recommencèrent-ils bientôt leurs complots.

Après le plébiscite, on procéda aux élections municipales. La population nomma les maires et les adjoints des divers arrondissements; les choix furent en général assez bons, mais dans plusieurs arrondissements les mairies tombèrent au pouvoir des communards, qui y préparèrent la future insurrection.

Pendant ce temps, des négociations s'ouvraient à Versailles. Nous avons dit que M. Thiers avait été envoyé à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Vienne et à Florence pour y demander une médiation armée ou au moins une intervention des puissances en notre faveur. Parti de Paris le 12 septembre, M. Thiers était revenu à Tours le 20 octobre, sans avoir obtenu ce qu'il désirait, c'est-à-dire un secours par les armes. L'Angleterre et la Russie, de qui tout dépendait, étaient résolues à laisser les événements s'accomplir et à permettre

à la Prusse, en écrasant la France, de détruire l'équilibre de l'Europe. Quant à l'Autriche, menacée de la guerre par la Russie, elle ne pouvait rien faire de décisif, et l'Italie, qui, paraît-il, était bien disposée, ne pouvait agir seule. M. Thiers avait obtenu cependant, à Saint-Pétersbourg, l'appui du Czar pour négocier un armistice. L'Angleterre, afin de ne pas rester en deçà de la Russie, l'Autriche et l'Italie, par bon vouloir, se réunirent à la Russie et demandèrent à la Prusse qu'elle consentît à négocier un armistice rendant possible la convocation d'une assemblée nationale chargée de décider de la paix ou de la guerre, le gouvernement français, après l'entrevue de Ferrières, ne pouvant plus faire de lui-même de nouvelles ouvertures à M. de Bismarck.

L'opinion publique en Europe, depuis cette entrevue, se prononçait de plus en plus contre l'ambition de l'Allemagne ; la courageuse résistance de Paris réveillait partout les sympathies en notre faveur. M. de Bismarck, bien que décidé à repousser toute intervention des neutres et à conserver à la Prusse sa liberté d'action complète, accorda l'armistice que les puissances demandaient au nom de la France ; il accorda également, sur la demande de lord Granville, un sauf-conduit à M. Thiers pour traverser les lignes prussiennes et venir à Paris conférer avec les membres de la Défense nationale.

Au fond, la Prusse désirait finir la guerre le plus tôt possible, afin que ses conquêtes lui coûtassent moins d'hommes. La résistance opiniâtre de Paris, la formation des armées de Paris et de la Loire, la crainte de voir durer encore deux mois une situation inquiétante, sinon dangereuse, tout nous servait encore, comme au 9 octobre. Mais notre situation avait diminué ; nous n'avions plus Metz, et sa chute ignominieuse avait exaspéré nos sentiments patriotiques ; on voulait lutter encore et vaincre l'ennemi, dont l'orgueil et les exigences s'accroissaient naturellement à chaque nouveau succès. Dans de pareilles conditions, il était difficile de se mettre d'accord, le vaincu ne l'étant pas assez pour se résigner à l'avouer.

M. Thiers arriva à Versailles le 29 octobre, et se rendit à Paris. Il insista auprès du gouvernement sur la nécessité d'élire une assemblée et de procéder aux élections, que demandaient les départements ; il combattit l'opinion de M. Gambetta, qui, à Tours, s'opposait de tout son pouvoir à l'armistisce et à la convocation d'une assemblée. M. Thiers engageait le gouvernement à accepter l'armistice, parce qu'une fois la négociation nouée, on pourrait peut-être obtenir l'intervention des puissances. Le gouvernement fut convaincu et chargea M. Thiers d'aller à Versailles négocier avec M. de Bismarck. Il partit le 31 octobre, au moment même où l'insur-

rection éclatait. Aussi, à la première entrevue, M. de Bismarck annonçait à M. Thiers que le gouvernement de Septembre, au nom duquel il venait traiter, était probablement renversé. Quand on connut la défaite des Rouges, les négociations s'ouvrirent. M. Thiers demandait un armistice de vingt-cinq jours, pendant lequel on ferait les élections à l'Assemblée nationale; il demandait aussi que Paris pût se ravitailler et recevoir la quantité de vivres qu'il consommerait pendant l'armistice. Pour consentir à cette seconde demande, M. de Bismarck, faisant valoir les raisons militaires, exigeait qu'on lui remît un des forts de Paris, parce que, disait-il, l'armistice prolongerait notre résistance. En effet, l'armée du prince Frédéric-Charles aurait été immobilisée à Metz pendant vingt-cinq à trente jours, ainsi que l'armée du prince royal autour de Paris, et pendant ce temps notre armée de la Loire achèverait de s'organiser, et les armes achetées à l'étranger arriveraient en France. On ne put s'entendre, et, le 6 novembre, les négociations furent rompues.

On a regretté que la paix n'ait pas été conclue à ce moment. On a dit qu'on pouvait la faire alors en cédant seulement l'Alsace et en payant deux milliards; mais cette assertion est absolument fausse, et il est certain que, dès leur victoire de Sedan, les Prussiens étaient résolus à garder l'Alsace et la

Lorraine allemande, Strasbourg et Metz. L'indemnité seule eût été probablement moins forte. Nous n'hésitons pas à nous ranger à l'opinion de ceux qui croyaient alors que la France ne pouvait pas signer la paix sous le coup de la honte de Metz, pas plus qu'elle n'avait pu la conclure sous le coup de la honte de Sedan. Un grand pays surpris par l'invasion, mais pouvant encore se défendre, même sans espoir d'être complètement victorieux, devait combattre et sauver son honneur, au lieu d'abdiquer militairement, parce que, comme l'a si bien dit le général Ducrot : « Une nation comme la nôtre se relève toujours de ses ruines matérielles ; elle ne se relève jamais de ses ruines morales. Notre génération souffrira peut-être plus de cette ruine, mais nos enfants bénéficieront de l'honneur que nous aurons sauvé. »

A ce moment, les forces de Paris étaient organisées et pourvues d'artillerie. On avait 200,000 hommes en état de combattre. Je ne parle pas de la garde nationale, placée sous les ordres supérieurs du général Clément Thomas ; elle avait la garde de la ville et des bastions de l'enceinte ; j'arrive à l'armée régulière. Elle se divisait en deux masses. L'armée active comptait 100,000 hommes et se composait d'anciens régiments, de régiments de marche et de régiments de mobiles ; elle était commandée par le général Ducrot et se divisait en

trois corps d'armée (Blanchard, Renault, d'Exéa) ; elle comptait aussi une division de cavalerie et une artillerie nombreuse et solide. Le général Vinoy était à la tête d'une seconde armée, de 100,000 hommes également, répartie en six divisions et composée de régiments de marche et de mobiles, de marins, de douaniers, de forestiers, de gendarmes, de sergents de ville et de gardes nationaux mobilisés. Vinoy était chargé de la défense des forts et de faire les sorties locales. Il y avait encore le corps d'armée de Saint-Denis, placé sous les ordres de l'amiral La Roncière.

Les troupes avaient bien été aguerries dans les nombreux engagements qu'elles avaient eus avec les Prussiens ; mais, en général, elles manquaient de discipline, d'obéissance, d'esprit militaire, et une partie de la garde nationale était, comme nous l'avons dit, bien plus l'ennemie de la société française que de l'armée prussienne.

Au moment où le général Trochu allait lancer l'armée de Ducrot sur la route de Rouen et mettre son projet à exécution, on apprit à Paris la victoire de Coulmiers. Population et gouvernants s'imaginèrent aussitôt que l'armée de la Loire arrivait ; on voulut absolument que le général Trochu marchât à sa rencontre, et, sous cette pression irrésistible de l'opinion, il fallut renoncer à un projet bien étudié, et dont les préparatifs devinrent

inutiles, pour combiner un nouveau mouvement.

Une armée, forte d'environ 100,000 hommes, fut rassemblée à l'est de Paris, sur la Marne. Elle devait franchir cette rivière, enlever les hauteurs de Villiers, de Cœuilly, de Chennevières, et, si elle réussissait, se porter sur Lagny et de là au-devant de l'armée de la Loire. L'attaque débuta le 28 novembre par l'occupation du plateau d'Avron, que l'amiral Saisset couvrit de canons de marine, à l'aide desquels il menaçait au loin les positions de l'ennemi à Chelles et à Gournay. Les forts de Rosny, de Nogent et de Charenton, ainsi que la redoute de la Faisanderie et les ouvrages de la presqu'île de Saint-Maur allaient appuyer de leur puissante artillerie les opérations prochaines. Le passage de la Marne devait avoir lieu le 29 et la bataille s'engager aussitôt. Ce jour-là, pour faire diversion, on attaquerait les Prussiens : au nord, à Epinay et à Drancy ; à l'ouest, à Malmaison ; au sud, à l'Hay.

Le général Ducrot avait donné l'ordre de jeter les ponts sur la Marne dans la nuit du 28 au 29. M. Krantz, ingénieur en chef de la navigation, était chargé de cette opération. Le matériel, rassemblé à Paris, fut amené par eau à Saint-Maur ; le convoi de bateaux et de pontons était remorqué par des bateaux à vapeur. Le souterrain de Saint-Maur fut franchi ; mais, arrivé au pont de Joinville,

on fut obligé de s'arrêter : le pont de Joinville avait été détruit en partie et ses matériaux encombraient le lit de la Marne ; les arches non détruites laissaient seules passage à la rivière, qui sous ces arches avait un courant très-fort. Le hasard voulut qu'une crue subite et éphémère se déclarât dans la Marne le 28; le courant était devenu si violent, que M. Krantz ne parvint à franchir le pont de Joinville qu'après avoir perdu beaucoup de temps et avoir failli faire sombrer ses pontons. Les ponts, à cause de ce retard, ne purent être jetés pendant la nuit ; il fallut remettre l'opération au lendemain.

Pour tromper l'ennemi, qui était informé de notre mouvement sur la Marne, Trochu laissa le général Vinoy faire l'attaque sur l'Hay. L'amiral Pothuau, avec ses marins et deux bataillons de la garde nationale, enlevèrent vivement la Gare-aux-Bœufs, près de Choisy-le-Roi ; l'Hay fut attaqué et allait être occupé quand l'ordre de battre en retraite fut donné. A l ouest, le général de Beaufort fit une grande reconnaissance sur la Malmaison et Buzenval. La diversion sur Épinay et Drancy fut remise au lendemain 30.

La bataille principale s'engagea le 30. Le général Ducrot passa la Marne sur douze ponts, entre Joinville et Brie-sur-Marne, pendant que la division Susbielle traversait la rivière à Charenton.

La journée du 29 avait donné aux Prussiens le

temps de rassembler des forces assez considérables devant la Marne. Quand la bataille s'engagea, le général Ducrot avait devant lui environ 55,000 hommes (Wurtembergeois, Saxons, Prussiens) et 150 canons, sous les ordres du général de Tumpling. Le premier corps (Blanchard) enleva Champigny ; le deuxième corps (Renault) se porta sur Villiers, fut repoussé un moment, mais notre artillerie écrasa celle des Prussiens et nos troupes purent reprendre leurs positions sur le plateau de Villiers; le troisième corps (d'Exéa) s'empara de Brie[1]. Alors toute l'armée se porta en avant et refoula les Prussiens dans leurs retranchements de Noisy-le-Grand, de Villiers et de Cœuilly. Cette journée du 30 novembre, appelée la bataille de Villiers, était un succès, incomplet il est vrai, mais certain.

Pendant ce temps, la division Susbielle, partie de Charenton, attaquait Montmesly et était repoussée sur Créteil, protégée dans sa retraite par le général Vinoy. Ce même jour 30, l'amiral La Roncière faisait attaquer Drancy, qu'il occupait, ainsi que la ferme de Groslay, l'ennemi n'osant pas bouger de ses retranchements. La brigade Hanrion[2]

[1] Le 3e corps devait tourner Villiers et Cœuilly, et appuyer l'attaque du 2e corps ; il arriva trop tard, et ce retard est une des principales causes de notre échec. (*Déposition du général Ducrot*, p. 96.)

[2] Le 135e de marche, trois bataillons de mobiles de la Seine et deux compagnies de marins-fusiliers.

attaquait le village d'Épinay, l'enlevait avec entrain, mais l'évacuait aussitôt après. Ces reculades continuelles brisaient le ressort du soldat, qui s'irritait de voir sans cesse ses efforts et ses succès ne produire aucun résultat.

Le 1er décembre, le général Ducrot resta dans l'inaction ; il se contenta de fortifier les villages de Brie et de Champigny. Notre artillerie était excellente, mais notre infanterie avait plus d'élan que de solidité et de discipline. Avec de meilleures troupes, le général Ducrot aurait obtenu un succès décisif, parce qu'il aurait pu recommencer le combat le 1er décembre, tandis qu'il fut obligé de consacrer cette journée à remettre l'ordre dans son armée, assez ébranlée par la lutte, le froid et le manque de solidité. Les Prussiens profitèrent du temps qu'on leur accordait : ils envoyèrent des renforts aux troupes qui avaient combattu le 30, et chargèrent le général de Fransecky de recommencer le combat le 2 décembre. Nos troupes furent attaquées à l'improviste, mais les Allemands furent repoussés malgré leurs efforts. Cette journée est celle de Champigny. Malgré la retraite des Prussiens, la question n'était pas résolue ; il fallait leur enlever les hauteurs fortifiées sur lesquelles ils s'étaient repliés. Devant l'impossibilité de s'emparer de ces retranchements, le général Ducrot se décida à repasser la Marne ; ce qu'il fit, le 3, sans

être inquiété par les 80,000 hommes qu'il avait devant lui. Nos pertes dans ces deux journées sont d'environ 8000 hommes, celles des Prussiens, de 5000 hommes, la plupart atteints par nos obus.

M. Gambetta, en annonçant cette bataille à la France, publia les télégrammes les plus invraisemblables. Soit parti pris de ne pas dire la vérité, soit ignorance de la géographie, le général Trochu, disait-il, avait pris Épinay-sur-Orge, au sud de Longjumeau ; et, changeant les distances, il en concluait que Trochu et d'Aurelle n'étaient plus qu'à 12 ou 13 lieues l'un de l'autre. Paris était débloqué, les deux armées allaient se réunir, et la victoire serait complète. Beaucoup de gens, même à Versailles, crurent à ces étranges assertions ; et quand on leur disait qu'il fallait y prendre garde, et que si le roi de Prusse restait bien tranquillement à Versailles, c'est qu'évidemment Paris n'était pas débloqué, ils répondaient que si le roi de Prusse ne s'en allait pas, c'était parce qu'il ne le pouvait plus, et qu'il était prisonnier. Le dictateur de Tours avait des lecteurs dignes de ses télégrammes.

Non seulement Paris n'était pas débloqué, mais l'armée de la Loire, pendant ce temps-là, venait d'être battue à Loigny, devant Orléans, le 2 décembre, comme on le verra plus loin.

Sur ces entrefaites, un parlementaire de M. de Moltke apportait au général Trochu une lettre par

laquelle on l'informait qu'Orléans était retombé au pouvoir des Allemands ; M. de Moltke lui proposait d'envoyer un de ses officiers pour vérifier ce fait. Le général Ducrot dit au général Trochu qu'il pensait que les Prussiens en avaient assez, qu'ils voulaient traiter, et il engagea le gouverneur de Paris à s'en assurer. Le général Trochu crut au contraire que c'était un piège et que les Prussiens voulaient seulement le compromettre, comme ils avaient fait de Bazaine. Il coupa court à ces ouvertures en écrivant à M. de Moltke une lettre qui fut très-approuvée par la population parisienne. Cependant le général Ducrot, et MM. J. Favre et E. Picard, qui pensaient comme lui, avaient raison. Les Prussiens en avaient assez, et leurs alliés en avaient trop. Hanovriens, Saxons, Wurtembergeois, Bavarois, tous détestaient les Prussiens et avaient hâte de voir finir la guerre, dont tout le poids tombait principalement sur eux, qui cependant n'avaient pas grand' chose à y gagner. Un Saxon nous disait un jour : « Vous êtes plus heureux que nous, vous autres Français : quand la guerre sera finie, vous serez débarrassés des Prussiens, tandis que nous Saxons, nous serons sous leur domination plus encore qu'avant la guerre. » Les Wurtembergeois disaient à nos officiers, après Champigny, que le général Trochu ferait la paix, s'il le voulait, et à d'honorables conditions. La Prusse était obligée jusqu'à un cer-

tain point de tenir compte du mécontentement de ses alliés et de leur désir de voir finir la guerre. Pour nous, l'armée de Ducrot venait d'obtenir un demi-succès ; nous avions encore les armées de la Loire, du Nord et de Paris, qui nous permettaient de discuter les conditions de la paix, de dire *non* si elles étaient trop dures, et de continuer la lutte ; tandis que plus tard, quand toutes les armées eurent été battues et que Paris se trouva sans pain, il fallut accepter, la corde au cou, les conditions imposées par l'ennemi. L'honneur exigeait que l'on continuât à combattre après Sedan, encore après Metz; mais après Champigny et Orléans, la raison et l'intérêt du pays exigeaient que l'on fît la paix, au moins que l'on tentât de la faire, surtout, je le répète, après le demi-succès de Champigny.

Mais le général Trochu s'y opposa, en faisant valoir qu'on ne savait pas au juste ce qui se passait en province ; qu'on pouvait peut-être sauver Paris en combattant, parce que la résistance de Paris permettait à la province de tenter un dernier effort ; qu'on ne pouvait capituler tant qu'on avait des vivres et tant que la province combattait : car, ajoutait-il, si on capitule, la province pourra dire : Si vous aviez tenu huit jours de plus, tout était sauvé. Ces raisons étaient irréfutables, parce que le devoir d'une place forte assiégée est de tenir jusqu'au bout. Mais alors il ne faut pas que le gouver-

nement soit renfermé dans Paris. Paris, grande mais simple place forte, pourra alors jouer son rôle de place forte sans enchaîner fatalement la France entière à sa destinée.

Le 21 décembre, on fit une grande sortie au nord pour appuyer les opérations du général Faidherbe dans les départements du nord. Mais, comme toujours, la lenteur de nos mouvements et le peu de ténacité de notre armée firent échouer cette entreprise [1]. On attaqua le Bourget sans pouvoir l'enlever, mais on resta maître de Drancy. Pendant ce temps, on faisait deux diversions : l'une à l'est, à la Ville-Évrard, qu'on enleva aux Saxons ; l'autre, à l'ouest, à Buzenval.

A quelques jours de là, le 27, les Prussiens commencèrent le bombardement de Paris. Avant d'en parler, il faut donner quelques détails sur l'état de la ville à ce moment. Les désordres que nous avons signalés et flétris tout à l'heure se conti-

[1] L'ennemi avait, comme toujours, été prévenu de cette attaque : ses espions, les déserteurs, la fermeture des portes de Paris deux jours à l'avance, les reconnaissances faites par un très-nombreux état-major, indiquaient aux Prussiens que quelque chose se préparait. « L'assiégé, dit le major Blume, mettait fort peu d'adresse à dissimuler ses projets. Qu'on nous permette de citer à ce sujet un détail fort curieux : longtemps avant le commencement de chaque opération offensive, on hissait sur le Mont-Valérien un pavillon-signal, dont le sens était bien connu de nos avant-postes ; naturellement, ceux-ci prenaient aussitôt toutes leurs dispositions pour être prêts au combat. » (Page 255 de la traduction française.)

nuaient ; mais ce n'est pas ce tableau honteux que nous voulons remettre sous les yeux du lecteur : il faut, au contraire, opposer au Paris communard le Paris honnête, dévoué, patriote et faisant noblement son devoir.

Les bataillons composés de gardes nationaux des quartiers du centre formaient un contraste complet avec ceux des faubourgs : ici, des hommes souvent ivres et lâches, débraillés et criards ; là, des hommes sérieux, tenaces, disciplinés, voulant défendre Paris, supportant avec courage et résignation les rudes épreuves du blocus, le froid, les privations, les fatigues du service, et allant au feu, quand on les y menait, au moins avec un véritable entrain, sinon avec la solidité de vieilles troupes [1].

La population, réduite d'abord à une ration quotidienne de 100 grammes de viande de cheval, puis à 60, et, dès le 14 novembre, à 30 grammes, supportait la disette sans se plaindre [2]. Après les bœufs, les vaches, les moutons, les porcs, le lard, les salaisons, les conserves, on mangea les chevaux, les mulets, les ânes, les chiens, les chats, les rats, les moineaux, les bêtes du jardin des plantes, le sang des animaux de toute espèce transformé en boudin,

[1] Le général Trochu était absolument opposé à l'idée d'employer la garde nationale comme troupe de guerre.

[2] L'armée avait ses vivres à elle, et la ration de pain fut toujours de 750 grammes, sans compter le biscuit.

toutes les graisses et moelles des os transformées par des procédés nouveaux en beurre dit de Paris, les intestins, les tendons et les rognures de peaux rendus comestibles, etc. Le vin ne manquait pas; le blé non plus. La difficulté était de le moudre et de le convertir en farine. On établit des moulins (système Falker) dans toutes les gares des chemins de fer, et M. Cail fabriqua en un mois 300 paires de meules. Sans ce prodige, qui lui a coûté la santé et la vie, « Paris mourait de faim sur des tas de blé non moulus ». On consommait chaque jour 6368 quintaux de farines, soit de 810 à 820,000 kilogrammes de pain. Quand la farine de froment diminua, au lieu de rationner et de diminuer la quantité de pain distribuée, on changea la qualité du pain, en mêlant d'autres farines à celle du blé. Cependant, dès le milieu de décembre, quelques mairies commencèrent le rationnement du pain, et la ration varia suivant les arrondissements. Le rationnement fut général à partir du 19 janvier, et la ration ne fut plus que de 300 grammes. Déjà depuis plusieurs jours le pain était noir, détestable, malsain et composé d'un peu de blé et de seigle, surtout d'orge, d'avoine, de riz, de vermicelle, d'amidon et de débris divers.

Les maladresses de l'administration dirigée par M. Jules Ferry augmentèrent considérablement les souffrances de la population. Dès le mois d'octobre,

elle supprima les trois quarts des boucheries pour établir quelques boucheries municipales, où l'on recevait, en montrant sa carte, les rations auxquelles on avait droit. C'est cette incomparable faute qui amena les encombrements à la porte des bouchers, et qui força les femmes à y faire queue pendant une partie de la nuit. C'est parmi ces malheureuses femmes, soumises aux obus, au froid et à la pluie, que la mort frappa ses plus nombreuses victimes ; et cependant la volonté de résister était si générale et si forte, qu'on n'entendit jamais une plainte dans ces foules. Le 11 janvier, M. Jules Ferry, ayant trouvé mauvais que la vente du pain fût libre, ordonna que les boulangeries seraient fermées à neuf heures du matin : il fallut encore faire queue à la porte des boulangers pour avoir son pain. M. Jules Ferry eut aussi l'idée de réglementer la vente des pommes de terre ; il les réquisitionna, les entassa dans les caves des Halles, où elles pourrirent complètement.

Le bois et le charbon manquèrent aussi. Malgré ces souffrances, malgré les maladies [1], la popula-

[1] Angine, bronchite, fluxion de poitrine, petite vérole, fièvre typhoïde, diarrhée, dyssenterie. Dans les dernières semaines du blocus, la mortalité fut effrayante et s'éleva à 4 et 5000 décès par semaine ; les femmes et les enfants surtout moururent en grand nombre. — Il est mort à Paris, du 17 septembre 1870 au 28 janvier 1871, 65,294 personnes, dont 13,000 tuées par l'ennemi ou mortes de leurs blessures.

tion ne se décourageait pas. Les pauvres, qui touchaient de la ville 2 francs 25, et qui se nourrissaient aux cantines municipales et aux fourneaux économiques de l'Assistance publique [1], avaient, comme les riches, de quoi manger; mais la population moyenne, les petites gens, les employés renvoyés par leurs patrons, les réfugiés de la banlieue, etc., étaient dépourvus de ressources et cruellement atteints. La charité faisait des merveilles et soulageait le plus de victimes qu'elle pouvait. On ne saurait trop louer les femmes qui se sont consacrées à soigner les blessés et les malades, et le courageux dévouement des Frères de la Doctrine chrétienne devenus brancardiers. Que n'aurait pas fait Paris avec un gouvernement plus intelligent et plus énergique, qui aurait comprimé par un joug de fer les mauvaises passions, qui aurait donné aux forces vives de la défense le nerf qui leur a manqué, et qui aurait su développer et utiliser la totalité des ressources que lui offrait la grande ville ?

Le crédit public se maintint avec une grande fermeté ; il n'y a pas eu, dans cette crise formidable, de désastres financiers comme en 1848 ; le 29 décembre, le trois pour cent valait encore 52 francs ; les obligations de chemins de fer étaient cotées à la

[1] On pouvait y faire deux repas par jour pour 40 ou 50 centimes.

Bourse de 290 à 304 francs. Le capital subordonna son intérêt à son patriotisme. Le 15 octobre, 90 millions du dernier emprunt furent versés par anticipation, et le 9 janvier les banquiers de Paris offrirent à l'Etat 400 millions. On se plaît à constater que tous les honnêtes gens faisaient leur devoir.

Malgré le blocus étroit, Paris resta en relations avec la province, d'abord par un câble télégraphique posé dans la Seine et par un fil placé sous la voie du chemin de fer de Paris à Lyon, à un mètre de profondeur. On signala, dit-on, aux Prussiens le câble de la Seine, qui fut coupé par l'ennemi, le 27 septembre, à l'écluse de Bougival. Un autre traître révéla, un peu plus tard, aux Prussiens l'existence du fil du chemin de fer de Lyon [1]. Quand l'ennemi eut détruit nos communications télégraphiques, Paris fut réduit à envoyer des ballons à Tours et à Bordeaux ; il recevait les nouvelles par les pigeons que les ballons avaient emmenés de Paris, et qui y revenaient portant les dépêches photo-microscopiques. Soixante-quatre ballons sont partis de Paris pendant le siège [2], emportant

[1] A ces traîtres on peut opposer le brave jardinier de Bougival, Debergue, qui coupa à plus d'une reprise les fils télégraphiques de l'ennemi, et fut condamné à mort. On lui offrit sa grâce s'il voulait prendre l'engagement de ne plus recommencer ; Debergue refusa et fut fusillé.

[2] Cinq furent pris par les Prussiens et deux se perdirent en mer.

155 personnes, 363 pigeons voyageurs[1] et 3 millions de lettres ; les pigeons ont rapporté à Paris 2 millions et demi de dépêches.

L'armée, loin de devenir meilleure, avait perdu de sa solidité ; à l'exception de quelques anciens régiments (le 35e, le 42e) et de quelques corps d'élite, elle n'avait pas l'énergie et la discipline nécessaires, et elle manquait de confiance dans ses chefs. On entendit plus d'une fois la troupe crier : Vive la paix !

Le bombardement allait encore augmenter les souffrances et les dangers de la population. Les Prussiens eurent d'énormes difficultés à vaincre pour amener à Paris les 275 pièces de grosse artillerie (canons de 24 et de 12, mortiers et canons à bombes) et les 150,000 projectiles qui formaient leur approvisionnement. Mais la résistance de la France tenait à la résistance de Paris, et il fallait la faire cesser. Le bombardement eut pour but de produire un dernier effet moral sur les défenseurs et la population de Paris, et non pas, disent eux-mêmes les Prussiens, de commencer les opérations d'un siège régulier, qu'ils étaient hors d'état d'entreprendre. Le bombardement fut une cruauté inutile et ne produisit aucun résultat. Cette attaque d'artillerie, comme dit le major Blume, fut un échec complet pour l'assiégeant.

[1] Dont 57 seulement revinrent à Paris.

Les Prussiens commencèrent à bombarder le plateau d'Avron, le 27 ; on l'évacua le 29 [1]. Le 30, les forts de l'est furent bombardés à leur tour ; le 5 janvier, les batteries ennemies lancèrent leurs obus sur les forts du sud et sur Paris, dont toute la partie méridionale fut atteinte [2]. Les forts du sud [3] furent criblés d'obus par 132 pièces de gros calibre ; mais les dégâts furent en réalité si peu graves, qu'il fallut plus tard un mois à l'armée de Versailles pour réduire le fort d'Issy, le plus maltraité de tous.

On a dit que le roi de Prusse était opposé au bombardement et qu'il avait dû céder aux demandes de ses généraux, qui croyaient que ce procédé odieux ferait fléchir la résistance opiniâtre de Paris. Il est certain que tous ont été entraînés par les exigences de la presse de Berlin et par les clameurs du parti gallophage, composé de ces philosophes et de ces professeurs que nous avions proclamés les plus intelligents des hommes, et dont on

[1] On ne comprend pas que le général Trochu n'ait pas blindé les batteries du plateau d'Avron, afin de s'assurer la conservation d'une position aussi importante.

[2] On lançait sur Paris 2 ou 300 obus par jour, nombre que l'ennemi crut suffisant pour abattre l'esprit de résistance et amener le *moment psychologique* Ce fut le contraire qui arriva : le bombardement excita tout le monde à résister jusqu'au bout.

[3] Le fort de Montrouge fut vigoureusement bombardé pendant 25 jours et reçut plus de 18,000 obus. La résistance du capitaine de vaisseau, M. Amet, fut très-énergique ; on réparait la nuit les parties du rempart démolies pendant le jour. Le souvenir de cette belle défense doit être conservé.

s'était fait trop longtemps les admirateurs, les traducteurs ou les plagiaires, en répudiant les traditions de l'érudition et de la philosophie françaises.

Il faut encore interrompre le récit du blocus de Paris pour parler de l'incident de la mer Noire et de la conférence de Londres, à laquelle notre ministre des Affaires étrangères était invité à venir représenter la France.

Le 31 octobre, le prince Gortschakoff, chancelier de l'empire russe, adressait aux divers agents diplomatiques de la Russie accrédités auprès des cabinets européens une circulaire annonçant que le gouvernement du Czar déclarait caduques et ayant cessé d'exister les stipulations du 30 mars 1856, qui, après la guerre de Crimée, avaient limité les forces navales de la Russie et restreint ses droits de souveraineté dans la mer Noire. Le Czar entendait reprendre sa liberté d'action et ordonnait à ses ambassadeurs de prévenir les cabinets étrangers de sa décision. La Russie profitait de son alliance avec la Prusse, des défaites de la France et de l'isolement de l'Angleterre pour déchirer les traités de 1856, par cette seule raison qu'ils la gênaient et qu'elle était en position de le faire.

L'Angleterre, profondément irritée, mais hors d'état de faire la guerre sans l'appui de la France, fut obligée de supporter l'insulte. Lord Granville en fut réduit à dire que la Russie n'avait pas le droit

de se délier seule des engagements qu'elle avait contractés, et que ce droit n'appartenait qu'aux divers gouvernements signataires du traité de 1856. C'était dire assez piteusement qu'on céderait, si une conférence se réunissait pour résoudre la question d'une façon à peu près décente. La conférence fut aussitôt proposée par la Prusse, acceptée par les puissances et s'ouvrit à Londres en janvier 1871. Elle reconnut purement et simplement les prétentions de la Russie et les sanctionna. L'Angleterre, bien que n'ayant pas reconnu officiellement le gouvernement du 4 Septembre, avait insisté pour que la France fût représentée à la conférence ; mais au lieu d'envoyer de Bordeaux un négociateur, M. Gambetta fit décider que ce serait M. Jules Favre qui irait à Londres.

M. J. Favre demanda donc, le 13 décembre, un sauf-conduit à M. de Bismarck pour traverser les lignes prussiennes. M. de Bismarck fit attendre un mois sa réponse[1] et refusa le sauf-conduit sous divers prétextes, disant entre autres choses « que le gouvernement de la Défense nationale n'était pas reconnu par la France, et qu'en conséquence le représentant de la Prusse pourrait être embarrassé de décider si les déclarations de M. J. Favre seraient revêtues de l'autorité de déclarations officiel-

[1] Elle est du 16 janvier 1871.

les de la France ». En réalité, M. de Bismarck se donnait la satisfaction d'empêcher la France d'être représentée pour la première fois dans une réunion des grandes puissances de l'Europe. M. de Bismarck terminait brutalement sa lettre en disant à M. Jules Favre : « Je ne puis m'empêcher de vous demander s'il serait utile que Votre Excellence quitte Paris et son poste de membre du gouvernement actuel dans cette ville pour prendre une part personnelle [1] aux travaux de la conférence sur la mer Noire, dans un moment où il s'agit à Paris même d'intérêts bien plus importants pour nos deux pays que l'article 2 des stipulations de 1856. »

En effet, il allait bientôt s'agir de la destinée de la France, et malheureusement c'était M. J. Favre qui allait être chargé de ses intérêts.

Pendant ce temps, un événement non moins grave pour l'Europe s'accomplissait à Versailles. L'empire d'Allemagne y était proclamé le 18 janvier 1871 [2], dans le château même de Louis XIV, dont les Allemands prenaient plaisir à humilier la mémoire. Le roi de Prusse accepta solennellement la cou-

[1] Encore une leçon ! En effet, M. J. Favre aurait pu et dû déléguer quelqu'un pour le représenter à Londres ; et, en faisant partir de Bordeaux ce représentant, on n'avait pas besoin du bon plaisir de M. de Bismarck.

[2] Le 18 janvier est l'anniversaire du couronnement du premier roi de Prusse, Frédéric Ier, en 1701.

ronne de l'empire d'Allemagne, que lui apportaient les députés du parlement allemand.

Les Etats du sud de l'Allemagne [1] étaient restés après Sadowa en dehors de la confédération de l'Allemagne du Nord, tout en contractant avec le roi Guillaume des traités qui mettaient, en cas de guerre, leurs armées aux ordres de la Prusse. Dès la fin de novembre 1870, ces Etats avaient signé, à Versailles, de nouveaux traités par lesquels ils entraient dans la Confédération et complétaient ainsi l'unité de l'Allemagne. Le parlement de la Confédération, composé dès lors de tous les Etats allemands, décréta le rétablissement de l'empire d'Allemagne, détruit en 1806, après la bataille d'Austerlitz et le traité de Presbourg, et envoya des députés à Versailles offrir la couronne au roi de Prusse.

En présence d'une cour nombreuse, réunie dans la galerie des glaces et composée des princes de la famille royale, des principaux princes de la Confédération et d'un nombreux état-major, le roi de Prusse déclara qu'il acceptait la dignité impériale allemande en la rattachant à la couronne de Prusse [2] ; puis il fit lire par le chancelier de l'empire, M. de Bismarck, une proclamation adressée au

[1] Bade, Wurtemberg, Bavière et Hesse.

[2] Avant 1806, la dignité impériale appartenait à la maison d'Autriche.

peuple allemand dans laquelle on remarque surtout ce passage : « Nous acceptons la dignité impériale dans l'espoir qu'il sera permis au peuple allemand de jouir de la récompense de ses luttes ardentes et héroïques dans une paix durable et protégée par des frontières capables d'assurer à la patrie des garanties contre de nouvelles attaques de la France, et dont elle a été privée depuis des siècles. » Après cette menace, venaient les phrases de rigueur sur les bienfaits de la paix, de la liberté et de la morale [1].

Mais il faut reprendre l'histoire de la guerre sous Paris.

Après l'échec du 21 décembre, le général Trochu commença à être sérieusement discuté au sein même du gouvernement. M. J. Favre aurait voulu sagement qu'on informât le public de la situation militaire et que l'on détruisît les illusions qui devenaient dangereuses ; il aurait désiré aussi un changement dans les opérations militaires et qu'on abandonnât le système d'inaction et de chicane ; il alla jusqu'à demander la révocation du général Trochu [2]. M. Ernest Picard déclarait aussi que le général n'était pas l'homme de la situation ; qu'il avait eu trois mois de dictature militaire, qu'il n'a-

[1] Voir à la fin de l'ouvrage, sur la constitution actuelle de l'empire d'Allemagne, l'appendice n° 3.

[2] Rapport de M. Chaper, séance du 25 décembre.

vait rien fait et qu'il fallait la lui retirer. De son côté, M. Gambetta se plaignait, dans ses dépêches, de l'inaction du général Trochu et demandait que Paris fît une grande sortie. « Sortez, sortez, disait-il, si vous ne voulez pas laisser périr la France : car, je ne saurais me lasser de le redire, vous n'avez autour de vous qu'un simple cercle de feu, derrière lequel nos audacieux et habiles ennemis dérobent tous leurs mouvements. La province fait d'ailleurs écho au cri unanime de Paris et se demande à son tour pourquoi cette persistante inaction. »

Ainsi pressé, le général Trochu se défendit. Il prétendit que, sauf le corps du général Vinoy, l'armée était mauvaise, fatiguée, épuisée de froid et de misère ; qu'elle était réduite à 70,000 hommes et qu'elle avait perdu presque tous ses officiers ; que la mobile était à refaire ; qu'il fallait aux troupes du repos et des vêtements chauds ; qu'on ne percerait pas les lignes prussiennes ; que l'ennemi ne tiendrait pas devant Paris plus d'un mois, et qu'avant tout il voulait éviter un désastre. Le général Le Flô répondit[1] qu'il n'était pas possible cependant que 300,000 hommes, avec 300 pièces attelées, missent bas les armes sans combattre. Le général Trochu insista sur la nécessité de durer et

[1] Le 26 décembre.

d'éviter un désastre tant qu'agissaient les armées de province. Les discussions continuèrent, les uns voulant combattre, les autres seulement durer, tous convenant que l'armée était mauvaise et que la garde nationale ne devait pas inspirer une confiance absolue ; le général Clément Thomas disait même qu'il y avait beaucoup d'étalage dans son enthousiasme. Une partie des raisons que le général Trochu invoquait pour ne pas combattre était fondée ; mais que d'exagérations renfermaient ses réponses ! et quelle faute avait-il commise d'épuiser ainsi l'armée dans une guerre de chicane sans résultat ! Si l'on admet la vérité complète du tableau présenté par le général Trochu, on sera d'autant plus fondé à lui reprocher d'avoir refusé de faire la paix avec les Prussiens quelques jours auparavant : car durer pour se rendre un jour à discrétion, et livrer la France écrasée et sans aucun moyen de discuter les conditions de la paix imposée par le vainqueur, c'est une bien grande faute.

Malgré tout, le système ne fut pas changé. On fit deux petites sorties : le 12 janvier, contre Clamart et Châtillon ; le 16, contre le Bourget. Enfin tout le monde, jusqu'à l'Institut, voulant combattre, le général Trochu se décida à livrer bataille. Il proposa de marcher sur Châtillon et d'enlever d'assaut la position. Il n'y avait pas autre chose à

tenter, et le général Trochu avait bien choisi le point d'attaque. Mais, en présence des dangers qu'offrait cette opération difficile, surtout pendant la retraite, si l'on venait à échouer, le général Trochu fut seul de son avis, et le conseil de guerre décida qu'on attaquerait les Prussiens du côté de Saint-Cloud. Le 19 janvier fut le jour fixé pour faire cette dernière tentative de rompre le blocus, et surtout pour donner une suprême satisfaction à la population parisienne, qui voulait absolument se battre avant de capituler.

On allait essayer avec 100,000 hommes de forcer la ligne d'investissement entre Saint-Cloud et Bougival, et, si l'on réussissait, on se jetterait sur Versailles. Mais la situation était changée depuis le combat du 21 octobre ; et les Prussiens, après la panique que le combat de la Malmaison leur avait causée, avaient couvert de batteries et de défenses cette partie si importante de leurs lignes. Le déploiement de nos colonnes d'attaque se fit avec lenteur et sans ensemble ; la plus grande partie de nos forces et presque toute notre artillerie ne furent pas engagées. La droite, aux ordres du général Ducrot, était chargée d'enlever le château de Buzenval et le parc de Longboyau ; elle n'entra en ligne que trois heures après le centre et la gauche, et échoua dans son attaque. Le centre, commandé par le général de Bellemare, fut lancé contre Gar-

ches et le plateau de la Bergerie ; la gauche sous les ordres du général Vinoy, dut attaquer les hauteurs de Montretout. Bellemare et Vinoy culbutèrent l'ennemi et s'emparèrent des positions qu'ils avaient l'ordre d'enlever ; mais ils furent obligés de s'arrêter et d'attendre le général Ducrot, pour ne pas être débordés sur leur droite. Les Prussiens profitèrent de ce temps d'arrêt, réunirent leurs réserves à Garches, où un violent combat s'engagea, et firent venir des renforts ; nous eûmes bientôt 30,000 hommes à combattre, et le soir 50,000. Il fallut battre en retraite avec une perte d'environ 4000 hommes, dont 500 gardes nationaux.

La garde nationale s'était généralement bien conduite au feu ; elle avait eu, suivant l'expression du général Trochu, une attitude à la fois énergique et étonnée. Quelques bataillons avaient cependant gagné au pied pendant l'affaire. On eut le tort d'exagérer la valeur de la milice citoyenne et de laisser croire à la population parisienne que ses bataillons étaient assez solides pour venir à bout des Prussiens retranchés et qu'ils valaient de bonnes troupes. C'est cette erreur, acceptée par tout le monde, qui a fait croire à la trahison et qui a troublé tant d'esprits.

Cette nouvelle retraite indigna Paris, qui ne se rendait pas compte de la cause de nos échecs. Les positions que nous avions attaquées de vive force

étaient du nombre de celles qu'il aurait fallu, en vraies citadelles qu'elles étaient, attaquer avec la pioche et la pelle, pour les aborder ensuite et les enlever à coup sûr.

Toutefois, on avait combattu. Le système était mauvais, le général insuffisant, les efforts mal dirigés, l'ordre et la discipline manquaient ; mais on se battait, et la reddition de Metz sans combat, heureusement pour notre renom militaire, devait être le seul fait de ce genre pendant cette guerre, comme il est l'unique dans notre histoire.

La perte de la bataille de Buzenval souleva la population de Paris et le gouvernement contre le général Trochu ; il y eut une explosion de mécontentement telle, qu'il donna sa démission de commandant en chef de l'armée. Le gouvernement de la Défense décida que le commandement en chef de l'armée de Paris serait désormais séparé de la présidence du gouvernement, et que le titre et les fonctions de gouverneur de Paris seraient supprimés. Le général Trochu resta président du gouvernement, et le général Vinoy le remplaça à la tête de l'armée.

Les Rouges profitèrent encore de nos malheurs pour essayer de s'emparer du pouvoir et établir la Commune. L'insurrection avait été annoncée par les Prussiens, et elle éclata le 22, comme ils l'avaient dit. Les factieux attaquèrent l'Hôtel de Ville ;

mais le général Vinoy comprima immédiatement la révolte, et le lendemain il fit fermer les clubs, et supprima les journaux les plus séditieux.

Enfin, la famine força le gouvernement de Paris à capituler. D'ailleurs, nos armées de province étaient battues, et Paris n'avait plus d'espoir d'être secouru. La France allait se rendre à merci et subir sans discussion la loi du vainqueur. Ainsi qu'il le disait avec emphase, M. Jules Favre allait partir, comme Eustache de Saint-Pierre, pour capituler à discrétion. M. Jules Favre vint à Versailles, le 23 janvier, commencer avec M. de Bismarck les négociations qui allaient amener l'armistice du 28 janvier 1871.

M. Jules Favre fut assisté, le 27, par le général de Beaufort-d'Hautpoul pour la discussion des questions militaires. Le général s'acquitta de sa mission avec fermeté et fierté ; ce que voyant, M. de Moltke remit au lendemain ce qui était relatif à l'armée de l'Est, faute de renseignements, disait-il. Le lendemain, le général de Beaufort ne voulut pas revenir à Versailles, parce qu'il ne consentait pas à signer la capitulation et à terminer sa vie militaire par un acte de cette sorte, et que ce devoir incombait au général de Valdan, chef d'état-major du général Vinoy, qui commandait alors l'armée de Paris.

Le lendemain 28, quand le général de Valdan

vint à Versailles, la question de l'Est et celle du désarmement étaient résolues : M. Jules Favre avait décidé à lui seul de ces graves questions et était tombé dans tous les pièges que la perfidie prussienne avait tendus à son ignorance présomptueuse. M. J. Favre, croyant Bourbaki vainqueur, avait excepté l'armée de l'Est, tandis que les Prussiens la sachant battue voulaient l'achever à l'aide de cette inexplicable exception. Certes M. J. Favre est coupable de légèreté, d'ignorance et de présomption ; mais que dire du général Trochu, président du gouvernement, qui confie à M. J. Favre une mission qu'il était incapable de remplir ? et pourquoi le général Trochu n'est-il pas intervenu personnellement dans ces graves négociations ? La commission d'enquête l'a blamé, et avec raison, de cette abstention.

La durée de l'armistice était de vingt et un jours. Il commençait à Paris le 28, mais il ne devait commencer en province que dans un délai de trois jours. M. Jules Favre oublia de le dire dans la dépêche qu'il adressa à la Délégation de Bordeaux. L'armistice s'étendait à toute la France, excepté à l'armée de l'Est et à Belfort, qui continuait à se défendre vaillamment. Cette exception fut demandée par M. Jules Favre, qui oublia encore de la faire connaître à la Délégation. Cet oubli impardonnable eut pour conséquence, ainsi qu'on le verra plus

loin, d'achever la perte de notre armée de l'Est, et la força de se réfugier en Suisse.

On devait procéder à l'élection d'une assemblée nationale, qui se réunirait à Bordeaux pour décider si la guerre serait continuée ou à quelles conditions la paix serait faite. — Les forts de Paris, à l'exception du fort de Vincennes, devaient être remis aux Allemands et l'enceinte de la ville désarmée, mais les Prussiens n'entreraient pas dans Paris. — L'armée [1], déclarée prisonnière de guerre, devait être désarmée, mais elle resterait dans Paris. « Je ne vous fais pas une grande concession, disait M. de Bismarck, car nous avons déjà beaucoup de prisonniers. » MM. de Bismarck et de Moltke voulaient que l'armée prisonnière fût campée à Saint-Maur et à Gennevilliers ; M. Jules Favre s'y opposa, ne voulant pas, disait-il, infliger à Paris le triste spectacle d'une armée prisonnière sous ses murs [2]. Ce fut en vain que les négociateurs prussiens lui signalèrent le danger qu'il y avait à laisser les soldats désarmés errer dans les rues de Paris, au milieu d'une population troublée par le siège ou

[1] L'armée comptait alors 131,000 hommes de ligne, 105,000 mobiles, 14,000 marins, 32,000 blessés et 8000 malades.

[2] Le général de Beaufort nous donne une meilleure raison de ce refus. On ne pouvait, à cause du froid, faire camper nos soldats dans les presqu'îles de Gennevilliers et de Saint-Maur ; quant à les baraquer, il n'y fallait pas songer. (*Déposition du général de Beaufort* devant la commission d'enquête.)

démoralisée par les doctrines révolutionnaires, et l'engagèrent à ne pas prendre légèrement une résolution si grave. M. Jules Favre refusa ; il aima mieux achever de désorganiser l'armée, tout en sachant qu'il aurait bientôt besoin d'elle, car il prévoyait la lutte avec les sectaires ; il le disait aux Prussiens et ajoutait qu'il voulait faire sans eux « cette liquidation sanglante ».

M. Jules Favre a dit dans son livre (p. 363) qu'on ne lui avait jamais offert de laisser à l'armée ses armes, s'il désarmait la garde nationale. Cependant on lit, dans le procès-verbal de la séance du conseil à l'Hôtel de Ville, le 27 janvier[1], les lignes suivantes, qui démentent de la façon la plus complète l'affirmation précédente : « M. Jules Favre dit que M. de Moltke consentait à laisser les armes à l'armée, si toute la garde nationale était désarmée. » M. de Bismarck engageait M. Jules Favre à désarmer la garde nationale tout entière ; M. J. Favre refusa et obtint qu'elle conserverait ses armes. Quand il rendit compte au conseil[2] de cette partie de la négociation, le général Trochu, bien avisé cette fois, regretta vivement qu'on n'eût point exigé que la garde nationale fût dissoute et réorganisée de manière à en éliminer tous les éléments perturbateurs, et ajouta qu'il n'y avait pas de gou-

[1] Rapport de M. Chaper.
[2] Rapport de M. Chaper.

vernement possible avec cette garde nationale. Le conseil protesta contre les sages paroles du général Trochu. C'est ainsi que les procès-verbaux du gouvernement de la Défense nous montrent sans cesse le bon sens honni et repoussé, d'où qu'il vienne. Le désarmement de la garde nationale n'était pas chose facile : il fallait s'attendre à une lutte contre les Rouges ; et, pour soutenir cette lutte, le gouvernement ne pouvait compter ni sur l'armée ni sur la bonne garde nationale, parce que celle-ci était exaspérée de la capitulation, parce qu'elle était convaincue qu'elle avait été trahie et qu'elle aurait battu les Prussiens si on l'avait laissé faire Restaient, pour désarmer la garde nationale, les Prussiens ; mais ils n'avaient aucune envie d'entrer dans Paris, de se donner les charges et les périls de l'occupation d'une ville si agitée, et d'opérer le désarmement de la population. Aussi M. de Bismarck proposait-il pour résoudre la question de ne donner du pain à la garde nationale que contre la remise d'une arme brisée ou entière. Enfin l'on décida que la garde nationale conserverait ses armes, et qu'elle serait chargée de la garde de la ville et du maintien de l'ordre avec une division de l'armée, forte de 12,000 hommes, et avec la gendarmerie. La France allait bientôt subir les conséquences fatales de la coupable faiblesse des hommes du 4 Septembre, qui avaient laissé s'organiser depuis

cinq mois une force révolutionnaire dont ils n'étaient pas les maîtres, et qui attendait la fin de la guerre pour s'emparer du pouvoir et établir la Commune. — Paris devait payer une contribution de guerre de 200 millions de francs [1] et devait être immédiatement ravitaillé. — Enfin, pour couronner son œuvre d'ineptie, M. Jules Favre, qui ne savait que très-imparfaitement ce qui se passait dans nos armées de province, laissa M. de Moltke décider à son gré les questions militaires, tracer les lignes de démarcation entre les armées belligérantes, et s'emparer ainsi sans combat de plusieurs départements occupés par nos troupes, qui y tenaient les Prussiens en échec.

On avait attendu trop tard pour capituler, c'est-à-dire pour faire la paix : car la capitulation de Paris n'était pas une simple reddition de place forte. Arrivé au moment de manquer de pain et de faire mourir de faim deux millions d'hommes, M. Jules Favre était obligé de se hâter, de tout concéder ; il n'avait pas le temps de s'informer au dehors et de prendre des renseignements ; il lui fallait subir sans examen les conditions que dictait le vainqueur, parce qu'il lui fallait du pain pour nourrir Paris. Enfin, par oubli ou par ignorance, M. Jules Favre laissa les Prussiens continuer leurs exactions et

[1] M. de Bismarck avait d'abord demandé un milliard.

leurs violences, et ne fit rien pour les empêcher de continuer à lever des impôts et à frapper de réquisitions les départements envahis.

M. Jules Favre avait caché la vérité à M. de Bismarck à l'endroit des approvisionnements de Paris [1]. Quand le chancelier allemand sut la vérité, le 29, il en fut vivement impressionné : car tout le monde pensait qu'il faudrait bien quinze jours pour ravitailler Paris et éviter la famine. M. de Bismarck mit à la disposition du gouvernement, des vivres qui servirent à l'alimentation de la ville pendant un jour et demi, et il permit que les vivres entrassent dans Paris avant la remise des forts et le désarmement de l'enceinte et de l'armée, ce qui était prescrit par l'armistice. Les compagnies de chemins de fer déployèrent un zèle admirable à rétablir les voies et à reprendre leur service. Le télégraphe demanda des vivres à Londres, à Anvers, à Dieppe. Bref, on eut un tel succès que le 4 février, trois convois de vivres, de farine et de charbon arrivèrent de Londres et de Lille à la gare du Nord [2].

[1] Le 25 janvier, il n'y avait plus de pain que pour dix jours, et il restait seulement 19,000 chevaux à abattre. En distribuant 30 grammes de viande par jour, on consommait 650 chevaux journellement; mais il aurait fallu en tuer 3000 par jour, si le pain avait fait défaut. Ce n'est que le 4 février qu'il entra de la farine à Paris, juste le jour où elle allait manquer.

[2] Paris fut ravitaillé par les chemins de fer et aussi par la battellerie, grâce à l'admirable réseau de voies navigables qui lient la Seine à tous les bassins voisins, et au bon système de voies navigables qui convergent à Paris.

Paris n'avait plus à craindre la famine, mais il était temps de signer l'armistice, et il est vrai de dire que Paris s'est défendu jusqu'à sa dernière bouchée de pain.

Enfin, pour terminer ce qui est relatif au ravitaillement, nous nous plaisons à dire ici que, le 29 janvier 1871, M. de Rotschild, de Londres, mit sa fortune entière à la disposition de Paris pour le ravitaillement de la ville [1].

Le 29, Saint-Denis et les forts furent occcupés par les Prussiens, auxquels on remit 602 canons de campagne et 1302 pièces de siège.

En résumé, cette capitulation était assez honorable pour Paris [2] ; les conditions en étaient inespérées, et, si l'on n'avait pas eu affaire à l'ignoble canaille parisienne, la conservation des armes à la garde nationale n'aurait eu aucun mauvais résultat. Il faut donc insister tout spécialement sur l'infamie des révolutionnaires, qui vont abuser aussitôt des clauses de cette capitulation, et qui vont tourner contre la France les armes que M. de Bis-

[1] Rapport de M. Chaper.

[2] Mais M. Jules Favre sacrifia tout à Paris. « M. Gambetta, dans ses reproches au gouvernement de Paris, ne fut ce jour-là ni injuste ni téméraire. Il avait raison de se plaindre à la face de la France et d'écrire : « On a signé à notre insu, sans nous avertir, sans nous consulter, un armistice dont nous n'avons connu que tardivement la légèreté... » La Délégation avait encore raison de dire : « Quand la vérité se fit et que le texte fatal fut communiqué, il était trop tard. » (*Rapport de M. de Rainneville.*)

marck voulait leur enlever et que M. Jules Favre leur a conservées.

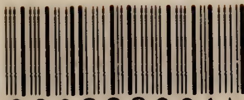
Quoi qu'il en soit, la résistance de Paris pendant 132 jours, résistance à laquelle personne ne s'attendait, et qui fait tant d'honneur à Paris, occupa une grande partie des forces allemandes[1] et permit à la Délégation de Tours de lever plusieurs armées et de tenter la délivrance de la capitale.

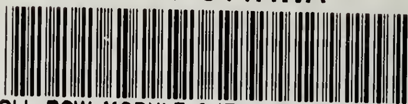
[1] A la fin du siège, les corps allemands enveloppant Paris étaient : les 4e, 5e, 6e, 11e corps prussiens, une division du 2e corps (la 4e), la garde, le 12e corps (Saxons), le 1er corps bavarois, la division wurtembergeoise et quelques régiments de landwehr.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

VERSAILLES, IMPRIMERIE CERF ET FILS, RUE DUPLESSIS, 59.



U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 03 08 17 14 9